



POLITIQUE ET JEUNES FEMMES VULNÉRABLES EN TUNISIE

Étude qualitative
Gafsa - Kasserine - Tozeur



Royaume
des Pays-Bas

POLITIQUE ET JEUNES FEMMES VULNÉRABLES EN TUNISIE

Étude qualitative
Gafsa - Kasserine - Tozeur

AUTEURES

Maryam Ben Salem
Soumaya Ben Cheikh

Les désignations employées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'UNESCO aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

Les idées et opinions exposées dans cette publication expriment le point de vue de leur(s) auteur(s) ; elles ne reflètent pas nécessairement les points de vue de l'UNESCO et n'engagent en aucune façon les deux Organisations.

Équipe de recherche CAWTAR :

Maryam Ben Salem, chercheuse principale ; Soumaya Ben Cheikh, deuxième chercheuse ; Hassen Hajbi, enquêteur ; Ines Tlili, enquêtrice ; Nesserine Kchaou, enquêtrice.

Équipe UNESCO/CAWTAR de coordination :

Phinith Chanthalangsy, Soukeina Bouraoui, Ahmed Zaouche, Maryam Ben Salem, Zoubida Mseffer.

1^o Révision : Arbi DRIDI

2^o Révision : Isabelle HANNEBICQUE

Graphique : Radhouane LARGUI

Organisation des Nations Unies
pour l'éducation, la science et la culture UNESCO
Bureau multipays de l'UNESCO à Rabat
Secteur des Sciences sociales et humaines

Avenue Ain Khalouija, km 5,3 (BP 1777)
Rabat - Maroc
<http://rabat.unesco.org/shs>

Centre de la femme arabe
pour la formation et la recherche
CAWTAR

P.O. Box n° 105 - 1003 Cité El Khadra
Tunis - Tunisia
<http://www.cawtar.org>

Tous droits réservés
© UNESCO 2013

ISBN : 978 – 9973 – 837 – 48 – 6

Octobre 2013

Imprimé en Tunisie - Tunis-Carthage

Préface UNESCO/CAWTAR

Aux lendemains des bouleversements politiques en Tunisie en 2011, et surtout depuis le déclenchement du processus de transition, l'espace de la participation politique dans le pays s'est incontestablement élargi. La question qui se pose est alors la suivante : Mais qui participera à cette démocratie naissante ? Ou encore plus précisément : Quelles sont les conditions nécessaires, conscientes et inconscientes, pour pouvoir participer à la vie publique ?

La portée d'un tel questionnement est loin d'être du ressort des statistiques ; elle est de l'ordre éthique et politique. Éthique d'abord, parce que toute cité démocratique, présupposant chez chaque citoyenne et chaque citoyen des capacités intrinsèques de participer à la vie de la cité, doit leur donner une égalité de chances d'en développer le pouvoir. C'est là l'éthique de l'inclusion sociale. Politique ensuite, car de savoir qui peut participer interroge *in fine* la possibilité d'une démocratie d'advenir. Car l'adage est bien connu : il ne saurait y avoir de démocratie sans démocrate.

La présente étude menée par le Secteur des Sciences sociales et humaines de l'UNESCO et le CAWTAR, avec le précieux soutien du Royaume des Pays-Bas, prend en charge de telles interrogations à bras-le-corps. Se focalisant sur les jeunes femmes vivant dans des territoires caractérisés par une certaine marginalité socioéconomique (Gafsa, Kasserine et Tozeur), elle se donne les moyens de comprendre ce dont les jeunes femmes de ces régions pensent qu'elles sont capables, en tant que citoyennes au sein de leur société. Dans le contexte de la nouvelle Tunisie en gestation où les droits individuels et les libertés fondamentales sont désormais restitués au peuple, cette étude interroge les capacités des citoyennes jeunes au sens que l'économiste Amartya Sen donne à ce concept : J'ai le droit de participer, certes, mais ai-je les moyens effectifs – matériels, techniques et symboliques – de le faire ? Et partant : Suis-je libre ?

Faisant le choix d'une approche qualitative, cette étude a un objectif clair : comprendre, à partir des perceptions, des jugements et des dires des femmes elles-mêmes, leur rapport au politique au sens aristotélicien du terme, à savoir la vie de la cité. L'agir politique, on le sait, n'est pas seulement déterminé par les compétences techniques et intellectuelles objectives ; il est aussi conditionné par la perception subjective et sociale de soi-même. Et dans un contexte social et historique donné, marqué par une fragilité

économique, un certain imaginaire social, et un bouleversement politique récent, les déterminants sociaux et psychologiques occupent une place prépondérante dans le comportement politique. C'est ainsi qu'en définitive, dans cette étude, les femmes enquêtées nous parlent de leur liberté, ou du moins de ce qu'elles perçoivent de leur autonomie. L'étude parle de « l'agir à partir de soi ». De par leurs dits et leurs non-dits, leurs colères ou leur enthousiasme, leurs intérêts ou leur indifférence, elles livrent un diagnostic réaliste sur ce que les citoyennes d'une certaine région de la Tunisie de 2012 pensent être en mesure de faire en tant que citoyennes.

Quant à l'utilité d'une telle étude aujourd'hui en Tunisie, il est important à notre sens de noter deux niveaux de portée. Préalablement, toute étude, et celle-ci n'en fait pas exception, a une vertu heuristique – et dans le contexte actuel, il s'agit d'une vertu cruciale. Les analyses distancées et la construction de grilles conceptuelles systématisées permettent de penser une réalité sociale qui peut paraître à première vue inintelligible ou purement contingente. Les catégories de rapports au politique qui sont ici proposées à partir des données de terrain – désaffection, auto-exclusion, perplexité et intérêt/engagement – révèlent les causes différenciées des comportements, en définissent les nuances, mettent à mal les a priori, et par là même permettent une meilleure lecture et un début d'action possible. Subsidiairement, mais de manière non négligeable, il est aussi à espérer qu'une telle étude incite et vienne renforcer le travail sociologique qualitatif en Tunisie.

Cette étude a aussi une portée pratique. Comme il est communément admis, un problème bien posé est un problème à moitié résolu. L'appréhension par cette étude des causes et des moteurs des comportements politiques en jeu a pour ambition d'offrir des prises pratiques à des actions politiques. Ainsi, l'étude esquisse et propose dans sa dernière partie des pistes d'action, des mesures correctives ou complémentaires pour favoriser davantage la participation citoyenne de toutes et de tous. Mais entendons-nous bien, de telles recommandations appellent à des décisions, certes politiques, mais aussi éthiques et citoyennes. Autrement dit, les actions possibles ne reviennent pas exclusivement à « ceux-là qui nous gouvernent » – solution incontournable, certes, mais trop souvent solution de facilité – , mais aussi à celles et à ceux qui, tous les jours doivent endosser

réellement leurs rôle, droits et devoirs de citoyen, et à celles et à ceux qui côtoient ces jeunes femmes ou hommes qui s'auto-excluent ou se découragent. À l'auto-exclusion, il doit exister une auto-habilitation qui redonne confiance aux citoyennes et aux citoyens dans leur pouvoir d'agir.

Un élément essentiel sur cette voie est tout simplement la prise de parole. Comme le souligne le documentaire intitulé « Souti Ba'h » (extinction de voix(e)) accompagnant cette étude, les jeunes femmes enquêtées confessent souvent le manque d'espace de prise de parole, ou encore l'existence d'espaces publics où leur voix n'est pas entendue à juste titre – c'est-à-dire au titre de citoyenne comme tout(e) autre. Une telle circonstance est par excellence antiémancipatrice et à terme aliénante au sens premier. Or, la parole n'est-elle pas ce qui de l'humain se déploie le plus spontanément et naturellement ? N'est-elle pas aussi la base de toute relation au politique ? Comment est-on arrivé à une situation où il existe aujourd'hui des « subalternes » qui ne peuvent pas parler ? Mais ne nous est-il pas aussi permis de croire qu'il sera aisé de rétablir ce qui est de tout temps spontané et naturel ? C'est le message d'espoir que cette étude souhaiterait en dernier lieu véhiculer.

Nous tenons particulièrement à remercier les autorités tunisiennes pour avoir été un initiateur et un artisan très actif dans la conception et la mise en œuvre des projets de promotion de la participation des jeunes et d'éducation à la citoyenneté en Tunisie, et également tout au long du travail d'enquête sur le terrain. Qu'il nous soit permis également d'exprimer notre sincère reconnaissance et nos plus vifs remerciements au Royaume des Pays-Bas pour son soutien et pour sa coopération indéfectibles qui ont rendu ce travail possible dans le cadre du projet « Renforcement de la participation des jeunes filles vulnérables aux mécanismes de consultation et de prise de décision ». Nous n'oublions pas enfin tous les collaborateurs de l'UNESCO et du CAWTAR qui, de près ou de loin, ont contribué à la qualité de cette étude et de ce projet. Tous ces efforts, à n'en pas douter, sont d'importantes énergies dans le mouvement crucial de renouveau et de réforme en cours.

Soukeina Bouraoui
Directrice Exécutive
CAWTAR

Phinith Chanthalangsy
Spécialiste de programme,
Secteur des Sciences sociales
et humaines, UNESCO

Porter à la conscience des mécanismes qui rendent la vie douloureuse, voire invivable, ce n'est pas les neutraliser ; porter au jour les contradictions, ce n'est pas les résoudre. Mais, pour si sceptique que l'on puisse être sur l'efficacité du message sociologique, on ne peut tenir pour nul l'effet qu'il peut exercer en permettant à ceux qui souffrent de découvrir la possibilité d'imputer leur souffrance à des causes sociales et de se sentir ainsi disculpés ; en faisant connaître largement l'origine sociale, collectivement occultée, du malheur sous toutes ses formes, y compris les plus intimes et les plus secrètes. [...] Ce que le monde social a fait, le monde social peut, armé de ce savoir, le défaire...

Pierre Bourdieu, *La misère du monde*

TABLE DES MATIÈRES

PRÉFACE UNESCO/CAWTAR	3
RÉSUMÉ	8
INTRODUCTION	9
LE POLITIQUE OU LA POLITIQUE ?	12
LES RAPPORTS AU POLITIQUE DES CITOYENS ORDINAIRES : NOUVEL OBJET DE RECHERCHE EN TUNISIE ?	15
STRATÉGIE EMPIRIQUE	20
Les entretiens approfondis semi-directifs	20
Les focus groups	25
La méthodologie visuelle	25
L'enquête sociologique : l'appropriation du savoir sociologique par les acteurs sociaux	28
CHAPITRE 1. RAPPORTS DIFFÉRENCIÉS AU POLITIQUE : TYPOLOGIE	29
SECTION I. LA DÉSAFFECTION	34
SECTION II. L'AUTO-EXCLUSION	36
SECTION III. LA PERPLEXITÉ	40
SECTION IV. L'INTÉRÊT	42
CHAPITRE 2. LES OBSTACLES À L'INVESTISSEMENT POLITIQUE	48
SECTION I. L'INFLUENCE DU CONTEXTE SUR LES ATTITUDES POLITIQUES	48
Réinterroger les représentations des régions défavorisées	48
Marginalisation géographique et sentiment d'injustice sociale et politique	53
SECTION II. LE GENRE	58
SECTION III. L'INFLUENCE DES CONDITIONS D'EXISTENCE SUR L'INVESTISSEMENT POLITIQUE	60
Impact des conditions d'existence et des expériences sociales sur les attitudes de mécontentement	61
Mécontentement et valeurs	63
Différenciations des attitudes de mécontentement en fonction des rapports au politique	67
CHAPITRE 3. DÉTERMINANTS DU CHOIX ÉLECTORAL	70
SECTION I. L'INFLUENCE DES MÉDIAS ET L'INFLUENCE INTERPERSONNELLE	72
SECTION II. L'INFLUENCE DE L'IMAGE	80
SECTION III. L'INFLUENCE RELIGIEUSE	80
CONCLUSION	83
RECOMMANDATIONS	85
BIBLIOGRAPHIE	87
ANNEXES	94
ANNEXE 1. GUIDE D'ENTRETIEN (ENQUÊTE PAR ENTRETIENS APPROFONDIS SEMI-DIRECTIFS)	94
ANNEXE 2. GUIDE DE MODÉRATION POUR LES FOCUS GROUPS	97
ANNEXE 3. ARGUMENTAIRE DU FILM DOCUMENTAIRE « SOUTI BA'H » (EXTINCTION DE VOIX(E))	98

Résumé

Cette étude CAWTAR/UNESCO porte sur les rapports au politique des jeunes femmes en condition de vulnérabilité à Gafsa, Kasserine et Tozeur, trois gouvernorats de la région du Sud-Ouest/Centre-Ouest de la Tunisie. Adoptant une approche de sociologie politique compréhensive, elle se base sur un corpus de 96 entretiens approfondis semi-directifs, 3 focus groups et un support audio-visuel. Plus qu'un état des lieux des obstacles à la participation politique des jeunes femmes en condition de vulnérabilité, cette recherche vise à mettre au jour les conditions de vulnérabilité politique en interrogeant les retombées de la précarité économique et sociale et de la faiblesse du capital scolaire sur les possibilités d'investissement politique, avec une attention particulière sur les élections du 23 octobre 2011. Elle fait ressortir ainsi des différenciations du rapport au politique et cherche à en expliquer les ressorts. Cette étude met au jour également les déterminants du choix électoral pour la population étudiée.

Cette étude constitue un outil important d'analyse des comportements politiques à l'heure où la Tunisie est en passe d'instaurer une démocratie.

Introduction

L'inégalité des citoyens devant le politique n'est pas une révélation. Elle est un fait avéré dans les démocraties occidentales établies⁽¹⁾. L'égale compétence des citoyens face au politique est un mythe à déconstruire notamment dans un pays comme la Tunisie, qui tente depuis la Révolution du 14 janvier 2011 de jeter les fondements d'un régime démocratique. En effet, comprendre les ressorts des capacités inégales dont disposent les citoyens pour faire prévaloir leurs intérêts dans le vote permet de penser les moyens leur donnant les possibilités de garder le contrôle sur leurs représentants à qui ils délèguent le pouvoir auquel ils obéissent.

Pour le sociologue Pierre Bourdieu, le champ politique recouvre tout ce qui a trait aux institutions et à ce qu'il appelle « un corps de professionnels de la représentation (à tous les sens du terme), producteurs culturels et idéologiques, hommes politiques, représentants syndicaux »⁽²⁾. C'est donc la séparation entre professionnels politiques (représentants) et profanes (représentés) qui se trouve au cœur de cette étude initiée par le Centre de la femme arabe pour la formation et la recherche (CAWTAR) et l'UNESCO – Secteur des Sciences sociales et humaines, avec le soutien du Royaume des Pays-Bas. Elle aborde la question de la dépossession des profanes du politique en se focalisant spécifiquement sur les jeunes femmes en condition de vulnérabilité à Gafsa, Kasserine et Tozeur, une catégorie habituellement considérée comme exclue du jeu politique en raison de son incompétence, réelle ou perçue comme telle.

Cette étude s'inscrit aussi dans la continuité d'une recherche sur la participation politique des jeunes femmes en Tunisie menée par le CAWTAR depuis 2011 et financée par le Centre de recherches sur le développement international – CRDI. Celle-ci se focalise sur les rapports au politique et les pratiques différenciées de jeunes femmes actives dans cette sphère.

1. Gaxie Daniel, *La démocratie représentative*, Paris, Montchrestien, coll. « Clefs », 1993.

2. Bourdieu Pierre, *Propos sur le champ politique*, Lyon, Presses universitaires de Lyon, 2000, p. 97.

Elle permet de rendre compte de la diversité des formes de participation et d'appréhensions du politique (participation dans la sphère « conventionnelle » et « non conventionnelle⁽³⁾ »), en prenant pour point de repère la Révolution du 14 janvier 2011.

Cette recherche sur la participation politique des jeunes femmes en Tunisie (CAWTAR/CRDI) a permis d'observer l'existence d'une crise de la représentation politique et une remise en question de la démocratie représentative chez les jeunes. Cette crise dont les raisons sont diverses se manifeste par le repli des jeunes sur des formes de participation protestataires (la protestation de rue ou virtuelle à travers les réseaux sociaux). En amorçant une réflexion autour de ce problème, force est de constater que même si d'autres modèles démocratiques permettent de contourner les problèmes de la verticalité, de l'exclusion des profanes du pouvoir, ils en soulèvent d'autres non moins importants. Les expériences participatives dans bon nombre de pays, notamment en France, ont en effet montré que l'exclusion des profanes, problème particulièrement épineux de la démocratie représentative, persiste⁽⁴⁾.

Considérant que la citoyenneté implique la participation aux affaires de la cité, il nous paraît fondamental de réfléchir aux possibilités concrètes de participation des citoyens ordinaires tenant compte de l'inégale compétence – supposée ou réelle – dont ils disposent face aux enjeux politiques. L'étude initiée conjointement par le CAWTAR et l'UNESCO s'intéressera en revanche à une catégorie qui a été très peu sollicitée jusque-là dans les recherches : les jeunes filles vulnérables en dehors du circuit de la participation politique. En d'autres termes, après avoir analysé les rapports des « professionnelles » au politique, il s'agira ici de s'intéresser aux profanes.

Dans le contexte particulier de la Tunisie postrévolution, alors que les inégalités sociales et spécifiquement régionales ont été révélées au grand jour, la question à laquelle cette étude tente d'apporter des éléments de réponse est la suivante : de quelle manière et dans quelle mesure la précarité économique, sociale et culturelle se répercute-t-elle sur les rapports au politique ?

-
3. Par participation conventionnelle nous entendons la participation dans le cadre de structures partisans, syndicales, associatives et le vote. La participation non conventionnelle désigne les mobilisations protestataires de rue ou virtuelle. Fillieule Olivier, *Stratégies de la rue*, Paris, Presses de Sciences Po, 1997.
 4. Neveu Catherine (dir.), *Cultures et pratiques participatives, perspectives comparatives*, Paris, L'Harmattan, coll. « Logiques politiques », 2007.

Peut-on postuler que l'implication politique et le niveau d'intérêt pour ses questions décroissent à mesure que l'individu est aux prises avec une situation sociale, économique et culturelle défavorisée ? Peut-on parler de vulnérabilité politique qui soit le corollaire de la vulnérabilité sociale, économique et culturelle des individus ?

Pour la sociologue Anne Muxel, la jeunesse est une période de la vie dans laquelle la vulnérabilité politique est plus importante que dans les étapes ultérieures : « C'est un moment d'expérimentations de toutes sortes, qui interfèrent nécessairement sur le rapport au politique. Les orientations politiques sont plus malléables, les comportements moins assurés. Par ailleurs, l'indétermination des facteurs d'insertion sociale, particulièrement accusée dans les années de jeunesse, vient renforcer cette vulnérabilité »⁽⁵⁾.

L'absence d'autonomie et l'incapacité d'agir « à partir de soi » dans un contexte qui valorise ces deux aspects peuvent ainsi définir la notion de vulnérabilité.

En Tunisie, le passage d'un contexte autoritaire, marqué par la désaffection des citoyens pour la vie politique, à un contexte de transition démocratique requérant l'implication d'un citoyen informé et compétent justifie à notre sens l'intérêt de la notion de la vulnérabilité. Celle-ci, appréhendée comme une « relation entre un groupe ou un individu ayant des caractéristiques particulières (notamment un déficit de protection pour se garder de la potentialité à être blessé) et un contexte sociétal qui valorise la capacité à agir à partir de soi »⁽⁶⁾ permet d'interroger les inégalités sociales structurelles face à la politisation.

Plutôt que de raisonner en termes de vulnérabilité inhérente aux individus, nous avons posé l'hypothèse que certaines propriétés sociales et culturelles, en plus de la jeunesse et du genre, pourraient venir renforcer la vulnérabilité politique des jeunes.

- **La faiblesse du capital culturel** (institutionnalisé et objectif) : La littérature sur la question démontre en effet que le niveau de compétence politique des citoyens décroît en fonction de la faiblesse des titres scolaires.

5. Muxel Anne, « La formation des choix politiques dans le temps de la jeunesse : filiation et expérimentation. » In : *L'Identité politique*, Paris, Presses Universitaires de France, 1994, p. 73.
 6. Soulet Marc-Henry, « Reconsidérer la vulnérabilité », *Empan*, 2005/4 n° 60, p. 25.

- **La précarité économique**⁽⁷⁾ : L'expédient auquel nous avons eu recours est d'opter pour la définition que donne Georg Simmel du pauvre⁽⁸⁾. Cette définition nous semble la plus adéquate ici car elle repose sur les interactions sociales qui confinent l'individu dans une situation de pauvreté, notamment le recours à l'assistance sociale (demandes d'allocations diverses, demandes d'emploi, demandes de régularisation de la situation des travailleurs en situation précaire, demandes pour l'obtention de l'accès à la sécurité sociale, etc.).
- **La précarité sociale** : Celle-ci peut être dissociée de la précarité économique, même si elles vont généralement de pair, dans la mesure où elle porte non pas sur le capital économique que possèdent les acteurs sociaux mais sur l'instabilité de leur situation et l'indétermination des facteurs d'insertion sociale tels que : la non-insertion dans le marché de l'emploi ou les difficultés rencontrées pour obtenir des allocations de chômage, le déclassement social, la désillusion de l'ascension sociale par l'école. Cette situation d'instabilité, constituant une expérience douloureuse, marquerait considérablement les rapports des individus au politique.

Le politique ou la politique ?

Il y a sans aucun doute diverses acceptions et définitions du terme « politique ». Marcel Gauchet a remarquablement distingué « le politique » de « la politique ». Selon l'auteur, le politique précède la politique, celle-ci se résumant dans la fonction de représentation, alors que le premier englobe « l'identité collective, la cohérence de l'ensemble qui ne se maintient pas de lui-même et qui est même, d'une certaine façon, toujours mis en péril par l'élection »⁽⁹⁾.

7. Nous n'avons nullement la prétention ici de repenser la définition de la pauvreté sur la base d'indicateurs ou de critères prédéfinis. D'abord, parce qu'il n'y a pas de consensus autour d'une définition de la pauvreté. Ensuite, parce que la définition pragmatique qui a été adoptée par les économistes postulant qu'« un individu est considéré comme pauvre lorsque son niveau de bien-être est inférieur à un certain seuil » (Sirven Nicolas, 2007) repose sur une notion qui est elle-même très vague et ambiguë à savoir le « bien-être ». Par ailleurs, les enquêtes répugnent souvent à nous renseigner sur leurs revenus et même quand elles acceptent de le faire, sur quelle base pourrait-on dire que leurs revenus les situent dans une situation de pauvreté ?

8. Simmel Georg, *Le pauvre*, Paris, PUF, coll. « Quadrige », 2009.

9. Gauchet Marcel, *L'avènement de la Démocratie. 1. La révolution moderne*, Paris, Gallimard, 2007 ; et Gauchet Marcel, *Le politique versus la politique*, Rencontres démocrates, Vincennes, octobre 2007.

Au niveau des pratiques citoyennes, dans le vote notamment, cette distinction entre la politique et le politique existe également. Cette différence réside dans le fait de privilégier son intérêt propre (la politique) ou bien l'intérêt collectif (le politique).

Cette distinction est, à notre sens, fondamentale dans le cadre de cette étude car elle permet d'interroger le poids de la précarité sociale et économique, de la faiblesse du capital culturel sur les rapports au politique. En effet, de nombreuses recherches, notamment la thèse de Murielle Bègue sur les rapports au politique des catégories en situation défavorisée, font état du fait que les couches populaires ont « **une approche plus pragmatique et plus immédiate des problèmes qu'elles rencontrent** » et « appréhendent la politique à partir de leur propre situation »⁽¹⁰⁾.

Peut-on, à partir de ces réflexions préliminaires, postuler que les catégories en situation défavorisée ne sauraient être dans « le politique », mais resteraient cantonnées dans le registre de l'intérêt propre, réduites à appréhender la politique dans son immédiateté ? Cette interrogation, bien qu'ayant un caractère hautement normatif, rejoint en quelque sorte une représentation commune devenue prégnante en Tunisie. Cette représentation repose sur l'idée selon laquelle les individus ne disposant pas de capital culturel, et de surcroît souffrant d'exclusion sociale, seraient davantage manipulables au niveau de leurs choix électoraux et incapables de penser le politique en dehors de leurs intérêts immédiats.

La politique elle-même est loin d'être univoque. Daniel Gaxie en montre la diversité : « il n'y a pas la politique mais des politiques : politique anecdotique (tweets...), politique internationale, politique politicienne (stratégies), politique publique ou sociale... La palette des intérêts varie selon toutes les combinaisons possibles entre la prise en compte de l'ensemble ou de certains aspects du politique »⁽¹¹⁾.

La participation politique des citoyens ordinaires est également polymorphe. Elle varie en fonction de sa nature et de son intensité, car elle peut se manifester par un simple intérêt pour des questions politiques (discussions, votations), tout

10. Bègue Murielle, Le rapport au politique des personnes en situation défavorisée, Une comparaison européenne : France, Grande-Bretagne, Espagne, thèse de doctorat en sociologie, sous la direction de Serge Paugam, Institut d'études politiques de Paris, 2007, p. 198.

11. Gaxie Daniel, Les mécanismes électoraux, entretien accordé au LEM, juin 2012.

comme elle comprend l'engagement dans la sphère « conventionnelle » qui se déploie dans le cadre de structures partisans, syndicales, associatives et le vote, et la participation non conventionnelle qui désigne les mobilisations protestataires de rue ou virtuelles (participation à des manifestations, sit-in, signer une pétition).

Selon Murielle Bègue, « le rapport au politique comprend le rapport à la politique – ce qu'on appellera la préférence partisane – mais traite plus largement du lien de citoyenneté, c'est-à-dire du lien que chaque individu entretient avec ses concitoyens et avec la société dont il fait partie »⁽¹²⁾. Dans la présente étude, et plus précisément dans la construction des idéaux-types, nous nous fondons sur les représentations que se font les enquêtées du politique et de la politique : de quelle manière identifient-elles une question politique, une décision politique ? comment reconnaissent-elles ce qui relève de cette sphère et ce qui en est exclu ?

Ces représentations sont en effet décisives pour déterminer le rapport que les enquêtées entretiennent à ce champ (mécontentement/désaffection) mais aussi pour élucider les mécanismes d'auto-habilitation et d'auto-déshabilitation. Car, malgré la lucidité dont sont capables des femmes à faible niveau scolaire lorsqu'elles opinent sur certaines questions relevant de l'univers politique, le fait d'identifier la politique comme une sphère d'activité séparée, complexe et abstraite (l'État, les lois, le pouvoir) – et requérant des compétences dont elles sont dépourvues – peut conduire à l'auto-déshabilitation.

Par ailleurs, leurs représentations permettent de saisir leurs prises de position sur des questions politiques. Le fait d'exclure les actions protestataires de la politique correspond à une vision négative pour ce genre de pratiques, perçues comme subversives et nuisibles à la stabilité du pays. Cette vision détermine les prises de positions sur des événements politiques et dépend dans une large mesure de la situation personnelle de l'acteur social et des particularités de l'environnement dans lequel il est situé.

12. Bègue Murielle, *op cit.*, p. 197.

Les rapports au politique des citoyens ordinaires : nouvel objet de recherche en Tunisie ?

Nous assistons, depuis la Révolution du 14 janvier 2011, à une inflation de recherches portant sur la participation politique. Avant le 14 janvier, ces recherches portaient prioritairement sur « les professionnel(le)s du politique », autrement dit les personnes déjà engagées dans des structures de participation (syndicats, partis politiques, associations), très peu d'intérêt a été accordé à la participation citoyenne. En effet, la question des rapports profanes au politique n'a pas vraiment été traitée ni conceptualisée dans l'aire arabo-musulmane, d'où l'absence de références. En Tunisie, on ne dispose pas au niveau national, d'études systématiques et actualisées sur la participation politique des jeunes à l'exception du rapport de développement de la femme arabe de 2003 : « Les adolescentes arabes : situation et perspectives »⁽¹³⁾. Le rapport national réalisé par Imed Melliti et Dorra Mahfoudh Draoui⁽¹⁴⁾ est la seule étude dont nous disposons qui ait abordé la question du rapport des adolescents à la politique. Si cette recherche nous informe sur la désaffection des adolescents tunisiens de la politique, et sur leur intérêt pour les grandes causes politiques à caractère transnational, telle que la cause palestinienne, elle a été réalisée avant le 14 janvier 2011 et ne traite pas spécifiquement des catégories défavorisées.

Sous un régime autoritaire ce type d'étude était impensable⁽¹⁵⁾ ; c'est la raison pour laquelle les rares ouvrages focalisant sur les citoyens ordinaires sont consacrés aux pays arabes en situation de transition démocratique, ou du moins ceux qui connaissent ou ont connu des élections démocratiques. En effet, l'absence d'espaces de sociabilité et de socialisation politique a pour conséquence une population non ou peu expérimentée en matière de gouvernance démocratique. En outre, l'autoritarisme entraîne l'autocensure lorsqu'il s'agit de parler de sujets politiques, ce qui constitue un biais majeur. Mener ce type d'enquêtes représentait alors un risque à la fois pour l'enquêteur et l'enquêté, risques que seuls les

13. Rapport de développement de la femme arabe 2003 : « Les adolescentes arabes : situation et perspectives », Tunis, CAWTAR, 2003.

14. Melliti Imed et Mahfoudh Draoui Dorra, *De la difficulté de grandir : pour une sociologie de la jeunesse en Tunisie*, Tunis, Centre de publication universitaire, 2006, p. 273.

15. Tessler Marc et Gao Eleanor, « La démocratie et les orientations de la culture politique des citoyens ordinaires. Typologie pour le monde arabe et peut-être pour d'autres régions », *Revue internationale des sciences sociales*, 2007/2 n° 192, p. 219-231.

individus engagés dans la vie politique, et notamment dans l'opposition, étaient à même d'assumer.

Ainsi donc, dans cette phase de transition démocratique en Tunisie, ce ne sont pas uniquement les citoyens qui sont en manque d'informations et de formation politique, les chercheurs et les politiques à leur tour se trouvent désarmés face à des citoyens à propos desquels ils ignorent tout, que ce soit au niveau de leurs préférences partisans (en raison de l'absence d'élections libres et démocratiques et de la marginalisation des partis de l'opposition) ou au niveau de la manière dont ils appréhendent les objets politiques.

De nombreuses enquêtes ont été lancées depuis l'avènement de la Révolution tunisienne ; elles apportent un éclairage important sur certains aspects relatifs aux rapports au politique des citoyens ordinaires. C'est le cas notamment de l'étude réalisée par le National Democratic Institute – NDI – portant sur la participation politique des femmes après la Révolution en 2011 et basée sur un corpus de 15 focus groups impliquant 151 participants conduits au mois de février 2012⁽¹⁶⁾. Ces focus groups visaient à faire ressortir les opinions des participants sur différents sujets tels que les perceptions des rôles sociaux de genre, les priorités politiques et économiques et la participation politique. Les résultats de cette étude apparaissent donc comme un agrégat de points de vue et d'opinions sur des questions considérées a priori comme cruciales.

Une enquête nationale réalisée par l'Observatoire tunisien de la citoyenneté participative en janvier 2013⁽¹⁷⁾ cumulant l'approche quantitative et qualitative mérite également d'être mentionnée, car elle nous permet de faire le point sur la technique des focus groups en tant que méthode d'enquête qualitative et de la distinguer de la technique des entretiens approfondis. Les focus groups ont certainement pour avantage de traiter une ou plusieurs questions de manière plus approfondie que dans le cadre d'un questionnaire, et permettent de comprendre les significations que les acteurs sociaux interrogés donnent aux opinions qu'ils émettent. On peut ainsi connaître les raisons du rejet du participant de la

16. Borowsky Gabriella, *Women's Political Participation in Tunisia after the Revolution. Findings from Focus Groups*, National Democratic Institute, 2012 (non publié).

17. Dargouth Medimegh Aziza (dir.), *Enquête nationale*, Observatoire tunisien de la citoyenneté participative, janvier 2013.

question de l'égalité entre hommes et femmes dans la mesure où il a la possibilité d'argumenter. Cependant, on ne peut atteindre avec les focus groups le degré de profondeur qu'offrent les entretiens individuels approfondis. D'abord, parce que l'interaction avec les autres participants aux focus groups peut biaiser les réponses (sentiment de gêne lorsqu'il s'agit de parler de soi, de ses expériences, ou lorsqu'il s'agit d'exprimer une position qui pourrait être mal reçue par les autres). Ensuite, le temps imparti pour la réalisation d'un focus group ne permet pas de saisir pour tous les participants les significations profondes de leurs convictions, ni d'en connaître les causes. Les focus groups ne peuvent donc pas se substituer aux entretiens car ils permettent seulement de collecter des opinions, attitudes et expériences ou encore d'explicitier des attentes vis-à-vis d'une politique ou d'une intervention.

Les limites de ce type d'enquêtes malgré leur grand intérêt, résident dans les techniques utilisées – celles des focus groups ou des questionnaires, qui permettent seulement d'enregistrer des attitudes et des opinions générales (telles que par exemple la satisfaction ou l'insatisfaction de la prestation du Gouvernement, de l'Assemblée nationale constituante, etc.) sans en expliciter les ressorts. Elles ne permettent pas de connaître ce que les attitudes, opinions ou comportements doivent aux conditions sociales des individus. Aussi, même lorsqu'elles établissent un lien de causalité entre une propriété sociale (l'âge, le genre, le niveau d'instruction, la catégorie socioprofessionnelle) et une attitude, le point qui reste obscur est celui de savoir de quelle manière et dans quelle mesure les propriétés sociales influencent et façonnent ces attitudes et opinions. Par quels biais se forment-elles ? Quel est le rôle de la socialisation, des expériences de déclassement ou de rupture professionnelle dans la formation de dispositions politiques ?

C'est également le cas de l'enquête quantitative menée par un groupe de chercheurs (Ellen Lust, Lindsay Benstead et Dhafer Mallouche) intitulée « Tunisian post-electoral survey » et qui comporte quatre volets : la participation à la vie politique avant et après la Révolution (i), l'évaluation de la situation actuelle (ii), les attitudes à l'égard des institutions politiques (iii) et les attitudes vis-à-vis du futur (iiii). Si cette enquête permet d'enregistrer des évolutions au niveau des attitudes et prises de positions des citoyens et signale l'existence d'un profond malaise à l'endroit des institutions, certains résultats restent vagues, notamment le recours au terme mécontentement.

Si une insatisfaction générale se laisse voir face à la situation actuelle dans le pays, les répondants restent favorables à la participation dans le système démocratique. Ceci semble à première vue correspondre à l'attitude de mécontentement définie comme « divergence entre des valeurs globalement positives attribuées au système politique et une perception négative de la façon dont ce système fonctionne réellement »⁽¹⁸⁾. Cela dit, lorsqu'on se penche sur les définitions que les répondants donnent à la démocratie (33,1 % l'assimilent aux « nécessités de base, à savoir la nourriture, les vêtements et un foyer pour tous »), ceci nous appelle à approfondir cette question et à réinterroger la notion de « mécontentement » à la lumière de cette donnée. Pour quelles raisons les enquêtés perçoivent-ils la démocratie de cette manière ? Quelles sont les caractéristiques sociales de celles et ceux qui réduisent la démocratie à la satisfaction des besoins élémentaires ?

À notre connaissance, de toutes les enquêtes réalisées jusque-là, et bien qu'elle soit limitée aux comportements électoraux, la seule étude à avoir interrogé les facteurs à l'œuvre dans la cristallisation des comportements politiques est celle réalisée par Alia Gana en Tunisie. Cette enquête s'appuie sur « le croisement des résultats électoraux et des données socioéconomiques des gouvernorats et des circonscriptions et complétée par une analyse des caractéristiques des partis et des profils sociaux de l'électorat »⁽¹⁹⁾.

La perspective de recherche dans laquelle se situe notre étude est, à divers égards, différente de celle adoptée par l'équipe de recherche sur la géographie électorale. Car c'est davantage les attitudes et comportements politiques en général et indépendamment de l'épisode électoral d'octobre 2011 qui nous intéresse. Celui-ci constitue seulement un aspect auquel nous nous intéressons et sous un angle différent.

Pour résumer, les enquêtes réalisées jusque-là s'intéressent davantage aux opinions, prises de positions par rapport à des questions précises relatives à la politique (attitude vis-à-vis de l'Assemblée nationale constituante – ANC –, du Gouvernement, des droits des femmes, de la liberté d'expression, etc.), aux

-
18. Gunther Richard, Torcal Loriente Mariano, Montero José Ramón, « Légitimité, mécontentement et désaffection dans les nouvelles démocraties. Le cas de l'Espagne », *Revue française de science politique*, 49^e année, n° 2, 1999, p. 183.
 19. Gana Alia et al., « La territorialité du vote pour l'Assemblée nationale constituante tunisienne de 2011 », *Confluences Méditerranée*, 2012/3 n° 82, p. 52.

préférences partisans, sans essayer de caractériser les rapports des citoyens ordinaires au politique, à savoir leur degré d'intérêt pour ce champ, le degré d'investissement, les comportements et attitudes qu'ils y mobilisent. Par ailleurs, l'écueil de ce type d'enquêtes est qu'elles ne nous renseignent pas sur les causes et facteurs qui cristallisent ces attitudes, opinions et prises de positions, à l'exception de la corrélation avec certaines variables telles que le niveau d'études, la catégorie socioprofessionnelle, l'âge, le sexe, le lieu de résidence, etc.

Plutôt que de se borner à chercher à connaître l'opinion du citoyen sur tel sujet ou le parti auquel il a l'intention de voter, cette étude se propose d'analyser les rapports qu'entretiennent les femmes « en condition de vulnérabilité » à la politique : de quelle manière et par quels biais appréhendent-elles les objets politiques ? En articulant l'approche cognitiviste et l'approche de sociologie compréhensive, cette étude constitue un travail de première main en Tunisie. Le courant cognitiviste par opposition à l'approche minimaliste⁽²⁰⁾ permet de « revenir aux individus et surtout de prendre au sérieux l'origine et l'efficacité relative de leurs croyances, perceptions et évaluations politiques »⁽²¹⁾ et s'intéresse de ce fait au « sens que les individus attribuent à leur comportement politique ». Sans pour autant vouloir à tout prix « réhabiliter les capacités des "citoyens" à faire des choix quand ils sont appelés à désigner leurs représentants »⁽²²⁾, cette étude s'intéresse aux modes de production d'opinions et de préférences politiques (les différents moments et formes de socialisations, l'influence des médias, la religiosité), au niveau d'engagement ou d'intérêt pour la politique, aux instruments mobilisés pour se forger une opinion ou faire un choix électoral tout en prêtant attention aux différenciations existant entre acteurs sociaux, et enfin aux causes qui en sont l'origine (le niveau scolaire, l'origine sociale, l'âge, l'environnement, le genre). En tenant compte de la subjectivité des acteurs et du sens qu'ils donnent à leurs actes et en cherchant à en saisir les fondements sociaux, cette recherche se veut à la fois compréhensive et explicative.

20. Le paradigme minimaliste postule que l'électeur est sous-informé et bien souvent peu impliqué dans la vie politique.

21. Joignant Alfredo, « La socialisation politique. Stratégies analyse enjeux théoriques et nouveaux agendas de recherche », *Revue française de science politique*, 1997/ 5 vol. 47, p. 549.

22. Gaxie Daniel, « Cognitions, auto-habilitation et pouvoirs des "citoyens" », *Revue française de science politique*, 2007/6 vol. 57, p. 740.

Stratégie empirique

Cette enquête de sociologie politique compréhensive repose sur : (i) un corpus d'entretiens approfondis semi-directifs, (ii) des focus groups et (iii) un support audiovisuel.

Les entretiens approfondis semi-directifs

Le corpus d'entretiens comprend 96 entretiens approfondis semi-directifs menés entre juillet et octobre 2012 auprès d'échantillons raisonnés⁽²³⁾ : 33 interviews ont été conduites à Tozeur, 15 à Gafsa et 48 à Kasserine⁽²⁴⁾.

La méthode d'échantillonnage est fondée ici sur les hypothèses théoriques relatives aux facteurs susceptibles d'influer sur les rapports au politique : le capital scolaire, le capital économique, les conditions professionnelles et sociales. Le corpus est essentiellement composé de femmes des tranches d'âge suivantes (18-25/26-30/31-35).

Une méthode d'échantillonnage par contraste a également été adoptée afin d'ouvrir la voie à des comparaisons sur la base des variables suivantes : le genre, l'âge et la vulnérabilité. L'objectif est de saisir si ces variables sont déterminantes dans les rapports au politique.

Des interviews ont aussi été conduites auprès : i) d'hommes appartenant aux mêmes tranches d'âge que notre échantillon en condition défavorisée, ii) de jeunes femmes également de la même tranche d'âge mais se situant en haut de l'échelle sociale, iii) de femmes âgées plus que 35 ans.

Notre méthode d'échantillonnage ne s'appuie pas sur une logique de représentativité territoriale, n'ayant pas la prétention d'analyser la territorialité du vote et ne se limitant pas à cet aspect unique de la participation citoyenne à la vie politique.

23. Selon Jean-Jacques Lambin *et al.* (1982, p. 215), « l'échantillon raisonné est l'échantillon pour lequel il y a souci de représentativité en ce sens que l'analyste cherche à inclure les individus les plus susceptibles d'apporter une information. »

24. Voir le guide d'entretien en annexe (annexe 1, p. 94).

Nous avons analysé le discours des enquêté(e)s afin de comprendre et de saisir les différenciations au niveau des rapports au politique. La notion de rapport au politique comprend les éléments suivants :

- le niveau d'intérêt pour la politique (fréquence des discussions sur le sujet) ;
- le degré d'implication en politique ;
- les modalités d'appréhension des objets politiques ;
- les attitudes vis-à-vis du politique ;
- les significations que les interviewées associent au terme « politique ».

Nous avons procédé à un traitement manuel des données en essayant de rechercher des régularités ou des différences au niveau des comportements et attitudes politiques telles qu'on les perçoit dans les récits des enquêté(e)s. Par la suite, ces similarités et différences ont été confrontées aux différentes variables considérées par hypothèse comme déterminantes, à savoir : le niveau d'instruction, les formes de socialisations, le genre, les conditions sociales d'existence (chômage, difficultés d'insertion dans le marché de l'emploi, emploi précaire, pauvreté), l'âge, le milieu de vie.

- **L'âge :** Considérant que la jeunesse est marquée par la malléabilité des orientations politiques et la perte de confiance dans les structures partisans⁽²⁵⁾, deux hypothèses s'offrent à nous : une première postulant que la jeunesse contribue à la vulnérabilité politique, renforcée par ailleurs par la présence de facteurs d'exclusion sociale, et une deuxième hypothèse selon laquelle les jeunes montreraient des attitudes et comportements politiques qui correspondent à un système de valeurs qui leur est propre et différent des rapports au politique des adultes.

Bien que l'étude porte spécifiquement sur les rapports au politique des jeunes, nous avons intégré dans notre échantillon des enquêtées de différentes tranches d'âge afin de mettre au jour d'éventuelles similarités/différences. La jeunesse est une période de transition au cours de laquelle « s'exerce une fonction sociologique ayant pour but la socialisation des individus »⁽²⁶⁾. Elle

25. Plusieurs recherches portant sur la participation politique des jeunes font état du désintérêt des jeunes de la participation « conventionnelle ».

26. Maupeou-Leplatre Nicole, « Pour une sociologie des jeunes dans la société industrielle », *Annales. Économies, Sociétés, Civilisations*, 16^e année, n° 1, 1961, p. 88.

correspond à la phase pendant laquelle les individus rentrent dans des rôles sociaux adultes. Mais Olivier Galland prévient qu'on ne peut limiter la jeunesse à un processus de socialisation, car elle renvoie à des réalités différentes en fonction de l'appartenance sociale et du niveau d'éducation⁽²⁷⁾. Circonscrire notre échantillon en fonction de l'âge s'avère donc être une entreprise hautement bancale.

En effet, deux individus de la même catégorie d'âge ne peuvent pas être situés dans le même processus de socialisation. Une femme âgée de 30 ans, mariée, mère de trois enfants, est considérée et traitée comme une adulte par son entourage ; une autre du même âge, célibataire, vivant chez ses parents, étudiante ou à la recherche d'un emploi, se situe dans le processus de transition vers l'âge adulte. Nous avons choisi comme âge minimal pour notre échantillon 18 ans, car il correspond à l'âge légal du droit de vote. Nous avons en revanche évité de définir arbitrairement un seuil maximal au-delà duquel l'acteur social ne serait plus considéré comme jeune. Trois étapes sont prises en compte afin de déterminer pour chaque cas son inscription dans la catégorie jeune : le départ de la famille d'origine, l'entrée dans la vie professionnelle et la formation d'un couple.

- **Le genre :** L'intérêt porté dans cette étude sur les femmes nécessite évidemment l'adoption de l'approche genre grâce à laquelle nous serons en mesure d'identifier les éventuelles similitudes ou dissimilitudes au niveau des rapports au politique entre hommes et femmes. Par ailleurs, l'approche genre permet de savoir dans quelle mesure et de quelle manière le genre, en tant que « relations entre hommes et femmes basées sur des rôles socialement définis que l'on assigne à l'un ou l'autre sexe » constitue un obstacle à l'investissement politique (la séparation espace public/espace privé, le rôle traditionnel attribué à la femme, la domination masculine, etc.).
- **Le lieu de résidence :** Il s'agit d'identifier ici les différences au niveau du rapport au politique et du degré d'investissement selon que l'acteur social vive dans un centre urbain ou dans une zone enclavée. En effet, l'absence d'espaces de participation politique dans certaines régions ne renforce-t-elle

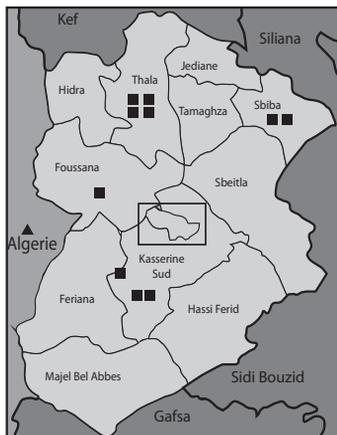
27. Galland Olivier, *Sociologie de la jeunesse*, Paris, Armand Colin, coll. « U », 2011.

pas l'extériorité vis-à-vis du politique et ne réduit-elle pas les possibilités d'engagement ?

- **La situation économique et sociale :** Partant de l'hypothèse qui considère le déclassement social, le chômage et la précarité économique comme autant d'expériences qui influent sur les rapports au politique des individus, nous avons essayé de saisir la relation de causalité entre les variations au niveau des rapports au politique des enquêté(e)s et leurs conditions d'existence.
- **Le niveau d'éducation :** Cette dernière variable est centrale dans cette étude, car elle est le soubassement d'une hypothèse forte dans les recherches sur les rapports au politique des citoyens ordinaires. Elle postule que le degré d'intérêt pour la politique et l'aptitude à la déchiffrer augmente à mesure que le niveau scolaire est élevé. On analysera donc le lien entre la compétence politique inégale des citoyens et le niveau d'instruction.

Répartition géographique des interviewées dans les gouvernorats de Gafsa, Kasserine et Tozeur ⁽²⁸⁾

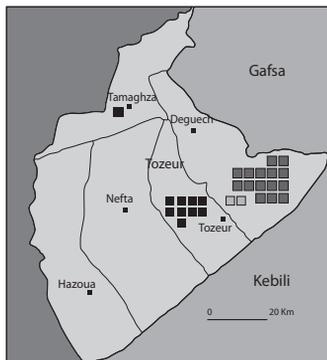
Répartition géographique des femmes enquêtées par CAWTAR dans la circonscription de Kasserine, juillet - octobre 2012



Kasserine Nom de la circonscription
 Hidra Nom de la délégation
 1 Kasserine Nord
 2 ex-zouhour
 - - - - - Délimitation des circonscriptions
 - - - - - Délimitation des délégations
 ■ Femme interviewée habitant la ville chef-lieu de la délégation



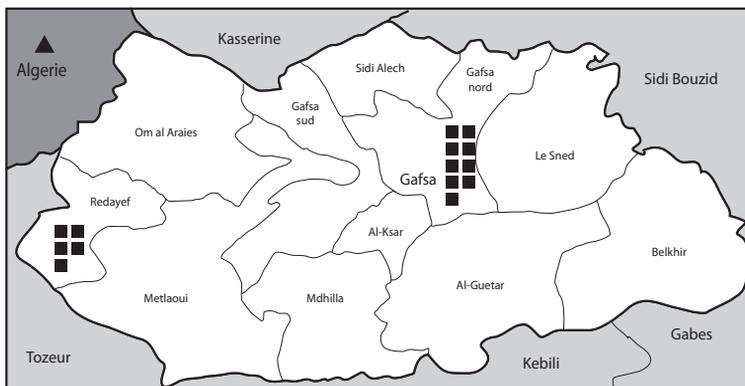
Répartition géographique des femmes enquêtées par CAWTAR dans la circonscription de Tozeur, juillet - octobre 2012



Taux de participation au élections 61,1 %

Tozeur Nom de la circonscription
 Tozeur Nom de la délégation principale agglomération
 ■ Femme interviewée habitant la ville chef-lieu de la délégation
 ■ Femme interviewée habitant Boulhel
 □ Femme interviewée habitant Mahassen

Répartition géographique des femmes enquêtées par CAWTAR dans la circonscription de Gafsa, juillet - octobre 2012



Taux de participation au vote 50,6 %

■ Femme interviewée habitant la ville chef-lieu de la délégation

GAFSA Nom de la circonscription
 Gafsa sud Nom de la délégation
 - - - - - Délimitation des circonscriptions
 - - - - - Délimitation des délégations

28. Cartes réalisées par Isabelle Fuertoross sur la base des données recueillies dans le cadre de l'enquête.

Les focus groups

Le corpus est renforcé par trois focus groups organisés dans chacune des régions concernées par l'étude. Impliquant les représentants des autorités locales et des associations actives dans la région, les focus groups ont pour objectif de recueillir des informations, en matière de participation politique, sur les obstacles et les opportunités dans chacune des localités concernées et ce, à travers un focus sur l'accès à l'information et aux services⁽²⁹⁾.

Nous avons en effet constaté à partir des entretiens réalisés que le principal rapport direct qu'ont les jeunes femmes interviewées avec la sphère politique se fait à travers les autorités locales auxquelles elles s'adressent pour demander des services. Jugeant et appréhendant le politique à l'aune des problèmes de la vie quotidienne, ceux rencontrés à ce niveau contribuent à générer chez ces femmes une attitude négative vis-à-vis du politique en général. Ces focus groups ont également été l'occasion de formuler des recommandations⁽³⁰⁾ pour venir à bout des obstacles identifiés dans le cadre de cette étude.

La méthodologie visuelle

L'analyse de données visuelles a permis de compléter le corpus. Un documentaire, intitulé « Souti Ba'h »/« extinction de voix(e) », a en effet été réalisé dans le cadre de l'enquête auprès de certaines interviewées afin de penser les différentes modalités de l'appréhension du politique. Ce support s'inscrit davantage dans une tradition méthodologique d'enquête que dans une visée de marketing ou de reportage télé.

Appréhender le film comme un instrument d'observation ayant une capacité de reproduction et d'extension supérieure à celle du magnétophone a permis le renouvellement des techniques de recueil de données disponibles (entretiens individuels semi-directifs). En effet, du fait de sa « mécanique impassible », qui permet une reproduction objective et impersonnelle — « dont l'homme est exclu » écrivait

29. Voir le guide de modération en annexe (annexe 2, p. 97).

30. Voir les recommandations p. 85.

André Bazin —, l'enregistrement d'images et de sons peut, par la neutralité qui le caractérise, contribuer, d'une part, à la cumulativité des résultats de l'observation et, d'autre part, à prolonger l'apport de l'observation ethnographique du politique. Comme l'indique Madeleine Grawitz, au sujet de l'observation de défilés ou de meetings : « (...), le cinéma permet une observation globale à laquelle des individus isolés ne peuvent parvenir (...), un seul observateur ne peut tout voir (...) En revanche, ayant participé ou observé la réalité, il peut grâce au film compléter son information. » Plus encore, le document cinématographique n'est pas réductible à un simple support d'informations politiques puisqu'il affecte, par son réalisme même, la « nature » et la « portée » de cette information en permettant de reconstituer de manière plus fidèle le ton, la mimique, le geste et l'expression, autrement dit la vie elle-même.

Le deuxième axe empirique consiste à appréhender le film comme analyseur d'attitudes et comportements politiques. Le film constitue un lieu d'observation privilégié des phénomènes sociopolitiques où « le sens émerge de rapports motivés entre des signes et des acteurs sociaux ». De ce fait, loin d'exister seulement comme un « cabinet noir » où ne régnerait que l'intention toute puissante et surplombante d'un auteur, le cinéma suppose au contraire une relation et une interaction ininterrompues avec des conditions de production, d'interprétation et de réception par les professionnels et par le public.

Le troisième axe, plus théorique, consiste à appréhender le film comme source d'hypothèses explicatives du politique. Il s'inscrit notamment dans le sillage des travaux de Jacques Rancière pour lequel le cinéma constitue l'une « des formes de la visibilité qui structurent un monde commun ». Ici, la production d'un agencement d'images en mouvement s'apparente à la mise au jour des structures sous-jacentes des phénomènes politiques, par exemple du fait qu'elle permet de reconstituer le cadrage qui détermine la perception et la compréhension des phénomènes politiques.

L'apport et description du film « Souti Ba'h »

- L'image confirme des hypothèses formulées à partir de méthodes d'investigation.
- Le support audiovisuel est considéré comme outil de recherche.
- La caméra s'immisce au cœur de l'action, la modifie, la provoque, crée la réalité qu'elle décrit.
- Le refus du regard objectiviste au profit d'une anthropologie partagée où les femmes et hommes interviewés ont leurs mots à dire.
- Les femmes interviewées deviennent les réalisatrices. Elles choisissent les lieux des interviews, identifient la valeur du cadre, interrogent en adoptant la posture journalistique et définissent les questions à poser.
- Une série de questions sont posées aux neuf femmes interviewées et quatre membres d'associations (artisanat + culture). Une succession en un ordre aléatoire de portraits pris en plans fixes, de commentaires, d'attentes politiques.
- Les personnes sont filmées dans leur environnement quotidien.
- Hormis la précarité économique de leurs conditions, que partagent les interviewées si différentes par l'âge, la situation familiale et sociale quant à leur appréhension du politique ?
- Quelles sont les parties communes de leurs attentes et de leurs discours ?
- Des éléments de réponses nous sont donnés à voir : les acteurs politiques ensemble (représentants des autorités locales ou représentants des partis politiques) n'ont pas été d'un grand secours pour satisfaire les attentes de ces citoyennes et n'ont surtout pas représenté un soutien psychologique ou de réconfort moral. Les rapports humains se sont souvent arrêtés à des échanges ponctuels (demande d'aide), comme si les acteurs politiques (autorités locales) assuraient une présence tout en constituant une entité hors du groupe vivant dans la localité.
- L'occasion de ce film amène les femmes interviewées à envisager ce que seront les futurs acteurs politiques dans l'idée de rupture avec ceux qui les ont précédés. Il s'agit d'un jeu de regards sur soi, sur la communauté et sur le pays.

L'enquête sociologique : l'appropriation du savoir sociologique par les acteurs sociaux

L'objectif de cette étude est double. Il s'agit de produire du savoir sur un sujet jusque-là méconnu en Tunisie et de proposer à partir de là des actions concrètes en vue d'une meilleure inclusion des populations étudiées dans le circuit de la participation politique. Les recommandations synthétisées dans un document de discussion adressé aux acteurs clés (décideurs politiques, acteurs locaux, médias, organisations de la société civile) demeurent insuffisantes à notre sens pour produire un changement réel, car la mise en œuvre d'une ou plusieurs de ces recommandations reste tributaire du bon vouloir de ces acteurs. En revanche, le changement escompté à travers cette étude concerne les acteurs sociaux eux-mêmes par la prise de conscience de la réalité de leurs situations ou comme le dit Bourdieu « en permettant à ceux qui souffrent de découvrir la possibilité d'imputer leur souffrance à des causes sociales et de se sentir ainsi disculpés »⁽³¹⁾. À cet égard, la réalisation du film documentaire « Soutî Ba'h » (extinction de voix(e)) impliquant des femmes en situation de vulnérabilité, à qui on donne rarement, voire jamais, la parole a été vécue par les protagonistes comme un acte de reconnaissance de leurs droits à la participation et à l'expression de leurs opinions politiques. Le sentiment subjectif d'incompétence qui est à l'origine de l'auto-exclusion de la sphère de participation politique s'en est trouvé par conséquent diminué. L'implication dans la réalisation du film a opéré une sorte de catharsis chez les protagonistes, en les amenant non pas seulement à s'exprimer mais en outre à s'appropriier le sujet et à transcender la passivité qui leur est assigné.

31. Bourdieu Pierre (dir.), *La misère du monde*, Paris, Seuil, 1993, p. 944.

■ Chapitre 1

Rapports différenciés au politique : typologie

Cette étude a permis de faire ressortir des différenciations du rapport au politique des jeunes femmes en condition de vulnérabilité à Gafsa, Kasserine et Tozeur. Nous nous reposons principalement dans cette construction idéal-typique sur la notion de politisation « définie comme attention accordée au fonctionnement du champ politique – dépendant fondamentalement du degré auquel les agents sociaux ont le sentiment de se retrouver dans le déroulement des événements politiques, donc de leur trouver un sens (sentiment de la compétence politique). Elle varie par conséquent en fonction de la possibilité de leur donner ce sens et suppose une compétence spécifique s'analysant comme la capacité à opérer une construction proprement politique de l'espace politique (compétence politique) »⁽³²⁾.

L'hypothèse qui guide cette construction idéal-typique est la suivante : le sentiment subjectif de compétence des acteurs sociaux détermine dans une large mesure leurs rapports au politique. Bien qu'il dépende du niveau d'éducation (capital scolaire qui permet à l'acteur de détenir des instruments de compréhension de l'univers politique), le sentiment de compétence ne s'y réduit pas, car différentes socialisations interviennent dans le renforcement ou l'affaiblissement de dispositions à la politisation (apprentissage, etc.) ainsi que dans la formation d'une appétence pour l'engagement politique. Comme le souligne Bernard Lahire, la disposition n'est pas une compétence, c'est-à-dire une ressource, car, contrairement à cette dernière, la disposition est un penchant, une inclination, une propension qui peut s'accompagner d'appétence ou de dégoût. Selon Bernard Lahire, trois formes de socialisation seraient au principe des dispositions : une socialisation par entraînement ou pratique directe ; une socialisation dite « silencieuse » constituée par l'univers social, ses règles, ses normes et ses classements ; enfin, une socialisation par inculcation « idéologique-symbolique » de croyances (valeurs, modèles)⁽³³⁾.

32. Gaxie Daniel, *Le cens caché. Inégalités culturelles et ségrégation politique*, Paris, coll. « Sociologie politique », 1978.

33. Lahire Bernard, « De la théorie de l'habitus à une sociologie psychologique », et « Champ, hors-champ, contre-champ », dans Lahire Bernard (dir.), *Le Travail sociologique de Pierre Bourdieu, dettes et critiques*, Paris, Éditions La Découverte, coll. « Textes à l'appui », 1999, p. 126-130.

La socialisation primaire⁽³⁴⁾ n'explique pas à elle seule les pratiques des interviewées. Les socialisations ultérieures constituent également des moments socialisateurs décisifs.

La typologie construite ici se contente de questionner l'effet du niveau d'éducation et de socialisation sur les rapports au politique. L'influence des conditions d'existence et plus précisément de la précarité sociale et économique mériterait d'être analysée à part.

Quatre variables ont été mobilisées pour la construction des idéaux-types :

1. le sentiment de compétence ou d'incompétence politique des interviewées (efficacité interne) : il ne s'agit pas de mesurer la compétence factuelle des interviewées en politique⁽³⁵⁾, mais plutôt d'évaluer le sentiment subjectif de compétence. En portant l'attention sur la subjectivité des acteurs (à savoir ce que dit l'enquêtée sur cette question), indépendamment de l'analyse poursuivie par le chercheur de la compétence réelle, nous nous donnons les moyens de voir dans quelle mesure le capital culturel constitue une ressource autorisant l'acteur à se juger compétent en matière politique ;
2. le jugement porté sur l'efficacité externe, à savoir la compétence des politiques et de leur supposée, influence sur la vie quotidienne des citoyens ;
3. le degré d'investissement dans les objets politiques désigne les variations de l'intérêt pour la politique : fréquence des discussions sur le sujet, disposition à se tenir informé quant à l'actualité politique, nature et intensité de l'engagement (partis, syndicats, associations, mobilisations de rue ou virtuelles) ;
4. les modalités d'appréhension des objets politiques : les manières de mobiliser leurs savoirs pratiques ou théoriques et leurs expériences sociales, et les modalités de les agencer pour appréhender la politique.

34. À la suite de Berger et Luckmann, on distingue la socialisation primaire de la socialisation secondaire. La socialisation primaire est l'étape de la socialisation qui conduit à socialiser l'enfant. La socialisation secondaire lui succède et concerne « tout processus postérieur qui permet d'incorporer un individu déjà socialisé dans de nouveaux secteurs du monde objectif de sa société. » Berger Peter et Luckmann Thomas, *La construction sociale de la réalité*, Paris, Armand Colin, coll. « Références », 1966, trad. fr. 1986, rééd. 2006.

35. Ceci aurait nécessité le développement d'instruments de mesure spécifiques pour évaluer les niveaux de compétence.

Les causalités et interférences complexes entre les quatre variables permettent d'élaborer quatre types-idéaux d'attitudes vis-à-vis du politique. Il va sans dire qu'il s'agit de types-idéaux wébériens qui sont des constructions analytiques pouvant correspondre ou pas dans les détails aux cas rencontrés dans la réalité, mais qui nous permettront d'analyser et de comparer un grand nombre de cas⁽³⁶⁾ :

- la désaffection : elle se manifeste par l'indifférence et l'apathie à l'égard de la politique : « La politique n'a rien changé dans ma vie et n'a rien apporté d'important pour que j'en parle. » Ce type de rapport au politique est essentiellement déterminé par le jugement porté sur l'efficacité externe (compétence des politiques et son influence sur ses conditions d'existence) ;
- l'auto-exclusion : elle est caractérisée par un sentiment d'incompétence statutaire conduisant à l'auto-déshabilitation ; « Je ne comprends rien à la politique. » L'investissement politique est quasi inexistant ou ponctuel se limitant à la participation aux scrutins ;
- la perplexité : il s'agit ici d'un intérêt de faible intensité : « Oui, j'en parle de temps en temps. » Si on observe une forme d'appétence pour la participation politique, l'engagement limité et sporadique s'explique ici par les doutes sur sa propre compétence quant à la saisie des ressorts du débat politique ;
- l'intérêt soutenu et marqué pouvant aller jusqu'à l'engagement effectif dans la vie politique : celui-ci est caractérisé par un sentiment de compétence élevé légitimant l'investissement politique.

36. Weber Max, *Sociologie des religions*, Paris, Gallimard, 1996, p. 411-412.

Tableau 1. Caractéristiques des idéaux-types

Type-idéal de rapport au politique	Jugement porté sur la compétence externe	Jugement porté sur la compétence interne	Degré d'investissement politique	Modalités d'appréhension de l'objet politique
Désaffection	Défiance	Sentiment de compétence ou incompétence	Pas d'investissement politique	Ne parle pas de politique
Auto-exclusion	Confiance	Sentiment d'incompétence	Pas d'investissement politique, excepté les élections	Ne parle pas de politique, ou bien en mobilisant ses éléments intrinsèquement liés à sa vie quotidienne
Perplexité	Confiance	Sentiment d'incompétence relatif	Investissement politique de faible intensité (occasionnel) : assistent à des meetings, cherchent à s'informer, participent aux débats politiques	Parle de politique, mais de manière sporadique. Le discours reste général
Intérêt/engagement	Confiance	Sentiment de compétence	Investissement politique intense	Discours plus sophistiqué et plus général

Source : auteure.

La typologie élaborée montre que le sentiment subjectif de compétence est important dans la formation de rapports au politique. Il convient cependant de signaler que ce n'est pas uniquement le capital scolaire qui est déterminant dans le sentiment de compétence, mais également les expériences socialisantes qui permettent de déceler chez l'acteur social des compétences dans un univers spécialisé. En effet, le point resté obscur est la différence au niveau de l'intérêt et de l'engagement politique entre interviewées à niveau d'éducation égal. Des dispositions à la politisation plus ou moins fortes se laissent voir chez des enquêtées non scolarisées, tout comme nous relevons des disparités au niveau des rapports au politique entre femmes à niveau d'éducation égal. La question est donc de savoir ici comment se forment les dispositions différenciées à la politisation.

Par ailleurs, nous avons opté dans la construction de notre typologie pour la dichotomie de la « confiance/défiance » plutôt que pour celle de la « satisfaction/mécontentement » vis-à-vis de la performance du Gouvernement ou de l'ANC. Notre

typologie se distingue ainsi de celle élaborée par Murielle Bègue des rapports au politique des personnes en situation défavorisée. L'auteure identifie en effet quatre items : l'apathie, le mécontentement, la perplexité et la loyauté ⁽³⁷⁾. Elle repose sur deux principes explicatifs des rapports au politique : le principe de totalité, c'est-à-dire « le fait de se référer à des valeurs et à des groupes qui dépassent leur situation particulière », et le principe de dénonciation qui lui révèle le rapport à la politique.

Malgré l'intérêt heuristique du principe de dénonciation dans la démarche de M. Bègue, le problème qu'il pose selon notre point de vue est qu'il apporte une certaine confusion entre deux éléments relevant de deux registres analytiques distincts : d'une part, le désintérêt ou la désaffection et, de l'autre, le mécontentement. Selon M. Bègue, le mécontentement se traduit « par une attitude de mise en accusation de la classe politique, du système économique, voire plus généralement de la société. L'individu mécontent dénonce et accuse, mais il est rarement capable d'énoncer des griefs contre un adversaire clairement défini ». Or, cette attitude peut être observée chez des individus présentant des caractéristiques différentes, à savoir un rapport d'auto-exclusion, de perplexité ou d'intérêt. Le mécontentement apparaît comme une attitude transversale qui est intimement lié aux conditions d'existence, d'une part, et aux préférences politiques, d'autre part. Cette première observation nous a amené à identifier deux pôles : celui de la compétence/incompétence et celui de la confiance/défiance.

Le registre de la défiance permet de mettre au jour une attitude stable, non liée aux préférences des interviewées et aux contingences politiques, dans la mesure où il correspond à une « vision acquise à un stade précoce du processus de socialisation, vision qui serait faite de défiance ou de suspicion à l'égard de toute relation humaine et qui entraînerait une perception conflictuelle ou ambiguë du monde politique » ⁽³⁸⁾. L'insatisfaction résulte d'une « divergence entre des valeurs globalement positives attribuées au système politique et une perception négative de la façon dont ce système fonctionne réellement » ⁽³⁹⁾.

37. Bègue Murielle, Le rapport au politique des personnes en situation défavorisée. Une comparaison européenne : France, Grande-Bretagne, Espagne, thèse de doctorat en sociologie, sous la direction de Serge Paugam, Institut d'études politiques de Paris, 2007.

38. Gunther Richard, Torcal Lorienté Mariano, Montero José Ramón, art. cit., p. 183.

39. Ibid.

Contrairement à la défiance, le mécontentement ou l'insatisfaction n'influent pas de manière durable sur les rapports au politique, et notamment sur l'intérêt pour la politique ou le degré d'investissement des individus dans ce domaine. En effet, pour les trois types qui se situent dans le pôle de la confiance, le mécontentement peut amener à l'abstention, mais, dans ce cas, celle-ci relève d'une prise de position politique, susceptible de changer en fonction de la transformation de l'offre politique.

Section I. La désaffection

Les enquêtées regroupées sous ce type n'ont pas voté et refusent en outre d'émettre des opinions sur la politique, affirmant qu'elles l'ignorent, et la jugent sans intérêt. Il est vrai que le sentiment d'incompétence personnelle renforce la désaffection dans la mesure où il accroît l'extériorité et donc l'exclusion de l'univers politique. Cependant, la désaffection ne s'y réduit pas car elle repose sur une vision négative du système politique. C'est sur ce point en particulier que la désaffection se distingue de l'auto-exclusion qui repose sur une extériorité motivée essentiellement par le sentiment d'incompétence. Le refus de parler de la politique et de s'y intéresser observé chez les enquêtées révèle une vision hautement négative de cet univers et la forte croyance ancrée de son inefficacité.

Le cas de Lamia est typique de la croyance que les élections sont inutiles. Elle n'a pas voté mais ce choix n'est pas en rapport avec l'offre politique des partis ; elle était plutôt convaincue que les Élections n'auraient aucun effet sur sa vie en particulier et sur le système en général.

Lamia, 27 ans, est serveuse dans un restaurant à Sbeitla. Elle a interrompu ses études en 9^e année de l'enseignement de base.

« Je ne suis pas convaincue de l'utilité des élections, et puis je n'ai pas à choisir parmi les hommes politiques, car je n'ai pas d'opinion sur eux. Je n'ai aucun rapport avec ces questions car je n'aime pas la politique et je ne m'y intéresse pas. Les politiciens racontent tous la même chose, ce qu'ils vont faire et construire dans le futur, je ne suis convaincue par aucun d'eux. »

À la question *Votre participation aux Élections peut-elle changer quelque chose*, Lamia répond : « Non, je ne pense pas que ma voix puisse changer quoi que ce soit. »

L'aversion pour la politique et le peu d'intérêt exprimé pour la transition démocratique sont assez patents. D'ailleurs, l'attitude de désaffection reste stable malgré le changement du système politique et le passage d'un régime autoritaire à un autre en cours de démocratisation. Nous observons chez les enquêtées l'absence de toute forme d'implication dans le débat public et dans la vie politique, que ce soit avant ou après la Révolution. L'ouverture politique qui s'est produite après le 14 janvier n'a pas motivé les enquêtées à participer aux scrutins organisés en octobre 2011. Elles n'ont pas cherché à s'informer sur les partis pendant les Élections, n'ont pas voté et de surcroît, déclarent-elles, la politique est un sujet absent de leurs échanges quotidiens.

La désaffection, déterminée par une position négative, voire par un rejet de la politique, est essentiellement due à la faiblesse des modalités de socialisation qui donneraient à l'individu un sentiment de compétence, l'autorisant de ce fait à appréhender les objets politiques et à s'y impliquer. Il a été observé chez les enquêtées l'absence totale de discussions, d'engagement politique chez des membres de leurs familles ou de leur entourage. Le désintérêt est en effet cultivé précocement à travers une socialisation qui ancre la croyance dans l'existence d'une césure indépasseable entre citoyens et représentants politiques.

Ines, de la ville de Thala, une jeune femme au foyer âgée de 30 ans, mariée à un ouvrier et mère de 3 enfants, a arrêté ses études en 6^e année du primaire. Sa situation financière est précaire et elle partage deux pièces avec ses beaux-parents. Aucun membre de sa famille n'est engagé politiquement et ils abordent rarement ce qui se passe dans le pays. Elle déclare tout ignorer de la politique.

Pour Ines, rien n'a changé depuis le 14 janvier : « C'est toujours le même traitement, remarque-t-elle, il y a toujours la corruption. Partout c'est la même chose, tu n'as jamais accès à un service sans pot-de-vin ou sans piston. » Elle n'a pas voté parce que cela, dit-elle, « ce n'est pas de mon caractère ». Cette affirmation révèle le degré de son éloignement du politique qu'elle attribue à un trait de sa personnalité. Plus loin, elle explique les raisons pour lesquelles elle n'a pas voté : « Je les connais, pendant 23 ans c'était la même personne

[le président déchu Ben Ali], je me suis dit : pourquoi y aller ? Est-ce que cette histoire va changer ? » L'intériorisation d'une aversion pour la politique, telle qu'elle en garde la trace et le souvenir sous la dictature de Ben Ali, affecte son rapport actuel à ce champ d'activité, même dans un contexte de transition démocratique. Par ailleurs, la persistance de cette vision négative tient au maintien du clientélisme et de la corruption, qu'elle a pu constater à travers son expérience avec la Délégation régionale.

Section II. L'auto-exclusion

L'auto-exclusion est un autre rapport au politique caractérisé par un sentiment d'incompétence statutaire conduisant à l'auto-déshabilitation, et à un investissement politique sinon absent du moins ponctuel se limitant à la participation aux scrutins. Ce rapport au politique n'est pas seulement propre aux femmes déscolarisées ou analphabètes, mais concerne également certaines diplômées de l'enseignement supérieur. Ce sentiment d'incompétence n'est pas lié à une attitude négative vis-à-vis du politique, mais plutôt à une incompréhension de l'offre politique dont font état les interviewées. Le propos de Hanen de Thala résume bien cette attitude : « La politique, c'est un océan, un monde que je ne peux pas comprendre. »

Les femmes déscolarisées ou analphabètes sont très peu informées au sujet de la politique. Elles ignoraient tout ou presque des élections d'octobre 2011, organisées, pensaient-elles, pour élire un président ou pour « instaurer la liberté » : « Je suis allée pour voter comme tout le monde, mais je ne savais pas pourquoi ! » Elles sont souvent incapables de nommer des partis politiques ou des candidats et encore moins de les distinguer.

Ce qu'elles « bricolent » comme points de vue sur la politique est le produit des bribes d'informations recueillies dans les médias ou lors des discussions relativement rares avec les membres de leurs familles. L'analyse des modalités d'appréhension du politique des jeunes femmes à faible capital scolaire et culturel nous montre qu'elles s'appuient sur leurs expériences et vécus personnels (la hausse des prix, l'absence d'opportunités de travail et les difficultés d'accès aux allocations) pour se forger leur propre opinion politique.

Un cas particulièrement parlant de l'influence du sentiment d'incompétence dans l'auto-exclusion, est celui de Zohra, de Bouhlel. Jeune femme de 27 ans, elle est au chômage depuis la Révolution à cause de la fermeture de l'usine dans laquelle elle travaillait. Elle a arrêté ses études en 9^e année de l'enseignement de base à cause d'échecs scolaires répétitifs. Elle n'a pas voté, bien qu'elle fût inscrite sur la liste électorale, « ce n'était pas une prise de position, dit-elle, on m'a dit que cela se passerait à l'école primaire, là-bas, au sommet de la colline, alors je suis restée chez moi ! » Elle avait l'intention de voter, sans trop de conviction, pour le parti Ennahdha car les gens en parlaient : « J'en avais aucune idée, j'allais voter pour celui qui était au pouvoir, tout le monde en parlait, je me suis dit c'est ça ! Mais finalement je n'y suis pas allée ! Je n'ai rien coché ! Ni bulletin, ni logo ni rien ! [rires]. » Zohra considère la politique comme un domaine « masculin », réservé aux hommes, « il n'y a que les jeunes hommes qui en parlent, ils disent qu'ils veulent faire des manifestations et tout ça ! » Le rapport distant de Zohra à la politique lui impose le recours systématique aux choix des autres, faute de pouvoir en avoir un, ceci s'explique par son auto-dévalorisation en tant que femme et en tant qu'individu. Cela est visible même à travers son rapport à l'emploi. L'acceptation de son infériorité l'amène à s'interdire de revendiquer quoi que ce soit.

Elle a une appréciation positive de la situation bien qu'elle soit au chômage : « La situation est bonne ! On n'a pas de problèmes ! Les gens travaillent dans l'usine (de l'emballage des dattes) et ça va ! » Quand nous insistons pour savoir en quoi consistent les améliorations par rapport au régime Ben Ali, elle précise : « Vous voyez les diplômés sont prioritaires maintenant pour l'embauche » et elle cite le cas de quelques membres de sa famille qui ont trouvé du travail après la Révolution. Ses frères sont encore au chômage en dépit des démarches de leur mère auprès des responsables de la Délégation régionale. Loin d'être satisfaite de sa situation elle n'a fait aucune démarche pour trouver un emploi.

« Je ne dirais pas non si je trouve du travail ! dit-elle, la femme mariée avec des enfants peut se permettre de rester chez elle mais pas moi, je suis célibataire et je manque de tout. » Elle explique sa résignation à accepter sa situation de chômeuse en ces termes : « Le Délégué ne donne pas de travail à une fille qui ne fait rien. Il en donne à ceux qui ont des diplômes, pas à moi. Moi, je n'ai pas de niveau, qu'est-ce qu'il va me donner comme travail ? gardien dans la rue ? »

La vision positive de l'amélioration de la situation générale n'est pas issue d'une lecture de son expérience personnelle, mais se fait sur la base de ce que disent les autres à ce sujet, son appréciation négative d'elle-même et de sa valeur sociale.

Il existe cependant des différences subtiles entre les diplômées et les déscolarisées au niveau de l'accès à l'information sur certains sujets faisant partie du débat politique, tels que la parité, les enjeux des élections, ou certaines décisions gouvernementales relatives à l'emploi ou aux investissements dans les régions défavorisées. Mais ces différences n'impliquent pas un sentiment de compétence plus élevé ou un intérêt plus accru pour la politique. La seule différence parfois notable entre ces deux catégories est la capacité des enquêtées diplômées à formuler verbalement leurs griefs de manière plus claire, en utilisant un langage spécifique emprunté aux politiques.

Les cas de Safa, étudiante de 21 ans de Kasserine, et celui de Yamina, femme de ménage dans un hôtel à Tozeur, âgée de 32 ans, illustrent cette constatation. Leurs situations (en dépit des années de scolarité qui font la différence entre la première et la seconde) montrent des similitudes frappantes au niveau du sentiment d'incompétence et par là même d'auto-exclusion.

Safa, une jeune étudiante, déclare n'avoir aucun intérêt pour la politique, un domaine qu'elle « ne déchiffre absolument pas » dit-elle. Elle a voté pour le parti que lui a suggéré son frère, « c'est lui qui me l'a dit, je ne sais pas pourquoi exactement ! » Son évaluation de la dégradation de la situation générale prend comme argument de base le cas d'un parent chômeur qui n'a toujours pas trouvé de travail après l'obtention de son diplôme.

Incompréhension et incompétence caractérisent aussi le rapport de Yamina au débat politique. Bien qu'elle ait voté, elle est incapable d'expliquer ou de commenter son choix. Elle mobilise exactement les mêmes types d'arguments que Safa bien qu'elle ne partage pas son mécontentement : « Beaucoup de choses se sont améliorées ; dans mon quartier, avant la Révolution, on donnait les allocations à des gens qui ne les méritaient pas, maintenant on les donne réellement aux nécessiteux. Ils ont même donné des aides à certaines familles pour la rentrée scolaire. »

Les femmes en position d'auto-exclusion font montre pendant les interviews d'une certaine lucidité politique. Elles sont capables d'émettre des opinions, voire même des propositions concrètes à l'adresse des politiques, pour améliorer leurs conditions. Seulement ces opinions et recommandations émanent d'un savoir pratique acquis de leurs expériences quotidiennes et de leur connaissance des problèmes de leurs régions. Ce savoir pratique n'étant pas identifié par elles comme un savoir proprement politique et mobilisable dans ce champ, elles tendent elles-mêmes à le dévaloriser. Ceci est dû à la signification qu'elles donnent au politique, envisagé comme un domaine spécialisé, requérant des compétences spécifiques. Les réponses à la question : « Qu'est-ce que la politique selon vous ? » montrent bien le sentiment d'incompétence subjectif : « Je n'y comprends rien », « C'est un océan, je n'y comprends pas grand-chose. »

Si les trajectoires des interviewées situées dans l'auto-exclusion sont également marquées par la faiblesse de socialisation politique primaire et secondaire, elles se distinguent des femmes du premier type, celui de la désaffection, par l'absence d'aversion pour la politique. Après la Révolution, les interviewées ne s'y sont pas intéressées davantage. Elles se contentent au meilleur des cas de suivre les informations de manière irrégulière pour être au courant de ce qui se passe dans le pays.

Pendant la période pré-électorale, relatent-elles, le candidat/parti auquel elles allaient voter n'a jamais fait l'objet de discussion entre proches, amis ou collègues. Certaines avaient suivi le conseil ou l'injonction d'un proche jugé « plus compétent » qu'elles, d'autres se sont débrouillées toutes seules pour faire un choix à partir de leurs savoirs pratiques (promesses électorales en adéquation avec leurs attentes, choix du parti en fonction de la lecture qu'elles ont faite de son logo...). Les femmes faisant partie de cette dernière catégorie déclarent par ailleurs ignorer le parti auquel ont voté les membres de leurs familles, ce qui prouve encore une fois l'absence de discussions ou d'échange dans l'entourage portant sur ces Élections.

Ines est ingénieure, au chômage depuis deux ans. Elle est née en 1986 à Mdhilla, du gouvernorat de Gafsa. Son père, retraité de la Compagnie de phosphate, est analphabète ainsi que sa mère, femme au foyer. Dans sa famille, personne n'est engagé et les discussions politiques concernent « des sujets simples abordés de

manière superficielle » dit-elle. Ces discussions sont d'ailleurs toujours liées à des événements qui se produisent dans le pays tels que les grèves dans la Compagnie de phosphate et les manifestations. Elle déclare n'avoir aucun intérêt pour la politique : « Je n'accorde aucune importance aux politiques quand je regarde la télévision. Je suis les infos mais pas régulièrement ; le monde de la politique ne m'attire pas du tout. Révolution ou pas, le niveau de vie des gens n'a pas changé. »

Ines a pourtant participé aux élections du 23 octobre 2011 et a voté pour Ennahdha. Habitant près du local de ce parti, elle a eu l'occasion de s'intéresser de près à son programme : « Quand j'ai lu le programme de ce parti, j'ai apprécié leurs positions, elles donnent à l'individu une grande liberté, vous ne pouvez pas les rejeter. J'ai senti qu'ils sont des gens sérieux qui lient la pratique à la théorie et qui donnent de la valeur aux choses. » Les échanges fréquents qu'elle a eus avec son voisin, partisan du Mouvement islamiste, l'ont confirmée dans ce choix. Le cas de cette jeune montre ainsi qu'en plus de la socialisation primaire marquée par une faible politisation, l'absence d'expériences marquantes au cours de la socialisation secondaire explique son attitude hésitante et son recours à une personne jugée plus compétente qu'elle pour faire son choix politique.

Section III. La perplexité

Le rapport perplexe à la politique désigne une attitude de doute relevée chez les enquêtées quant à leurs propres compétences et l'affirmation de leur manque de maîtrise du débat politique. Malgré cela, ce rapport diffère de l'auto-exclusion dans la mesure où nous observons une disposition plus grande à l'implication politique. En effet, bien que conscientes de leurs lacunes en matière politique, qui réduisent les possibilités de participation, elles cherchent à s'informer, en assistant occasionnellement à des meetings de partis, à des conférences, ou à suivre des programmes de télévision, dans le but de remédier à ce sentiment d'incompétence. Le capital scolaire dont elles disposent leur fournit une légitimité statutaire, mais qui mériterait selon elles d'être enrichi par l'acquisition de connaissances et de savoirs proprement politiques, leur permettant par exemple de distinguer entre idéologies, programmes et partis.

Tout comme les femmes en position d'auto-exclusion, les femmes perplexes recourent également à des raccourcis cognitifs pour évaluer les objets politiques (décisions, pratiques, etc.), mais ils sont d'une nature différente et révèlent une capacité plus grande d'émettre des avis politiques sur des questions plus complexes qui dépassent le cadre de leurs préoccupations quotidiennes⁽⁴⁰⁾. Comme c'est le cas des enquêtées en position d'auto-exclusion, elles recourent toutefois à des raccourcis cognitifs tels que : la mobilisation d'informations collectées auprès de membres de leurs entourage, ou le recours au déchiffrement des apparences physiques des politiques ou de leur manière de communiquer où elles croient lire des signes de sincérité.

Taqwa de Redayef, par exemple, recourt à des éléments émotionnels pour se forger une opinion positive ou négative d'un acteur politique. Elle explique son attirance pour Hama Hammami⁽⁴¹⁾ et son épouse Radhia Nasraoui par les signes « d'un couple solide » qu'ils affichent. « Leur relation comme couple marié est extraordinaire, parce que c'est rare de trouver deux personnes vivant comme ça ! Et en plus, s'ils parviennent à s'entendre entre eux de cette manière, ils pourront certainement s'entendre avec le peuple ! » L'entente supposée au sein du couple est ainsi érigée en valeur positive qui s'appliquerait forcément à leur action politique. Ce procédé consistant à mobiliser des éléments de la vie personnelle d'un leader pour juger de sa compétence politique s'avère être le raccourci cognitif le plus répandu chez les enquêtées, tous types confondus.

Dans le rapport de perplexité, la socialisation primaire est souvent marquée par l'absence de discussion politique ou d'orientation permettant à l'interviewée de se situer. Aucune forme d'engagement ou de discussion portant sur la politique n'est observée, aucune activité dans le domaine associatif ou militant chez des membres de la famille ou de l'entourage avant ou après la Révolution du 14 janvier 2011 n'a été signalée. Ce sont les socialisations ultérieures qui s'avèrent déterminantes dans ce cas. La transition démocratique peut être considérée comme une étape de la socialisation secondaire dans la mesure où elle favorise l'activation, voire même le développement de nouvelles dispositions ou appétences.

40. Gaxie Daniel, « Cognitions, auto-habilitation et pouvoirs des "citoyens" », *Revue française de science politique*, 2007/6 vol. 57, p. 748.

41. Hama Hammami est un militant de gauche tunisien, porte-parole du Parti communiste des ouvriers tunisiens (PCOT), devenu le Parti des travailleurs. Il est devenu le secrétaire général du parti en 2011. Radhia Nasraoui, son épouse, est avocate et militante des droits de l'Homme.

La transition et l'ouverture politique que la Révolution a générées, ainsi que l'organisation des premières élections libres et démocratiques dans la Tunisie moderne ont mis les acteurs sociaux face à une situation inouïe, requérant des compétences qui n'ont jamais été sollicitées et dont ils sont dépourvus. Force est de constater que sous l'ancien régime les citoyens ordinaires n'étaient pas officiellement appelés à s'exprimer (à travers les élections), et de surcroît, toute opinion politique jugée d'opposition était soigneusement auto-réprimée. Les expériences socialisatrices qu'ont connues les perplexes se caractérisent par leur lâcheté. Elles correspondent à une socialisation silencieuse, dans la mesure où c'est l'effet de mimétisme ou de contagion qui les amène à s'intéresser à la politique, mais qui demeure néanmoins un univers non familier pour elles. Si l'appétence s'en trouve renforcée, le sentiment de compétence reste incertain

Nézira, jeune diplômée chômeuse de 24 ans, de Tozeur, est issue d'une famille où l'on ne parle pas de politique. Son intérêt pour ces questions qui s'est manifesté après la Révolution – « puisque nous n'avons plus peur, constate-t-elle, on peut parler, on peut poser des questions » – reste limité et peu assuré. Bien qu'elle manifeste le désir de participer davantage (elle voulait participer à l'observation des Élections), son sentiment d'incompétence l'inhibe dans cette entreprise : « Je n'ai pas trouvé d'opportunité, c'est-à-dire je n'ai pas pu, je n'ai pas su comment agir. » Sa cousine, plus politisée, représente à ses yeux un modèle à suivre et également un référent sur la base duquel elle juge sa propre compétence qu'elle estime encore insuffisante pour s'engager.

Section IV. L'intérêt

Les interviewées qui se disent explicitement compétentes et autorisées à appréhender les objets politiques et à les investir sont pour la plupart détentrices de diplômes du supérieur. La détention de titres scolaires contribue largement à ce sentiment de compétence, en particulier quand le domaine d'études se rapproche de l'univers politique.

Sana est une jeune femme de Tozeur âgée de 29 ans. Fiancée, habitant chez ses parents, elle est titulaire d'une licence en langues vivantes. Elle travaille comme vacataire dans une école de tourisme, mais ne perçoit pas de salaire. Payée

à l'heure, elle est mal rémunérée. Ses parents sont de faible niveau scolaire, son père est ouvrier journalier, sa mère est femme au foyer: « Bien sûr que je comprends la politique ! dit-elle, j'ai étudié le droit commercial et les droits de l'homme [ce n'est pas sa spécialisation mais des cours qu'elle a suivis]. Maintenant j'aime la politique parce que mon ambition est de devenir ambassadrice [rires]. » Sana affirme sa préférence pour l'action politique, jugeant sans trop d'effet le militantisme associatif. Son choix d'adhérer au parti – Ennahdha – se serait fait suite à une lecture critique et minutieuse des différents programmes proposés par l'ensemble des partis. Sana déclare avoir fait le tour des locaux des partis, elle cite le Parti démocratique progressiste – PDP –, le Congrès pour la république – CPR –, le Parti démocrate moderniste – PDM – et Ennahdha pour consulter leurs programmes. Malgré le soin qu'elle apporte pendant l'interview pour marquer la rationalité de son choix, elle mobilise exactement le même argument que les enquêtées perplexes ou en posture d'auto-exclusion pour justifier son choix. Sana a la conviction que les militants d'Ennahdha, autrefois victimes de la tyrannie de Ben Ali, seraient incapables de devenir injustes par la vertu de cet antécédent biographique ; en d'autres termes, la moralité privée serait garante d'une moralité politique :

« J'ai consulté les programmes des partis, il y a des choses incroyables, comme ceux qui promettent de vendre la baguette à 100 millimes ! Quand un parti prétend servir le peuple, sa vision et ses programmes doivent être réalistes, possibles à réaliser, vous comprenez ! Ça doit être bien calculé, basé sur des études ! Il y a ceux qui vendent des promesses, cela ne pourra pas gagner la confiance du peuple. J'ai choisi Ennahdha pour son honnêteté [...] J'ai vu les programmes, mais j'ai trouvé que Ennahdha est la meilleure... pas pour les qualités morales de ses partisans, mais pour leurs objectifs politiques. Ils vont garantir l'égalité, et puis je me suis dit, des personnes qui ont subi l'injustice ne peuvent être injustes à leur tours ; je vous le dis encore une fois, c'est pour les objectifs et rien d'autre. »

Les enquêtées appartenant à ce type font montre pendant l'entretien de leurs savoirs et de leurs connaissances des enjeux politiques. Elles ont des positions plutôt fermes et tranchées sur certaines questions techniques purement politiques, qu'elles abordent spontanément pendant l'entretien : la nouvelle loi de finance adoptée par le Gouvernement, la proposition de dédommagement des anciens prisonniers politiques, le dossier des martyrs de la Révolution, etc.

Aroua, jeune femme de 26 ans, née à Tozeur, titulaire d'une maîtrise en finances, est au chômage depuis 4 ans. Son cas nous montre comment le capital scolaire, notamment sa formation en finances, est mobilisée pour exprimer des opinions politiques. Elle va même jusqu'à l'élaboration « réfléchie » d'une alternative pour l'emploi :

« Pour l'allocation Amal, un jour on te dit que c'est pour tout le monde, un autre qu'il faut attendre six mois. Pourquoi ils ne réfléchissent pas à un programme ? Par exemple, 200 dinars pour un million de chômeurs ça fait des milliards, pourquoi ne pas distribuer ce montant aux gouvernorats directement par alternance ? Par exemple, à tel mois on verse au gouvernorat de Tozeur 200 milliards, ça permet de faire des projets ; ou bien on pourrait distribuer cette somme aux diplômés chômeurs pour qu'ils montent eux-mêmes des projets, ce qui leur permettra de faire travailler d'autres chômeurs avec eux au lieu que ce soit une seule personne qui en bénéficie. Ils sont en train de dilapider l'argent, moi personnellement, je n'en ai pas profité, je devais avoir cette allocation depuis huit mois et je n'ai toujours rien eu. »

Quand elles sont invitées à donner leurs avis sur les personnalités politiques, les enquêtées appartenant au type de l'intérêt privilégié chez celles-ci les idées, les pratiques et les discours plutôt que l'aspect physique ou la manière de communiquer. Étant de tendance islamiste, Aroua ne pourrait adhérer au discours de Hamma Hammami. Elle est en revanche sensible à la capacité de persuasion de ce leader communiste. La distinction qu'elle met en avant marque la distanciation par rapport à l'éclectisme, voire à l'amalgame idéologique dont font preuve les enquêtées appartenant aux autres idéaux-types.

Les griefs qu'exprime Meriem (jeune fille de Redayef, 36 ans, technicienne supérieure en comptabilité et finance, membre d'une association, vivant chez ses parents) à l'encontre des partis politiques montrent également son degré d'information du sujet des Élections (les différents partis et listes électorales, ainsi que leur potentiel de mobilisation dans la région). Cette connaissance lui permet de formuler de manière précise ses attentes et ses reproches : « C'est seulement maintenant qu'on décide de s'organiser en un seul front [le Front populaire] ? Pourquoi vous ne l'avez pas formé pour les élections d'octobre 2011 ? Lorsque le WATAD et le PCOT (deux partis de gauche) avaient à Redayef 400 voix, pourquoi ont-ils formé deux listes indépendantes ? Pourquoi n'ont-ils

pas formé une seule liste ? Et puis on vient me proposer des inconnus ! Je ne voterais jamais pour eux indépendamment de ce que représente le parti ! Je ne sais pas ce qu'ils valent. »

Pour cet idéal-type, on constate une corrélation entre sentiment de compétence élevé et passage à l'acte, c'est-à-dire l'engagement dans un parti, une association, ou un syndicat. Mais le sentiment de compétence n'est pas à confondre avec les capacités proprement scolaires des enquêtées. La reconnaissance par autrui du capital des savoirs et de savoir-faire s'avère déterminante dans l'intériorisation du sentiment de compétence. Les différences observées entre les perplexes et les enquêtées manifestant un intérêt soutenu pour la politique résident pour une part dans le fait que ces dernières présentent une disposition à la politisation déterminée par la socialisation primaire, qui est activée après la Révolution, tenant compte de l'ouverture du champ des possibles politiques.

Le cas des interviewées à Redayef est particulièrement révélateur de l'impact de la socialisation primaire dans la politisation. À cet égard, l'ancienneté et la place du Syndicat régional des travailleurs dans le paysage politique de Redayef constituent un élément distinctif par rapport aux autres régions étudiées. Les enquêtées de Redayef font part de leur politisation précoce liée à la présence du syndicat :

« Quand un enseignant était injuste envers nous, on faisait sortir tous les élèves de la 6^e année pour manifester contre lui et demander qu'il soit sanctionné. Nous avons même revendiqué la formation d'un syndicat d'élèves, avec des délégués qui défendraient nos droits en cas de problèmes. »

« Je suis très proche de l'UGTT, vu que mon grand-père était un grand syndicaliste qui militait avec Farhat Hached. En 2008, nous avons entamé notre lutte. La population s'est soulevée contre les injustices dont on souffrait. Nos revendications étaient les mêmes que celles de la Révolution. »

Pour certaines enquêtées, la politique avant la Révolution était un sujet tabou. Cette interdiction a néanmoins joué un rôle dans la prise de conscience politique des enquêtées comme c'est le cas de Nada, jeune diplômée chômeuse de Thala, âgée de 23 ans. Son père était dans sa jeunesse un militant gauchiste. Les parents disposent en outre d'un capital culturel assez élevé. Bien que la politique

ne soit pas un sujet abordé en famille d'une manière permanente, sous Ben Ali ils recouraient à la dérision et à l'ironie pour critiquer la censure, ce qui a créé entre les parents et leurs enfants une attitude plus ou moins consciente, une sorte d'imprégnation d'un sens critique diffus. Elle parle aussi avec beaucoup de fierté de l'expérience militante contestataire de son père, ce qui contribue à l'acquisition d'une vision positive de l'engagement politique, motivant pour une grande part son intention de s'engager dans le Front populaire.

Souvent aussi, des expériences socialisatrices intenses peuvent amener à la politisation, même quand les dispositions dans le cadre de la socialisation primaire sont absentes. Avoir été sollicité par un parti pour préparer la campagne électorale, par l'ISIE pour observer la Campagne électorale, l'expérience d'un licenciement abusif, l'implication dans les événements du Bassin minier de 2008, sont autant d'événements qui familiarisent les enquêtées avec l'univers politique (consolidant ainsi leur sentiment de compétence) et renforcent par la même occasion l'appétence pour la politique à travers la pratique directe.

Les relations avec les pairs sont extrêmement importantes dans le passage à l'acte. Les relations qu'entretient Meriem avec Adnen Hajji constituent un élément de sa biographie qui a fortement participé à sa politisation. Adnen Hajji était son instituteur et l'admiration qu'elle lui porte a beaucoup contribué dans la motivation de l'engagement de Meriem en plus des éléments émotionnels liés aux soulèvements du Bassin minier de 2008. Le sentiment du devoir vis-à-vis des martyrs et des insurgés était sa motivation première. Ses deux frères avaient en effet pris part aux manifestations. Elle, propriétaire d'un magasin de bureautique, faisait passer les emails et les fax secrètement aux insurgés. Son engagement s'est fait quasi naturellement, presque par effet de contagion : « En 2008, personne n'est resté indifférent, se souvient-elle, qu'il soit convaincu ou pas par la cause. » C'est l'effet de la passion qui l'amène à participer au soulèvement. La figure du leader syndicaliste a joué un grand rôle de socialisation qui ne s'est pas faite à travers un apprentissage politique méthodique ou une identification à un modèle précis. D'ailleurs, la résistance qu'a montré le père de Meriem à l'implication militante de sa fille a été réduite grâce à la présence de Adnen Hajji, contribuant ainsi à légitimer son influence : « À partir d'aujourd'hui je ne crains plus pour ma fille, dit le père en s'adressant au leader syndicaliste. Avec l'aide de Dieu, elle est en sécurité tant qu'elle suit votre chemin. » Considéré comme un

mentor, c'est à ses côtés qu'elle a appris le militantisme et les valeurs qui lui sont inhérentes, et c'est grâce à lui qu'elle nourrit encore les espoirs largement déçus par les résultats des élections de 2011.

« Je vais voter ! Mais je souhaite qu'une personne comme Adnen Hajji accède à des responsabilités dans le pays. Ce jour-là, je pourrais dormir la nuit tranquillement, je sais qu'il ne trahira jamais la cause. C'est un homme qui a des principes. Depuis 1987 jusqu'en 2012, il n'a jamais trahi. J'espère que seules les personnes qui ont des principes pourront gouverner. Parce que franchement, quand je pense qu'il y a des gens qui sont morts pour notre liberté, j'ai honte de moi. Ils ont donné leur sang, et moi ? qu'est-ce que j'ai donné ? [elle pleure] c'est triste ! La situation dans le pays est désastreuse, vraiment désastreuse ! Un seul mot de Adnen Hajji suffirait. Il est capable de convaincre l'adulte et l'enfant, l'injuste et la victime. Honnêtement les sacrifices qu'il a faits, tout ce qu'il est en train de donner, c'est énorme. Il était mon instituteur, et je vous assure qu'il craint Dieu ! J'étais son élève, il ne faisait pas de distinction entre les élèves. »

■ Chapitre 2

Les obstacles à l'investissement politique

Les variations du degré d'investissement dans les objets politiques des interviewées exposées plus haut ne dépendent pas uniquement de la socialisation et du niveau d'éducation. En effet, différents autres facteurs interviennent pour favoriser ou, au contraire, bloquer les potentiels de politisation des individus. Il a été observé dans le cadre de cette étude que l'absence d'espaces de participation politique, la distribution sociale des rôles sociaux, les expériences de la précarité sociale et économique sont autant d'expériences sociales qui marquent et façonnent les attitudes politiques. Ces facteurs contribuent aux blocages des possibilités d'engagement en renforçant le sentiment d'extériorité ou les attitudes de mécontentement.

Section I. L'influence du contexte sur les attitudes politiques

Réinterroger les représentations des régions défavorisées

Le découpage administratif qu'a connu la Tunisie depuis la Colonisation semble consacrer la marginalisation des régions étudiées. La pauvreté est en effet restée concentrée dans les régions intérieures du pays depuis l'ère précoloniale. Au découpage précolonial épousant les données naturelles et historiques, et exprimant le compartimentage et la communication difficile entre les lieux, a succédé un découpage colonial qui répond aux impératifs coloniaux d'exploitation et d'encadrement des autochtones, utilisant aux mieux la trame tribale. Après l'Indépendance en 1956, le pays a été doté d'un découpage spatial qui répond aux impératifs de la construction nationale⁽⁴²⁾.

Entre 1956 et 2010, le nombre des gouvernorats est passé de 13 à 24. Dans les années 1980, après l'affaire de Gafsa, à la suite d'une attaque armée d'un commando infiltré à partir de la frontière algéro-libyenne, trois nouveaux

42. Béchir Riadh & El khattali Houcine, « Développement durable et amélioration du niveau de vie au gouvernorat de Tataouine (Sud-Est tunisien) », *Mediterranean Journal of Economics, Agriculture and Environment, New Médit*, n° 2, vol. 10, 2011, p. 18-24.

gouvernorats dans le Sud ont été créés : Kébili, Tozeur et Tataouine qui sont, en fait, des zones frontalières détachées de leurs anciens gouvernorats. Concernant le nombre de délégations, il est passé de 86 en 1956 à 264 en 2010, subdivisées ainsi en 2073 secteurs⁽⁴³⁾.

Dans plusieurs délégations des gouvernorats du Centre et du Sud-Ouest, comme à Kasserine et à Gafsa, les statistiques officielles reconnaissent en 2009 des taux de chômage de plus de 30 % (Ministère du développement régional, 2011). L'enquête sur la consommation et le niveau de vie des ménages (INS, 2005) classait déjà les régions du Centre-Ouest et du Sud-Ouest comme les plus pauvres du pays, avec un taux de pauvreté respectivement de 12,8 % et 5,5% pour une moyenne au niveau national de 3,8 %. En outre, alors que le taux de pauvreté absolue a diminué entre 2000 et 2005 pour l'ensemble de la Tunisie, celui-ci a presque doublé en quelques années pour la région du Centre-Ouest (passant de 7,1 % en 2000 à 12,8 % en 2005).

Les trois régions concernées par l'étude sont certes marginalisées comme l'attestent les chiffres, mais elles ne doivent pas pour autant être appréhendées comme un bloc monolithique : foyers de contestation, régions conservatrices, zones défavorisées, marginalisées du processus de développement. Les particularités de chacune d'entre elles ont un impact sur les attitudes politiques. Il est nécessaire d'interroger les particularités de chaque région et de mettre en évidence les disparités qui affectent les attitudes politiques des habitants.

Il convient de préciser qu'il s'agit ici de proposer des pistes de recherches intéressantes pour des investigations futures.

Le premier élément d'observation intéressant, révélateur des disparités entre les trois régions étudiées, concerne la répartition des inscrits sur les listes électorales (élections d'octobre 2011) en fonction du sexe. On observe que le taux de femmes inscrites à Tozeur, toutes tranches d'âge confondues, est supérieur à celui des hommes, contrairement à Gafsa et Kasserine. Par ailleurs, les femmes restent majoritaires à Tozeur pour les tranches d'âge 18-21 ans, 21-30 ans, 31-40 ans, et

43. Belhedi Amor, « Les disparités spatiales en Tunisie : état des lieux et enjeux », *Revue Méditerranée*, 1999, n° 1-2, p. 63-72.

plus 91 ans, tandis qu'à Gafsa, les femmes inscrites ne sont majoritaires que pour la tranche d'âge 21-30 ans, et à Kasserine, les hommes sont majoritaires pour toutes les tranches d'âge.

La seconde disparité observée concerne l'abstention. Kasserine présente le taux d'abstention le plus élevé pour les élections de l'ANC par rapport à Gafsa et Tozeur.

Tableau 2. Taux d'abstention aux élections de l'ANC - Circonscriptions de Gafsa, Kasserine et Tozeur

Circonscription	Nombre d'électeurs dans la circonscription	Nombre de votants	% d'abstention au niveau de la circonscription
Gafsa	250 777	126 834	50,57
Kasserine	76 322	46 633	61,10
Tozeur	296 032	141 361	47,75

Source : ISIE.

Notre étude montre également que les femmes abstentionnistes sont plus nombreuses à Kasserine (11/49 à Kasserine, contre 3/33 à Tozeur et 3/15 à Gafsa). Ce n'est pas dans une logique de représentativité quantitative que nous avons avancé ces chiffres. Ils nous permettent davantage d'interroger les rapports différenciés à la politique en fonction des représentations. En effet, ce n'est que corrélés aux motifs invoqués pour justifier l'abstention que ces chiffres présentent un intérêt. Les motifs qui reviennent le plus souvent à Kasserine sont :

- le sentiment d'incompétence/désintérêt pour la politique, renforcée par une offre politique abondante et des promesses électorales similaires ;
- l'absence de confiance dans les partis politiques perçus comme opportunistes.

Sur les interviewées de Tozeur et Gafsa, une seule a exprimé son manque de conviction, les autres abstentionnistes, pourtant inscrites, prétextent des empêchements de divers ordres ne correspondant donc pas à une prise de position vis-à-vis du politique.

Pour quelles raisons cette attitude de rejet du politique est plus palpable chez les interviewées de Kasserine ?

Les données relatives au développement montrent que Kasserine n'est pas la moins bien lotie des 3 gouvernorats, avec un taux d'analphabétisme de 32,8 %, un taux de chômage de 20,7 % et un taux de chômage chez les diplômés du supérieur de 38,9 %. Le taux de chômage y est inférieur que dans les deux autres gouvernorats. Il conviendrait plutôt d'interroger les représentations différenciées de l'injustice sociale et voir leur impact sur les rapports au politique.

Tableau 3. Données sur le développement - Gafsa, Kasserine et Tozeur

	Taux d'analphabétisme (%)	Taux d'analphabétisme féminin (%)	Taux de chômage (%)	Taux de chômage féminin	Taux de chômage des diplômés du supérieur (%)
Gafsa ⁽⁴⁴⁾	20,9	-	25,8	-	-
Kasserine ⁽⁴⁵⁾	32,8	43,9	20,7	-	38,9
Tozeur ⁽⁴⁶⁾	15,7	-	29,4	-	-

Au niveau d'un même gouvernorat, les réalités, qu'elles soient vécues ou représentées, ne sont pas les mêmes. Lorsqu'on fait un focus sur le gouvernorat de Gafsa nous observons d'autres disparités liées au contexte qui influencent sur le choix électoral. Redayef, vivier de contestation, est connue pour les événements du Bassin minier qui ont embrasé la ville en 2008. Aussi, le décalage entre les richesses engrangées par la Compagnie de phosphate et le taux de chômage élevé dans la région, auquel s'ajoute le problème de la pollution, dont souffre la population, constitue le principal grief vis-à-vis de l'État.

Les interviewées de Redayef soulignent l'importance du soutien apporté à la population par les leaders du WATAD et du PCOT (deux partis de la gauche) pendant le soulèvement du Bassin minier, qui a beaucoup joué dans leurs choix

44. Source : Office de développement du Sud, « Gouvernorat de Gafsa en chiffres », 2010. Les données de l'INS mentionnées sont pour l'année 2008.

45. Source : Office de développement du Centre-Ouest, « Gouvernorat de Kasserine en chiffres », 2010. Les données de l'INS mentionnées sont pour l'année 2008.

46. Source : Office de développement du Sud, « Gouvernorat de Tozeur en chiffres », 2010. Les données de l'INS mentionnées sont pour l'année 2008.

électoraux, mais surtout l'importance accordée par une partie de la population à la question des martyrs du Bassin minier. Les résultats des Élections montrent qu'à Redayef, la liste indépendante (قائمة الشهيد المستقلة/la liste indépendante : le martyr) a obtenu 12,46 %, puis WATAD 6,3 % et PCOT (قائمة النهج الثوري / la liste de la voie révolutionnaire) 5,44 %. Au niveau de la circonscription, la liste indépendante (قائمة الشهيد المستقلة/la liste indépendante : le martyr) a obtenu 2,05 %, WATAD 1,59 % et PCOT 2,32 % (قائمة النهج الثوري / la liste de la voie révolutionnaire). Les écarts observés entre la circonscription de Gafsa et la délégation de Redayef sont assez frappants et confirment dans une certaine mesure notre hypothèse de l'effet de contexte sur le vote.

On remarque aussi qu'à Tozeur, zone touristique qui est restée en marge des soulèvements révolutionnaires, les enquêtées se préoccupent davantage du maintien de la sécurité (impact des troubles sécuritaires sur le secteur touristique duquel leur emploi dépend) et manifestent une résistance à toute forme d'action protestataire (manifestations, sit-in, barrages des routes, grèves, etc.).

Ces observations liminaires montrent que les choses ne vont pas de soi, et que se limiter aux données chiffrées ou aux représentations de sens commun ne permet pas de rendre compte des particularités propres à chaque région. Dire que le contexte « détermine », « induit », « facilite » ou « freine » un phénomène social, c'est lui reconnaître un pouvoir d'action qu'il n'a pas. De ce fait, l'analyse ou l'explication doit se référer aux acteurs sociaux, à savoir ici les jeunes femmes en condition de vulnérabilité.

Marginalisation géographique et sentiment d'injustice sociale et politique

Nous nous rattachons à la définition de Rosanvallon⁽⁴⁷⁾ pour séparer l'exclusion des catégories socioprofessionnelles : « Les exclus ne sont pas un ordre, une classe ou un corps. » De ce fait, elle constituerait un nouveau type de catégorie qui aurait comme particularité de ne pas être catégorielle, au sens où on pourrait parler seulement « d'intérêt catégoriel ».

47. Rosanvallon Pierre, *La nouvelle question sociale. Repenser l'État-providence*, Paris, Seuil, 1995, p. 204.

L'usage du mot « exclusion » ou encore de « marginalisation » dans le cadre de la question sociale (c'est-à-dire dans des situations relatives aux plus « défavorisés » de la société tunisienne vivant au Centre-Ouest et au Sud-Ouest du pays, et aux femmes « vulnérables » objet de notre étude), les catégories que ce vocabulaire désigne, la réalité qu'il vise, dépendent toujours de la personne, en l'occurrence des jeunes femmes, à qui on donne la parole.

Ce sont les mots que nous relèverons, et les constructions qu'elles induisent, qui feront sens et pointeront quelque chose de réel. Cependant, le lien avec la question politique sera traité en termes d'impact.

Les régions étudiées (gouvernorats de Gafsa, Kasserine et Tozeur) étant géographiquement loin des centres d'activité et du pouvoir politique, cela a un effet considérable sur le sentiment d'exclusion, notamment politique, qui s'y répand, celui d'être un citoyen périphérique ou de seconde zone. Un développement inégalement réparti dans l'espace pourrait en effet être interprété comme un échec de la justice économique ou un manquement au contrat social entre gouvernants et gouvernés.

Dans quelle mesure les inégalités socioterritoriales trouvent-elles une traduction dans les rapports au politique des femmes dites vulnérables dans le Sud-Ouest de la Tunisie, et comment expliquent-elles leurs comportements électoraux ?

L'explosion populaire qui a embrasé la Tunisie en décembre 2010 exprimant un profond rejet de l'injustice et de l'exclusion sociale, est une grave crise de chômage, particulièrement accentuée dans l'Ouest et le Sud du pays et touchant notamment les jeunes diplômés, qui explique la montée des frustrations sociales et le déclenchement de la révolte.

Selon la théorie de la privation relative⁽⁴⁸⁾, lorsque les sentiments de rejet et d'injustice sont fondés sur une comparaison interpersonnelle, ils engendrent des comportements visant à améliorer la situation individuelle. Ainsi, les contestations peuvent-elles être exprimées par une forte affirmation de soi tout en suivant un cheminement subjectif/individuel. Lorsque ces sentiments sont activés par

48. Guimond Serge et Tougas Francine, « Sentiments d'injustice et actions collectives : la privation relative », In : Bourhis Richard Y. et Leyens Jacques-Philippe (dirs.), *Stéréotypes, discrimination et relations intergroupes*, Sprimont, Belgique, Mardaga, 1999, p. 201-231.

une comparaison sociale entre groupes, ils provoquent des comportements de revendication collective de justice et de changement social visant à améliorer la situation du groupe exclu.

Une des sphères essentielles dont les interviewées de notre étude se sentent exclues est celle des droits. En effet, à travers l'irrespect des droits fondamentaux (comme l'accès à la santé, à la culture, à un logement décent, à l'éducation), c'est en définitive au droit de vivre dans la dignité qu'il est porté atteinte. Il nous semble donc que cette sphère est essentielle dans la mesure où l'impossibilité de participer à l'un des domaines dont on peut être exclu est envisagée comme le déni du droit d'y participer.

Sana, 28 ans, niveau 2^e année du secondaire, habitant à Bouhlel, nous a demandé, avant de procéder à l'entretien filmé chez elle, de l'accompagner au dispensaire où elle devait récupérer des médicaments pour sa mère diabétique. L'état sanitaire des pièces n'est conforme à aucune norme d'hygiène. Dans la salle d'accouchement, nous avons même trouvé une moto stationnée. L'extrait ci-dessous est un échange entre Sana, un infirmier travaillant dans le dispensaire et notre équipe de tournage du film « Souti Ba'h » :

- **Infirmier** : « C'est une salle de soins. Beaucoup de choses élémentaires nous font défaut. C'est une salle provisoire pour les bandages, il n'y en a pas non plus. »
- **Sana** : « Nous essayons de faire parvenir le message à l'Assemblée constituante. Pour qu'on nous équipe de ce qui nous manque ici. »
- **Infirmier** montrant le frigo : « Regardez ça ! Vous pouvez filmer si vous voulez ! »
- **Sana** : « C'est la salle d'attente. Parfois, soixante patients sont en visite. Dix arrivent à s'asseoir et tous les autres restent debout. Bien qu'ils soient malades, vous imaginez ! Ils se tiennent à peine debout, les dames âgées s'assoient par terre. »

Chaque début du mois, je viens chercher les médicaments pour ma mère. Je ramène mon frère se faire soigner. La dernière fois, ils m'ont envoyé faire une radiographie à ma mère à l'hôpital de Deguech. Là-bas, la machine était en panne. On ne pouvait même pas y faire les analyses d'urine. On devait aller à l'hôpital de Tozeur. Tu imagines ! Un hôpital sans le matériel nécessaire pour faire des radios ou des analyses. »

Une autre femme d'une cinquantaine d'année, rencontrée par hasard lors du tournage à la Hara de Gafsa, déclare : « Personne n'est venu nous voir. Même pas l'assistante sociale chez qui je suis allée maintes fois, je suis allée voir l'autre, celui des affaires sociales. Il m'a dit qu'il ne pouvait rien pour moi, que tout le monde était malade. Pourquoi subir tout cela par le Prophète ! »

Dans certaines localités, l'absence de locaux de partis, de syndicats, d'espaces vers lesquels les individus pourraient se diriger pour se tenir informés – voire pour s'engager – accroît le fossé entre les citoyens ordinaires et les politiques. Les habitantes du quartier An-nozha de Bouhleb que nous avons interviewées n'ont été approchées par des politiques que durant la Campagne électorale. Leur conscience de « l'instrumentalisation » à des fins électorales qu'elles ont subies, nourrit leur sentiment de mécontentement.

Un caractère important de la marginalisation, plutôt que de l'exclusion sociale, est qu'elle est à la fois un processus et un état. En effet, les façons de penser de celles (les femmes en condition de vulnérabilité) qui la subissent sont différentes de ceux qui la pratiquent (notamment les acteurs politiques, l'État, les autorités locales et régionales). Les pratiques des femmes visant à entrer en contact avec les instances gouvernementales ou leurs représentants sont toujours brimées. Il s'agit donc d'un processus, car on parle ici d'actions sans cesse renouvelées. Les exclusions définitives devenues intolérables du marché de l'emploi en sont un excellent exemple, surtout pour les jeunes diplômées chômeuses.

Le propos de Raja, 26 ans, diplômée en arts islamiques, chômeuse, de la ville de Mdhila, nous explique sa situation : « Nous avons le dos au mur, nous vivons une sévère désillusion. Même quand on passe un concours, on sait d'avance qu'on ne sera jamais embauché. À la longue, on se lasse à chaque fois de demander à nos parents les frais d'inscription. »

Quelles seraient les retombées de cet état sur les relations entre citoyens d'un même pays, entre citoyennes exclues et le reste du corps social ?

Le problème déjà bien connu des inégalités est doublé de celui de l'exclusion permanente qui prend comme cible certains groupes sociaux. Lorsque certaines personnes subissent l'exclusion, leur situation est le signe de la désagrégation de

la société tout entière, c'est-à-dire que le principe unificateur n'opère plus. Pour y remédier, les victimes de l'exclusion, les acteurs représentant les institutions de l'État ou les acteurs politiques doivent établir le contact et rétablir les liens.

Le cas de Mouna, diplômée chômeuse de 26 ans, à Thala, pointe l'incongruité de l'emplacement du théâtre se trouvant à quelques mètres de l'hôpital. Elle conteste le fait que les responsables, les représentants n'aient pas consulté les habitants de la ville avant de prendre cette décision.

- « Il est vrai qu'il n'y a pas assez de terrains en ville, mais en même temps, on ne peut pas construire un théâtre juste à côté de l'hôpital.
- Il y a des personnes malades, et qui souffrent.
- Comment pourrais-tu chanter ou danser alors que des gens souffrent à côté de toi ?
- Il y a des gens qui meurent dans les hôpitaux, des gens qui y sont pour le repos. Ceux qui ont des troubles psychiques, et ils ont besoin de calme et de repos.
- C'est une situation paradoxale que j'ai voulu dénoncer en allant là-bas.
- D'ailleurs ce théâtre existe depuis 12 ans.
- Et on n'y a vu jouer aucune pièce.
- C'est de l'argent jeté par les fenêtres. Juste pour dire qu'on a un théâtre à Thala.
- On a besoin de matériel médical, de laboratoires d'analyses, car la plupart des gens de la région souffrent de l'hépatite. Avec ses trois types, le A, le B et le C.
- Je suis certaine de cette information. Quelqu'un du domaine de la santé me l'a communiquée. De nombreuses personnes à Thala sont atteintes. Des enfants et des adultes.
- Nous ne voulons pas de théâtre.
- Est-ce que vous nous avez demandé notre avis ? »

Mouna s'indigne d'autant plus qu'elle cite l'exemple du Kef et de Jendouba (Chefs-lieux éponymes de gouvernorats Nord-Ouest) où la population aurait été consultée pour de tels grands projets publiques.

Ce comparatisme est récurrent dans les témoignages, où l'on pointe les autres régions, perçues comme économiquement et politiquement favorisées (la Capitale et les régions côtières particulièrement), et « leurs citoyens de première zone ».

La première condition qui permet de parler de marginalisation est que le monde soit coupé en deux : d'une part, il y a le monde dont on est exclu et, de l'autre, celui où l'on vit. L'exclusion suppose deux mondes distincts mais ceci n'est possible que sous la contrainte d'une seconde hypothèse qui pose une communauté entre les individus qui peuplent chacun de ces lieux. Il faut donc considérer une communauté essentielle entre les individus qui peuplent les deux mondes mais qui sont séparés accidentellement. Bien entendu, la communauté repose sur le critère du territoire. Le monde des exclus n'est donc pas réellement un monde ; il ne se dessine qu'en creux : c'est ce qui reste dans la communauté la plus vaste lorsqu'on en a retiré le monde convoité. L'exclusion suppose donc un lien entre deux parties d'un monde et elle en pointe les déficiences. Nous avons ainsi deux mondes opposés, ceci n'est pas un effet de langage mais relève d'une description. Cette description, ce découpage est tout à la fois un effet produit par le locuteur et une réalité inscrite dans les faits, et qui échappe à sa volonté.

Le propos de Sana, 30 ans, célibataire, licenciée en langues vivantes, qui donne des cours de langue arabe dans une école de tourisme privée à Tozeur, illustre assez bien cette dichotomie : « Je ressens que Tozeur est éloignée, exclue et marginalisée. On dirait qu'elle fait partie de l'Algérie, personne ne s'y intéresse. T'as bien constaté le degré de température ici, à Tozeur. On paye en moyenne 200 dinars d'électricité Chacun prend une douche 3 fois par jour. Normalement, ils auraient dû nous faire une réduction. Personne ne parle de Tozeur, je ne parle pas seulement du problème de l'eau et de l'électricité, les médias n'en parlent pas. Ils (médias) ne dépassent pas les frontières de Gafsa, cela veut-il dire que Tozeur fait partie du territoire algérien et non tunisien ? »

Il s'agit là bel et bien d'un jugement qui condamne les faits en non les discours. Cette condamnation est en même temps un appel récurrent à la mobilisation.

Section II. Le genre

Nous n'avons pas observé de différences notables quant au rapport au politique, entre hommes et femmes ayant le même niveau scolaire et partageant les mêmes conditions sociales (chômage, emploi précaire). Les mécanismes à l'œuvre dans la cristallisation des rapports au politique sont quasiment les mêmes.

Cela dit, le genre, en tant que modalité des relations sociales, peut intervenir dans l'inhibition de l'appétence, dans le renforcement du sentiment de compétence et dans la réduction des possibilités d'investissement politique, bien que son impact soit différencié selon le niveau scolaire et l'environnement. La division spatiale des sexes, reléguant la femme à la sphère privée et confondant l'univers politique à l'espace public duquel elle est exclue, renforce à la fois l'extériorité et le sentiment d'incompétence des femmes. Ahlem, 26 ans, chômeuse, habitant à Bouhlel, nous déclare : « On n'a pas de filles qui parlent des partis ! Je ne traîne pas dans les rues pour en parler ! »

Les effets du genre sont plus faibles quand le niveau scolaire est élevé dans les centres urbains. Si ce genre d'obstacles est davantage visible dans la région de Bouhlel, une région rurale, d'autres formes d'exclusion des femmes de la participation existent aussi dans les villes. Les interviewées résidant dans les centres urbains, ayant un capital scolaire élevé et qui manifestent un intérêt pour la politique, font face à de sérieux problèmes pratiques, notamment auprès des partis, dès qu'elles tentent de s'y engager. L'adhésion à une association n'est pas mal perçue, bien qu'elle ne soit pas assimilée à une véritable activité politique. En revanche, de nombreuses enquêtées sont confrontées à la résistance de leurs pères quand elles décident d'adhérer à un parti. Cette résistance prend appui sur la croyance que la politique serait « un domaine viril », qui ne convient pas aux femmes. Une telle représentation charrie les connotations classiques que le sens commun associe à la politique comme étant un univers « dangereux et malsain ».

À la question « Que pensez-vous de la loi sur la parité entre femmes et hommes pour les listes électorales ? », l'ensemble des interviewées se sont montrées enthousiastes à cette idée et ont valorisé cette initiative. Cependant, certaines d'entre elles ont pointé la faible présence des femmes sur la scène politique.

Nézira, 25 ans, célibataire, technicienne supérieure en comptabilité, habitant à Tozeur, déclare : « Les femmes représentent la moitié de la société. Elles devraient normalement être présentes dans tous les domaines... mais il y a beaucoup de femmes vulnérables, beaucoup de femmes analphabètes. Ils ne sont pas en train de donner aux femmes les chances qu'elles méritent. On l'écarte souvent de la vie politique, c'est ce que j'ai remarqué, on la relègue aux partis minoritaires. Sa voix n'est pas audible ! »

En d'autres termes, les individus ou les groupes sur lesquels s'exerce le pouvoir, ceux qui le subissent et qui sont donc du côté de la passivité, sont assimilés au féminin. L'exemple cité montre comment certaines images et symboles cristallisent le rapport de domination. Il met en évidence l'usage des catégories du masculin et du féminin dans des situations où seuls des hommes sont présents. Par ailleurs, les charges domestiques et professionnelles qui incombent aux femmes réduisent le temps qu'elles pourraient dédier à la politique. Certaines enquêtées attribuent à leur emploi du temps surchargé la cause de leur désertion de la vie politique.

L'impact du genre faiblit aussi avec l'âge. Nous avons en effet observé une tendance chez les enquêtées jeunes à affirmer leur autonomie dans la formation de leurs préférences politiques. Les interviewées de la tranche d'âge 50 ans et plus tendent davantage à s'aligner sur le choix de leurs maris ou de leurs fils au moment du vote. Les plus jeunes choisissent généralement seules, mais quand elles se fient à l'avis d'une personne de leur entourage pour choisir un parti ou un candidat, ce n'est pas forcément un homme de la famille. Ainsi, même lorsqu'elles se jugent incompétentes pour faire un choix électoral, elles peuvent recourir à une femme disposant à leurs yeux d'une compétence plus élevée, ce qui indique que les représentations genrées de la compétence et de l'incompétence politiques se réduisent avec l'âge. La politologue Carole Pateman propose de penser le projet démocratique dans une perspective participative⁽⁴⁹⁾, dans laquelle ceux qui sont de fait exclus de la communauté politique pourraient prendre place. C'est ce que l'on nomme aujourd'hui habituellement l'accès à la citoyenneté et qui exige, bien sûr, de repenser le rapport privé/public et privé/politique.

Section III. L'influence des conditions d'existence sur l'investissement politique

La question qui se pose ici est de savoir de quelle manière la précarité sociale et économique, due au chômage, à la pauvreté et à la précarité de l'emploi, constitue un obstacle à la participation politique. En d'autres termes dans quelle mesure la précarité renforce-t-elle le sentiment de ne pas avoir un ancrage social et cantonne l'individu dans les soucis de la vie quotidienne ?

49. Pateman Carole, « Féminisme et démocratie », In : Ballmer Cao Thanh-Huyè'n, Mottier Véronique, Sgier Lea (textes rassemblés et présentés par), Genre et Politique : débats et perspectives, Paris, Gallimard, coll. « Folio Essais », 2000, p. 117.

Il s'agit d'analyser l'influence des conditions d'existence sur la cristallisation du mécontentement comme attitude et l'impact de l'insatisfaction sur les possibilités d'investissement politique.

Nous avons relevé une attitude de mécontentement générale chez les enquêtées vis-à-vis de la prestation des représentants politiques depuis les élections du 23 octobre 2011. Les réponses à deux questions⁽⁵⁰⁾, l'une posée en début de l'entretien, l'autre à la fin, sont révélatrices de leur insatisfaction et de leur déception vis-à-vis du parti pour lequel elles ont voté, voire de tout espoir de changement politique.

Un exemple de réponse typique à la question « Qu'est-ce qui a changé dans votre vie depuis le 14 janvier ? » met en relief le degré élevé d'insatisfaction : « Rien n'a changé ! C'est pire qu'avant ! Toujours pas de travail ! Toujours pas de projets ! » Bien qu'un certain nombre d'enquêtées concèdent volontiers quelques acquis au niveau de la liberté d'expression ou du culte, la plupart d'entre elles ont une perception négative de la situation actuelle, qu'elles imputent toujours à l'absence d'amélioration au niveau économique.

L'insatisfaction dépend ainsi essentiellement, d'une part, des conditions d'existence de l'enquêtée et de ses expériences sociales, et, d'autre part, des valeurs attribuées à la politique. Quant à la forme et aux manifestations de l'insatisfaction, elles varient en fonction du type de rapport au politique. Le mécontentement n'aboutit pas aux mêmes comportements selon qu'on soit dans le rapport d'auto-exclusion, de perplexité ou d'intérêt pour la politique.

Impact des conditions d'existence et des expériences sociales sur les attitudes de mécontentement

Chez les enquêtées qui ne sont pas en condition de vulnérabilité, quand une attitude d'insatisfaction se fait voir, elle est généralement en rapport avec leurs préférences partisans. C'est essentiellement l'opposition islamiste/progressiste en tant que projets de société qui est à l'origine de l'insatisfaction. Elle est donc située au niveau des valeurs et des idéologies.

50. La première question est la suivante : « Y a-t-il des changements dans votre vie depuis le 14 janvier ? » La seconde question est formulée comme suit : « Qu'est-ce que la politique selon vous ? »

En revanche, pour les enquêtées en situation défavorisée, l'insatisfaction apparaît comme fortement dépendante de leurs conditions d'existence, dans la mesure où elles évaluent le rendement politique à travers le degré d'amélioration de leurs propres situations. L'emploi, la sécurité sociale, le développement régional, la cherté de la vie constituent autant de paramètres à l'aune desquels les enquêtées se positionnent politiquement. Leurs opinions politiques sont constituées à partir de leurs propres expérimentations du monde et de leur perception de leur situation économique et sociale. L'urgence de leur situation implique des attentes d'améliorations immédiates de leurs conditions.

Par ailleurs, la précarité expose les enquêtées à une relation de dépendance vis-à-vis des aides de l'État puisqu'elles recourent davantage aux services publics (aides au logement, accès aux services de santé publique, affiliation à la sécurité sociale, obtention d'une titularisation, ou différents types de contrats – chantier, mécanismes, contrats SIVP –, allocation chômage). Leurs interactions avec les représentants des autorités locales leur ont montré que les nouveaux acteurs perpétuent l'ancien régime ; leurs expériences quotidiennes leur ont permis de constater l'absence de volonté politique réelle de changer l'état des choses (maintien du népotisme, du clientélisme, l'absence de cohérence au niveau des procédures, etc.). En revanche, les prises de positions politiques des enquêtées, qui ne sont pas en condition de vulnérabilité et pouvant se passer de ces services, ne dépendent pas des prestations des autorités locales.

Safa, jeune diplômée de l'Institut supérieur de Musique, est au chômage, célibataire et âgée de 25 ans. Elle est originaire de Sidi Bouzid mais réside à Gafsa chez sa sœur. « Ma situation financière est désastreuse » décrit-elle, mais elle refuse pourtant de dépendre de l'argent de son père depuis qu'elle a obtenu son diplôme ; ce dernier est au chômage et sa mère est femme au foyer.

« L'autre fois, je me suis rendue au Gouvernorat. Ce jour-là, il y avait des postes à pourvoir, je me suis dit pourquoi ne pas y aller pour déposer un dossier de candidature. Je me suis déplacé jusqu'à Sidi Bouzid, et j'ai trouvé que les trois portes d'entrée étaient fermées. J'ai protesté en disant que les portes du Gouvernorat devaient être ouvertes, le vigile à l'entrée a répondu qu'on les avait fermées à cause du désordre. J'ai rétorqué que je n'y étais pour rien puisque je m'étais adressé à eux avec politesse, et que j'étais là pour déposer ma demande,

et puis je venais de loin, j'ai insisté pour qu'il prenne ma demande au moins, il a refusé. Tu finis par te demander ce qui a vraiment changé après la Révolution. Les agents de sécurité ont fini par pousser les gens qui attendaient, même les femmes. Je ne voulais m'exposer à cela, alors j'ai remis ma demande dans ma poche et je suis rentrée. »

Les exemples qui vont dans ce sens abondent :

- « Pour demander quelque chose, je m'adresse au Gouverneur ; dans son bureau, c'est toujours le désordre et il n'est jamais là, parce qu'il est la plus haute autorité dans la région. »
- « Une fois, je suis partie voir le Délégué régional, une autre fois je suis allée voir le Gouverneur comme tout le monde, en vain ! il n'y avait rien, il ne rendait service qu'à celles qui sont maquillées. »
- « J'étais enceinte et j'ai perdu mon bébé, mon mari est parti voir le Délégué ; mon mari travaille dans un chantier et il voulait rencontrer le Délégué pour que je sois affiliée à la sécurité sociale. Il n'a pas pu le voir, on le lui a interdit, il avait beau leur expliquer qu'il voulait juste lui dire quelque chose, aucune chance ! Quand il a insisté on l'a accusé de porter une arme blanche pour agresser le responsable ! Il a été renvoyé de son travail à cause de ça et maintenant on est tous les deux au chômage [elle pleure]. »

Mécontentement et valeurs

Le mécontentement n'est pas seulement le résultat de l'abîme qui sépare les attentes de l'acteur de l'offre institutionnelle. Il est né aussi de la divergence entre la perception qu'ont les enquêtées de ce que devrait être la politique et leurs appréciations de ce qu'elle est réellement. Cette divergence qui est la cause du mécontentement contribue à la cristallisation d'une position négative vis-à-vis des partis et de la politique en général.

Les réponses à la question « Qu'est-ce que la politique selon vous ? » nous révèlent des différenciations au niveau des significations que les enquêtées assignent à ce champ d'activité. La majeure partie des enquêtées assimile ce dernier à la politique politicienne et en ont une vision négative : « C'est un sale jeu ! », « Ce sont des gens qui se battent pour arriver au pouvoir et qui ne veulent plus le lâcher ! », etc.

Nous observons par là que les enquêtées distinguent par elles-mêmes le politique de la politique. Bien qu'elles évaluent la politique à l'aune de leurs propres situations et en attendent des changements immédiats, cela n'empêche pas de la percevoir comme une action qui devrait servir l'intérêt général. La représentation qu'ont les interviewées de la dégradation de la situation économique et sociale générale entraîne une identification de leurs intérêts propres à celui de la collectivité. L'emploi, le chômage des diplômés et la pauvreté sont considérés comme des problèmes de société à traiter en priorité. L'intérêt général étant sacrifié à l'intérêt personnel des politiques selon leurs points de vue, cela entraîne une vision négative de la politique conçue comme « la lutte pour le pouvoir ». Cette vision a des conséquences sur les possibilités d'engagement dans cette sphère. En effet, la politique, tant condamnée, réduite à l'exercice du pouvoir, et l'incapacité dont elles font état de déchiffrer ce champ sont les facteurs qui expliquent la non-implication dans cette sphère. C'est donc la politique dans sa fonction de représentation qui est rejetée.

Naïma, 32 ans, femme au foyer, niveau 6^e année du primaire, habitant à Bouhleb :

- « Auriez-vous souhaité vivre un jour dans la peau d'un politicien ?
- Non.
- Pourquoi ?
- Je n'en suis pas capable !
- Quand on veut on peut, non ?
- Ils ne me laisseront pas travailler. À moins qu'ils soient tous du même avis que moi. Mais je pense qu'il y aurait plutôt beaucoup de divergences. »

Naïma reproche aussi aux politiques leur manque de volonté pour trouver des solutions ainsi que leur incapacité à trouver un consensus qui fasse passer au premier plan l'intérêt général du pays et non celui des responsables :

« Si j'étais un politique je saurais comment calmer les gens. Il suffirait de lire ce qui est écrit sur les banderoles pour savoir ce qu'ils attendent de moi. Et je répondrais favorablement à leurs demandes. Si les politiques ne parviennent pas à se mettre d'accord pour trouver des solutions, comment voulez-vous qu'ils trouvent des solutions pour nous ? »

Ce cas illustre bien l'écart qui sépare la représentation de la politique chez les enquêtées et la pratique réelle dans ce domaine, ce qui les incite à désertir ce

dernier. Il apparaît par là que ce ne sont pas le sentiment d'incompétence et la marginalisation géographique qui expliquent l'auto-exclusion. Celle-ci procède également d'une position consciente de refus fondée sur des valeurs.

Ce décalage perçu entre ce que devrait être la politique et ce qu'elle est réellement, n'est pas propre à une catégorie sociale, mais concerne indistinctement toutes les enquêtées, qu'elles soient détentrices de titres scolaires ou pas et qu'elles soient ou non en situation défavorisée.

Mouna, diplômée, chômeuse de 26 ans, de Thala, répond par la négative à la question de savoir si elle serait prête à s'engager dans la vie politique, arguant qu'elle ne la comprend pas. Cette incompréhension n'est pas due à la faiblesse de ses moyens, mais au décalage entre ses propres principes et les actions et attitudes des hommes et femmes politiques.

- « Pensez-vous pouvoir un jour intégrer le champ politique, ou postuler un poste politique ?
- Non, je ne pense pas ! Car comme dit le proverbe : si tu veux comprendre la politique tu finiras par t'évanouir, et à peine t'évanouis-tu, qu'on t'en empêche. Donc, non je ne le pense pas. Même de loin, la politique ne nous épargne pas. Ça te donne des maux de tête. Et tu as envie d'éteindre la télé, quand il n'y a que des débats politiques sur toutes les chaînes. Rien que du blabla, ils racontent n'importe quoi. Je les regarde, ils invitent les représentants de deux partis et c'est la dispute assurée. Hier, l'un d'eux a implicitement traité un autre d'impoli. Je ne pense pas pouvoir me rabaisser à leur niveau. »

Taqwa de Redayef, jeune diplômée chômeuse de 24 ans, titulaire d'une licence en informatique et multimédias, célibataire vivant chez ses parents, conçoit la politique comme un « jeu vieux comme le monde ». Sa vision négative de la politique est indépendante de ses préférences partisans ; elle apparaît plutôt comme étant intimement liée à l'expérience du chômage qu'elle vit et au licenciement abusif dont elle fut la victime. Elle déclare être attirée par le parti Ennahdha et surtout par la dimension religieuse que le mouvement propose (elle est voilée) :

« J'étais pour Ennahdha avant, je me disais qu'elle portait l'odeur de Dieu, vous comprenez ! Notre religion, c'est l'islam et j'ai un penchant pour la religion

même si au fond je ne veux pas confondre religion et politique. Mais quand j'ai vu que le parti Ennahdha s'était installé ici, on l'a invité pour assister à notre réunion autour du problème de la fermeture du Centre d'appel. Et nous avons insisté pour que quelques responsables d'Ennahdha y assistent, mais ils ne sont jamais venus. »

L'absence d'Ennahdha a déterminé son choix de voter pour le PCOT qui, avec le WATAD, étaient les seuls partis à avoir soutenu les licenciées du Centre d'appel. Elle explique son refus de s'engager dans la politique en ces termes :

« Je n'aime pas les politiciens, parce qu'au début ils vous donnent une bonne impression, mais une fois au pouvoir ils n'ont qu'un seul souci y rester, même par les voies illégales, ils ne pensent qu'à leurs intérêts. Je suis contre les politiciens, enfin je veux dire... et surtout je n'ai connu la politique que cette année parce qu'avant je l'ignorais totalement. »

Si Taqwa reproche à Ennahdha son absence, elle se situe dans une position de neutralité et non d'opposition :

« Parce que même l'opposition, si jamais elle accède au pouvoir... je peux vous assurer que si l'opposition accède au pouvoir, elle adoptera le même système que le Gouvernement actuel. »

Sa prise de position sur la politique concerne donc plus la logique du pouvoir politique lui-même que les prestations de tel ou tel parti.

La même attitude est adoptée par Amani, jeune étudiante de Gafsa âgée de 19 ans, ses parents sont tous les deux professeurs : « Il y a un très grand paradoxe, la politique comme concept, académiquement parlant, et la politique comme réalité. Le sens même de la politique est perdu. »

Ce désenchantement rapide de la politique recèle une remise en cause implicite et inconsciente de la démocratie représentative. Nous avons en effet observé l'existence d'une conscience aiguë chez les enquêtées que le suffrage universel, en tant que mécanisme permettant au peuple de se gouverner lui-même, était un leurre. On reproche aux acteurs politiques d'afficher – volontairement ou

non – leur désir d'accéder au pouvoir. La compétition pour la conquête de positions de pouvoir dans l'État, élément constitutif de la démocratie représentative, est devenue un critère discriminant parce qu'il impliquerait selon les enquêtés la primauté des intérêts individuels et/ou partisans sur l'intérêt général.

Différenciations des attitudes de mécontentement en fonction des rapports au politique

Il a été observé que les attitudes de mécontentement ou de satisfaction varient en fonction du type de rapport au politique.

Lorsque le mécontentement est lié aux conditions d'existence des enquêtées, nous relevons que parmi les interviewées se disant incompetentes, certaines ne font pas le lien entre ce qu'elles perçoivent comme dégradation de la situation générale (à savoir pour elles l'absence d'opportunités d'embauche, la hausse des prix) et les décisions politiques au niveau central. La responsabilité de cette dégradation, pour elles, incombe au pouvoir local. Les enquêtées de faible niveau scolaire tendent à avoir une appréciation plutôt positive du pouvoir central et une perception hautement négative du pouvoir local et ne semblent pas être conscientes du lien entre les deux.

D'autres encore sont dans une position de justification : « On ne les a pas laissé travailler », alors même qu'elles se plaignent de la situation économique. Les raisons de cette position de justification s'expliquent pour une part par les doutes sur leurs propres capacités à comprendre le jeu politique qui les amène à reproduire le discours répandu dans leur entourage ou véhiculé par les médias. Par ailleurs, cette attitude de satisfaction relative s'avère être en même temps liée à la satisfaction de certains besoins, tels que la liberté retrouvée de porter le voile ou encore l'obtention d'un emploi ou d'une allocation.

Meriem de Kasserine, âgée de 26 ans, au chômage, niveau 5^e année du secondaire, célibataire, dit : « Beaucoup de choses ont changé. La femme d'une manière générale a reconquis sa liberté, oui ! Nous vivons en liberté. Moi, par exemple, je porte le voile et personne ne me dérange ; avant j'avais beaucoup de problèmes à cause du voile au lycée, plus maintenant ! »

Ainsi, malgré l'existence d'un terrain propice au mécontentement, l'incompréhension des mécanismes politiques ou la satisfaction de certains besoins réduisent les prises de position négative vis-à-vis des politiques.

L'autre constat est que lorsqu'elles établissent un lien entre leur situation et les décisions politiques, les interviewées appartenant à ce type tendent davantage à se désintéresser de la sphère politique, considérant celle-ci comme une fiction. La confusion qu'elles éprouvent face à l'offre politique et la méconnaissance des différences entre idéologies et programmes des partis les conduisent à juger les acteurs politiques comme un tout indifférencié, les poussant à condamner l'ensemble du champ. L'acte de voter, vécu comme un gage de confiance accordé aux politiques en échange de quoi ceux-ci sont tenus d'honorer leurs engagements, est de ce fait discrédité.

En revanche, pour les rapports de perplexité et d'intérêt, le mécontentement ne conduit pas à la désertion du champ politique, mais plutôt au changement du choix électoral ou à la reconversion militante. En situation d'insatisfaction, les enquêtées qui s'intéressent à la politique ou qui y sont engagées tendent à favoriser le militantisme associatif aux dépens du militantisme partisan. Quand elles ne sont pas engagées politiquement et que leur participation à la vie politique se limite au vote, ce décalage s'explique par le degré d'accès à l'information et par la capacité de déchiffrer l'offre politique ; car l'absence de repères politiques empêche les enquêtées qui se sentent incompetentes de trouver une autre alternative. Donc, la capacité de l'acteur social à déterminer le destinataire de son mécontentement (la classe politique dans son ensemble, un parti politique en particulier, le système politique) qui dépend de son degré d'intégration et de connaissance de la politique, détermine les réactions différenciées à l'insatisfaction.

Les jeunes femmes en condition de vulnérabilité ne se sentent pas ainsi concernées par le débat politique et refusent de s'impliquer dans un univers qu'elles rejettent. Percevant la politique comme un domaine corrompu, malsain, sans foi ni loi et surtout ne servant pas l'intérêt général, les possibilités d'engagement s'en trouvent réduites. Les choix d'engagement dans la vie publique des enquêtées présentant un intérêt pour le politique portent davantage sur les associations et les organisations de la société civile, perçues comme les seules alternatives crédibles. Quant à celles qui sont dans une situation d'auto-exclusion ou de

perplexité, c'est par la décision de boycotter les prochaines élections que se manifeste le désenchantement politique.

Le désenchantement apparaît encore une fois comme étant l'élément de distinction le plus net entre l'idéal-type de la désaffection et les autres idéaux-types que nous avons définis. Pour le type de la désaffection, il n'y a jamais eu pour ainsi dire d'illusions sur le système politique, d'où la stabilité des attitudes vis-à-vis de ce champ avant et après la Révolution. Pour tous les autres cas, nous relevons une désillusion substantielle suite aux Élections. Celle-ci est le résultat des attentes démesurées qui ont précédé les Élections, favorisées par le contexte de transition démocratique et qui portaient aussi bien sur l'amélioration de sa propre situation matérielle que sur le changement positif de la pratique politique (valeur positive attribuée à la politique).

■ Chapitre 3

Déterminants du choix électoral

Prendre en compte le moment du choix dans l'analyse de la décision électorale est un moyen heuristique permettant de rendre compte de l'hétérogénéité de l'électorat dans sa manière d'appréhender les Élections. Les idéaux-types élaborés dans notre étude nous permettent de comprendre les pratiques et les attitudes politiques en les débarrassant des « variations contingentes ». Ils constituent ainsi un instrument de mesure permettant de saisir les différences au niveau du choix électoral. En effet, l'impact des éléments qui interviennent, d'une part, dans la formation des préférences et des aversions politiques, et, d'autre part, dans le vote (les types de savoirs mobilisés, l'influence interpersonnelle, la socialisation, les expériences sociales) est variable selon chaque type.

Le questionnaire élaboré dans le cadre de l'enquête propose aux interviewées de décrire la journée du 23 octobre afin de mesurer l'intérêt qu'elles accordent à la formulation d'une décision politique et la compréhension des éléments qui interviennent dans la constitution du choix. Le moment du choix nous permet aussi d'interroger dans l'explication du vote la part respective des facteurs de long terme et de court terme. Considérer le vote comme un processus temporel constitue une manière transversale d'examiner les différentes interprétations des comportements électoraux.

Dès l'origine des analyses du comportement électoral à l'aide de données d'enquêtes, la prise en compte du moment de la décision électorale a donc été considérée comme un indicateur synthétique du poids respectif des facteurs de long terme et de court terme et du degré d'hésitation dans le choix final⁽⁵¹⁾. Les facteurs de long terme recourent principalement l'ensemble des prédispositions (attitudes politiques, systèmes de valeurs et de représentation sociales, appartenances idéologiques) et des attributs sociologiques et culturels qui, sur la longue durée, ont contribué à façonner l'univers politique des électeurs et qui sont activés sous l'effet des campagnes électorales.

51. Campbell Angus, Converse Philip E., Miller Warren E. and Stokes Donald E. *The American voter. An abridgment*, New York, John Wiley, 1960.

La littérature consacrée à ce sujet parle de « longue campagne » à propos de la période qui, en dehors des campagnes électorales, voit les électeurs percevoir la politique à travers les filtres cognitifs de ces appartenances de longue durée et les conduisent à émettre des choix relativement stables⁽⁵²⁾. Les facteurs de court terme, en revanche, concernent les perceptions des enjeux et des candidats, l'influence des discussions politiques et de l'exposition aux médias durant la période plus restreinte des campagnes électorales. Selon cette hypothèse, les campagnes affectent les choix des électeurs⁽⁵³⁾ et ce, d'autant que les électeurs hésitent dans leur choix.

Les facteurs de long terme ont été, dans la littérature, associés à une décision de vote prise longtemps à l'avance, principalement expliquée par l'efficacité des mécanismes d'identification partisane et le poids des effets des variables d'appartenances sociales⁽⁵⁴⁾. Les électeurs qui se décident tardivement, pendant la campagne, voire qui hésitent jusqu'au bout, sont alors censés être sensibles aux facteurs de court terme⁽⁵⁵⁾.

Sana, 29 ans, célibataire, licenciée en langues étrangères, habitant à Tozeur, professeur vacataire d'arabe dans une école de tourisme privée, nous fait part de son expérience : « Je savais dès le départ pour qui j'allais voter... Devant le bureau de vote, des curieux m'ont demandé pour qui j'allais voter... je ne me suis pas laissé influencer, j'étais sûre de mon choix... Il y a des personnes qui se laissent influencer par d'autres, qui leur disent que tel politicien est droit, qu'il est une personne de confiance, sincère... J'ai choisi en me basant sur les programmes que j'ai lus. »

-
52. Box-Steffensmeier Janet M. and Franklin Charles H., « The Long campaign : Senate Elections in 1992 », In : *Democracy's Feast : Elections in America*, In : Herbert F. Weisberg (ed.), Chatham House Press, 1995, p. 292-318.
53. Abramson Paul R., Aldrich John H., Rohde David W., *Change and Continuity in the 1992 Elections*, Washington, DC, Congressional Quarterly Press, 1994.
54. Berelson, Gaudet et Lazarsfeld consacrent dans *The people's choice* un chapitre entier au « temps des décisions finales » (time of final decisions) et montrent que lorsque la connaissance politique est plus élevée, l'hésitation diminue et le choix électoral est moins tardif. Lazarsfeld Paul, Berelson Bernard, and Gaudet Helen, *The people's choice. How the voter makes up his mind in a presidential campaign*, 3rd ed. New York, Columbia University Press, 1968 [1944].
55. Campbell, Converse, Miller et Stokes dans *The American Voter* (1960) indiquent ainsi que « la proportion de ceux qui se décident tardivement est toujours plus grande lorsque le degré de conflit d'attitude est plus grand. » Campbell Angus et al., *op. cit.* p. 82.

Nazira, de Bouhleb, 24 ans, diplômée chômeuse, a fait des études de comptabilité et de finance. Son cas offre une attitude différente : « Lorsque je suis partie voter, je n'avais aucune idée précise... j'ai appelé ma cousine pour lui demander pour qui elle allait voter, alors je lui ai demandé de me donner une idée sur le parti et j'ai voté comme elle. »

L'ensemble de notre étude invite à réévaluer les modalités d'appropriation des messages par les récepteurs, c'est-à-dire la cible de notre enquête, qui sont les femmes en condition de vulnérabilité à Gafsa, Kasserine et Tozeur ainsi que leurs perceptions et interprétation des messages et discours politiques diffusés par les médias ou par les outils de communication produits par les partis et listes indépendantes (tracts, programmes, banderoles). On peut considérer que les expériences politiques de nos enquêtées (celles qui ont voté) se font par contact direct des dynamiques collectives (participation électorale, activité militante, mobilisation protestataire), par une exposition aux flux d'informations des médias qui en rendent compte (couverture médiatique de la campagne électorale, débats entre acteurs politiques à la télévision), et par le biais des relations interpersonnelles que charrie l'appréhension de ces actions (discussions familiales, discussions entre voisins, amis...). L'impact de ces différents éléments est variable selon les idéaux types élaborés.

Section I. L'influence des médias et l'influence interpersonnelle

Il faut préciser que les facteurs affiliés au contexte sont d'une importance cruciale dans le cas tunisien. En effet, un grand nombre de nouveaux partis, d'orientations politiques aussi différentes que le socialisme, le nationalisme, le libéralisme, le baasisme ou l'islam politique ont également été légalisés dans les mois qui ont suivi la Révolution. Le Ministère de l'intérieur a interprété de manière très souple la loi du 3 mai 1988 sur la création des partis politiques. Certains partis jusque-là interdits ont été ainsi légalisés.

On en recensait une quarantaine à la fin du mois d'avril et 115 début octobre. Aucun parti ne paraissait en mesure de rassembler massivement l'électorat avant les Élections, à l'exception notable d'Ennahdha. Le parti islamiste, qui a mené

une campagne de terrain s'appuyant sur un maillage étroit du territoire et une bonne organisation, a bénéficié d'une image de force politique non corrompue et a capitalisé sur les persécutions dont il fut la victime sous l'ancien régime. À partir de septembre, seuls cinq à dix partis paraissaient en mesure de peser réellement sur l'échiquier politique. Les sondages d'opinion effectués durant cette période avaient vu juste en plaçant tous Ennahdha en tête des intentions de vote. Ils avaient en revanche surestimé le poids politique des anciens partis d'opposition à Ben Ali (PDP, Ettakatol), sans pouvoir prévoir l'ascension fulgurante de la Pétition populaire (Aridha shaabiya), devenue la troisième force politique du pays à l'issue du scrutin du 23 octobre. Le nombre excessivement élevé de listes en compétition a semblé un facteur supplémentaire de confusion pour un très grand nombre d'électeurs. Selon les chiffres officiels annoncés par l'ISIE le 14 octobre, 11 686 candidats se sont présentés sur 1 517 listes (655 listes indépendantes, 828 listes de partis et 34 alliances) dans les 27 circonscriptions en Tunisie, auxquelles se sont ajoutées les 145 listes en lice pour les 6 circonscriptions de l'étranger. Seules cinq formations (Ennahdha, Ettakatol, PDP, CPR, PDM) étaient présentes dans les 33 circonscriptions.

La Campagne électorale, qui a débuté le 1^{er} octobre et s'est terminée le 21 octobre à minuit, a également été timide à l'exception de quelques grands meetings électoraux organisés par des partis en début et en clôture de campagne. Une dizaine de partis, d'alliances et de listes indépendantes ont conduit des activités dans le Grand Tunis, et la Campagne a été de moindre intensité dans le reste du pays. Les partis Ennahdha, PDP, Ettakatol et le PDM ont été les plus actifs sur le terrain, tandis que les listes de la Pétition populaire ont bénéficié du soutien de la chaîne de télévision satellitaire *Al Mostakilla* basée à Londres qui a fait de la propagande en leur faveur tout au long de la campagne. Deux incidents illustrent le questionnement croissant de la société tunisienne, toutefois peu exprimé dans les médias, sur le contenu de l'identité musulmane et la place du religieux dans l'espace public. Le premier s'est déroulé le 8 octobre à l'université de Sousse. Environ 200 personnes, présentées comme des islamistes radicaux par la presse, ont investi avec violence la faculté des lettres pour protester contre le refus d'inscrire une femme portant le voile intégral. Le deuxième incident concerne la série d'attaques menée contre la chaîne Nessma TV et son directeur par un groupe d'environ 300 personnes présentées comme des salafistes dans les médias. Ces

violences ont eu pour origine la diffusion par cette chaîne du film d'animation « Persepolis », dont une scène, représentant Dieu sous des traits humains, a été jugée blasphématoire par les assaillants.

Les médias ont joué un rôle positif dans l'information des électeurs, en donnant la parole à des experts et à des représentants de la société civile durant toute la période électorale, et en consacrant de larges espaces aux listes de candidats durant la campagne. Toutefois, la presse dans son ensemble n'a pas réussi à assurer une couverture exhaustive et critique des programmes politiques en raison, d'une part, du nombre excessivement élevé de listes en compétition, et, d'autre part, de la faible structuration du message politique d'un très grand nombre d'entre elles.

Il existe quatre chaînes de télévision, deux publiques, Wataniya 1 et 2, et deux privées, Hannibal TV, lancée en 2005, et Nessma TV, en 2007, mais les chaînes satellitaires Al Jazeera, Al Arabiya et France 24 en langue arabe sont facilement accessibles et beaucoup regardées.

Le monitoring de la Mission d'observation électorale de l'Union européenne en Tunisie en octobre 2011 pour l'Assemblée constituante⁽⁵⁶⁾ indique que les télévisions et les radios publiques ont rempli une vraie mission de service public en respectant à la lettre la règle d'égalité de traitement des listes de candidats édictée par le décret-loi électoral. Leur couverture a été neutre et les spots de la campagne officielle des 1 517 listes en compétition ont été diffusés selon l'ordre de passage tiré au sort publiquement le 12 septembre. De nombreuses listes indépendantes n'ont bénéficié d'aucune couverture dans les médias privés et les écarts de traitement entre les listes couvertes ont été importants d'un média à l'autre. Cependant, toutes les sensibilités politiques ont pu s'exprimer et, prise dans son ensemble, la couverture de la campagne par les médias privés a été globalement équilibrée et relativement neutre. Le monitoring de la MOE UE indique qu'Ennahdha a été le parti le plus couvert par la presse écrite (Al Chourouk, Assabah, Assarih, La Presse de Tunisie) tandis que les partis de gauche et de centre-droit ont été les plus présents sur les médias audiovisuels (Shems FM, Mosaïque FM, Express FM, Nessma TV et Hannibal TV).

56. Mission d'observation électorale de l'Union européenne en Tunisie. Rapport final – Élection de l'Assemblée nationale constituante 2011.

Le monitoring des médias, conduit par l'Association tunisienne des femmes démocrates (ATFD) sur la présence des candidates dans les médias du 1^{er} au 21 octobre, indique que les femmes politiques ont occupé 5 % en moyenne des espaces ou des temps d'antenne consacrés par les médias à la campagne électorale, contre 51 % pour les hommes politiques. Le monitoring des médias conduit par la MOE UE durant cette période aboutit à des résultats similaires. Les cinq médias audiovisuels suivis par la Mission ont accordé aux femmes candidates 12 % du total de temps d'antenne consacré à la campagne, contre 88 % aux hommes.

Les impacts éventuels produits par les messages politiques sur leurs destinataires mis en œuvre durant les campagnes électorales, nous conduisent dans notre étude à souligner, contre les visions catastrophistes postulant la puissance de conditionnement des médias de masse, l'existence d'« effets limités ». Les récepteurs ne subiraient, de fait, qu'une « exposition sélective », au sens où ils filtreraient en amont l'émetteur (du choix d'un journal à celui d'un bulletin d'information) à partir de leurs préférences initiales.

Bien que nous n'ayons pas effectué d'observations *in situ* se focalisant sur le traitement des enquêtés des informations politiques véhiculées par les médias lors de la campagne électorale, nous constatons que la télévision constitue, pour les femmes enquêtées de faible niveau d'instruction, la première source d'information politique. À la question « Parlez-vous de politique chez vous ? », dans toutes les réponses, les interviewées évoquent souvent la télévision.

« Quand je regarde quelque chose à la télévision, une émission ou les travaux de l'ANC, j'en parle seulement », « J'en parle un peu quand il y a un événement particulier, quand je regarde les infos, quand les routes sont barrées et quand il y a des braquages. »

En demandant aux interviewées la source d'information par laquelle elles ont eu connaissance des partis politiques ou listes électorales, les réponses des femmes à faible capital scolaire renvoient directement aux médias ou les outils de promotion des partis.

Jihen, 32 ans, ouvrière au chantier public, niveau 2^e année du secondaire, dit qu'elle en a eu connaissance « de la TV, de la pub, des affiches collées sur les murs un peu partout et des tracts qu'ils distribuent à chaque coin de rue ».

En outre, le contexte domestique intervient dans la formulation des préférences politiques et l'échange d'interprétation des informations politiques entre les membres de la famille pendant la consommation télévisée de ces informations. À la question « Parlez-vous de politique chez vous ? », Safa, 25 ans, jeune diplômée chômeuse (licence de musique), déclare :

« Parfois, lorsque je regarde la tv avec mon père, on commence à discuter. Même s'il est analphabète, il comprend tout... on commente chaque chose qui passe à la TV. »

Face à la multiplication de l'offre politique et aux événements marquants diffusés par les médias, les citoyens ordinaires qui sont en mode d'apprentissage de l'exercice politique, et notamment nos enquêtées, et les femmes en conditions de vulnérabilités, recourent à des raccourcis cognitifs.

Les informations auxquelles elles sont exposées quotidiennement ne donnent pas lieu à une même profondeur d'analyse psychologique : leurs intérêts, leur degré de saturation mentale, leurs connaissances ou encore même leurs a priori, et les messages auxquels elles sont exposées sont plus ou moins analysés, mémorisés et utilisés. Face au flux d'informations, bon nombre de messages donnent lieu à un traitement psychologique appauvri, mais souvent considéré comme suffisant pour construire son opinion : on vérifie la présence de l'information recherchée, on s'attache à quelques indices (langagiers ou non) de surface, on parcourt le message superficiellement pour « se faire une idée ». Ces situations sont loin d'être minoritaires, bien au contraire. Toutes ces informations ne sont pas traitées, mais certaines le sont malgré tout, selon un mode psychologique appelé « heuristique » par Shelly Chaiken⁽⁵⁷⁾, théoricienne de la persuasion. Un traitement heuristique consiste à appliquer sur une information un raccourci de pensée qui permet de prendre rapidement une décision estimée suffisante au regard de la situation. On ne peut pas dire que cela soit erroné puisqu'il permet de se forger une opinion

57. Chaiken Shelly, « Heuristic versus systematic information processing and the use of source versus message cues in persuasion », *Journal of personality and Social psychology*, 1980/5 vol. 39.

considérée comme valide. En fait, il fonctionne en parallèle à l'analyse minutieuse du contenu des messages, sur le principe de l'économie psychologique dont nous avons besoin au quotidien pour gérer l'énorme quantité d'informations dont nous sommes volontairement ou non destinataires.

Nous remarquons que le critère de jugement ou d'appréciation de certaines interviewées vis-à-vis des acteurs politiques se réfère soit à l'expertise de la compétence, soit à l'influence d'un orateur qui utilise des indices non verbaux (haussement des sourcils, plissement de front, emphase), en particulier lorsqu'il recourt à des arguments de qualité. Sur le plan de la gestualité, plusieurs recherches appliquées au champ politique ont pu montrer que les gestes de ponctuation (qui relèvent de la sanction, par exemple marteler la table du tranchant de la main pour rythmer ses arguments), qui d'ailleurs sont très utilisés par les hommes et les femmes politiques, augmentent le crédit porté au discours de l'orateur. Nous pouvons extrapoler, sans tomber dans la surinterprétation, en combinant des éléments du contexte à un moment donné pour qualifier cet auditoire de non impliqué dans la vie politique, utilisant des raccourcis cognitifs.

Voici quelques exemples : « Les communistes sont mécréants » ; « La majorité a raison » ; « Je vais voter pour le parti Nahdha, car ils craignent Dieu » ; « J'étais pour Ennahdha avant, je disais elle porte l'odeur de Dieu. » Toute la subtilité de l'orateur politique consiste à mettre en place des indices (verbaux, para-verbaux ou non verbaux), souvent symboliques. Ces éléments participent donc de la mise en scène du discours politique et, s'ils ne sont que virtuels, n'en constituent pas moins des preuves dans bon nombre de situations.

Nous avons pu observer qu'au contraire un auditoire impliqué s'attache peu à ces indices non verbaux, et que la force des arguments est bien prise en compte, comme le montre le cas de Meriem, militante associative à Redayef qui était active pendant les événements du Bassin minier en 2008.

Meriem, habitant à Redayef, 36 ans, technicienne supérieure en comptabilité : « Je suis partie voir tous ceux qui sont venus à Redayef faire leur campagne électorale : le PCOT, le PDM, Ennahdha, le CPR. Un indépendant nommé Jebbloui a dit : " Je ne vais pas vous dire que la baguette sera vendue à 100 millimes, je ne

vais pas vous dire que je vais vous trouver du travail ou que je vais vous marier mais si j'arrive à faire une constitution qui va vous permettre d'assurer vos droits pour l'éducation et rendre justice aux martyrs, le droit, et les autres demandes suivront. " Sincèrement ses propos étaient convaincants. De plus, j'ai apprécié l'appui du CPR à un moment donné aux sit-in, son appui pour les revendications légitimes et j'ai bien apprécié leur mobilisation... »

En dépit de l'impact des médias sur le choix électoral de nos enquêtés, il se produit souvent des transferts d'allégeance, sous l'effet de l'influence interpersonnelle (parents, mari, collègues, campagnes électorales faites de porte-à-porte). Cette observation rejoint dans une certaine mesure l'analyse du sociologue Paul Lazarsfeld⁽⁵⁸⁾ sur l'impact limité des messages médiatiques sur les changements des intentions de vote. L'influence personnelle, qui désigne les contacts face-à-face avec l'entourage (familial, professionnel ou amical), est détectable malgré le déni de certaines interviewées qui disent avoir fait leurs choix toutes seules.

Le cas de Nesserine est assez révélateur dans ce sens. Jeune chômeuse de 28 ans de Kasserine, niveau 7^e année du secondaire, elle regrette d'avoir voté pour Ennahdha : « J'allais voter pour Hamma Hammami, mais on m'a convaincu de voter pour Ennahdha, on m'a dit que Hamma est chiite [elle veut dire chouioui, communiste] ; on m'a dit ça, je les ai suivis. Même eux se sont fait avoir, on pensait qu'ils allaient interdire l'alcool. » Hamma Hammami reste cependant l'homme politique qu'elle préfère « parce qu'il va donner du travail aux chômeurs, aux femmes et aux diplômés ». Le cas de cette enquêtée est très révélateur de la hiérarchisation des priorités car bien qu'elle souffre du chômage, elle considère l'interdiction de l'alcool comme plus importante. Il révèle aussi l'importance de l'influence interpersonnelle sur le choix électoral.

L'interaction directe contribue davantage à la cristallisation de préférences électorales que la télévision. Ainsi constatons-nous que le parti dont les interviewées ont le plus entendu parler soit dans le cadre de discussions, soit dans le cadre de la campagne électorale était le mouvement Ennahdha.

58. Lazarsfeld Paul, Berelson Bernard & Gaudet Helen, *op. cit.*

L'impact de l'influence interpersonnelle s'avère plus grand pour les idéaux-types « auto-exclusion » et « perplexité » que pour le cas des enquêtées « compétentes ». Ceci s'explique par le fait que les perplexes et les exclues « volontaires » partagent un sentiment de confusion et d'incompréhension face à l'offre électorale et aux différences idéologiques des programmes des partis/candidats. Il existe cependant des nuances significatives. Cette influence semble dictée chez les exclues volontaires. Elles se contentent souvent de suivre à la lettre l'injonction faite par certains membres de la cellule familiale.

Tel est le cas d'une femme à Bouhlel, âgée de 52 ans, analphabète qui dit avoir suivi ses garçons en votant Ennahdha alors qu'elle a apprécié un homme politique dont elle a oublié le nom et qu'elle a vu parler à la TV.

À la question « Avez-vous discuté avec votre famille sur votre choix de vote ? », une jeune diplômée de l'Institut supérieur de musique, chômeuse, de la région de Gafsa, célibataire âgée de 25 ans, déclare :

« Oh là ! oh là ! on en parle tout le temps, on interrompt le déjeuner pour parler, le dîner aussi, surtout lorsqu'on est entre filles... Mon oncle a 8 filles dont 6 sont des diplômées chômeuses. On se consultait pour savoir sur quelle base on allait voter, on s'est même dit à un moment qu'on allait boycotter les Élections puis on a abandonné cette idée... on s'influence mutuellement... »

Chez les perplexes, cette question est négociée, car se fiant à des pairs ou à des membres de leur entourage qu'elles jugent plus compétents qu'elles, elles attendent d'être convaincues par les arguments avancés avant de se décider.

Les enquêtées se déclarant compétentes ne recourent pas aux mêmes sources d'informations. Bien qu'elles suivent les informations à la télévision, elles privilégient les médias sociaux, et notamment Facebook, qui leur offre une multitude de sources (audiovisuelles, écrites, etc.) et leur permet d'échanger les points de vue et d'affirmer leurs positions à travers l'analyse d'une situation donnée. Ces médias représentent un moyen permettant le recoupement des informations pour s'assurer de leur validité. L'influence interpersonnelle s'avère aussi moins prégnante que dans les deux types précédemment cités. On note chez les enquêtées se déclarant « compétentes » et qui s'intéressent à la politique, une

tendance plus grande à marquer l'autonomie de leur choix et à se fonder sur des facteurs rationnels. Elles recourent aux programmes des partis pour faire leur choix, assistent aux meetings et réunions de partis. Lorsqu'elles changent d'avis sous l'influence d'une personne de leur entourage, cela est généralement motivé par la nécessité de voter utile, donc par un argument rationnel.

Section II. Influence de l'image

Lors des Élections, l'aspect visuel a joué un rôle pour les femmes déscolarisées. Face à la méconnaissance des partis politiques en compétition et l'incapacité de faire un choix sur la base de ce que propose chaque candidat, le choix s'est fait en fonction d'une lecture particulière de la symbolique du logo.

Ainsi, une interviewée de Bouhlel, âgée de 22 ans, niveau 6^e année du primaire, a voté pour le PCOT, parce que le marteau du logo signifiait, selon elle, que le parti veillerait à proposer des solutions pour l'emploi. Une autre, âgée de 45 ans, est incapable de nommer le parti ou la liste pour lequel elle a voté : « J'ai vu l'olivier et le chameau et j'ai compris qu'ils allaient travailler pour l'agriculture ; j'ai donc voté pour eux. » Pour la première, le recours à ce procédé de sélection s'explique par sa capacité à marquer l'autonomie de son choix ; chaque membre de sa famille a voté comme il le souhaitait. La seconde, en revanche, explique cela par l'absence de son mari pendant les Élections et donc l'absence de référent pour l'orienter. Ceci confirme d'une certaine manière notre propos sur l'influence de l'âge dans la formation des attitudes politiques.

Section III. L'influence religieuse

Comme énoncé plus haut dans l'étude, on constate que la marginalisation de la région dans le processus de développement est un leitmotiv chez toutes les enquêtées, quels que soient leur âge, leur niveau d'éducation et leur statut professionnel. Toutes déplorent le désintérêt du Pouvoir central de la région au profit des zones du littoral. Cet élément a un impact considérable sur les rapports au politique. On constate en effet, que quel que soit le niveau d'éducation, la

décision de participer aux élections est pour une grande part motivée par la préoccupation première des populations enquêtées : l'amélioration de leurs conditions de vie.

Paradoxalement, ce ne sont pas toujours les promesses électorales relatives à la justice sociale qui ont joué au niveau du choix. Il ressort de cette étude que ce sont l'islamité du Mouvement et la réputation militante de ses membres (victimes de la répression) qui ont constitué des critères distinctifs, voire décisifs, permettant aux enquêtées de mieux se situer face à l'offre politique abondante. En plus des promesses électorales similaires à celles des autres partis en lice pour les Élections (selon leurs points de vue), l'islamité est la valeur ajoutée d'Ennahdha qui a permis aux enquêtées d'adhérer inconditionnellement au programme de ce parti.

Il est d'abord fondamental de préciser que le choix électoral sur la base de l'islamité ne peut être dissocié des trajectoires des enquêtées et de leurs expériences sociales. Postuler la simple corrélation entre le niveau de compréhension des interviewées de l'offre politique et l'abondance du choix nous semble très réducteur et nous empêcherait de comprendre pour quelles raisons la réhabilitation de la religion est importante pour les interviewées. D'autres considérations liées au contexte, aux expériences sociales, à la socialisation interviennent également. Les expériences sociales fournissent souvent des instruments moraux et religieux de classification et d'évaluation des partis politiques, des candidats et des représentants politiques. Aroua, diplômée chômeuse de 26 ans portant le voile « canonique » (Char'i), a fait les frais de la répression de la part des autorités lorsqu'elle était étudiante à Tunis. Empêchée à deux reprises de passer ses examens, elle a été emmenée au poste de police pour signer un engagement. Elle a vécu cette expérience comme une injustice et en garde un ressentiment vis-à-vis de la politique « antireligieuse » et répressive sous Ben Ali. Bien qu'elle s'en défende pendant l'entretien, insistant sur la rationalité de son choix (elle aurait étudié minutieusement les 365 points du programme du parti), son engagement religieux semble déterminant dans ses choix et ses orientations politiques : « Je suis membre du mouvement Ennahdha, ce n'est pas pour mon appartenance religieuse, non ! non ! Je suis active au sein d'une association. Je refuse d'ailleurs d'assister aux réunions du parti. » Aroua mobilise des éléments liés à ses croyances et convictions religieuses, et d'autres

liés à sa situation sociale de diplômée chômeuse pour juger les actions du parti pour lequel elle a voté et auquel elle a adhéré. Ainsi, elle lui reproche un certain laxisme par rapport aux libertés touchant au sacré dans les affaires « Persepolis » et Abdeliyya⁽⁵⁹⁾.

Mais si les critères intervenant dans le choix électoral lors des élections de l'ANC ont pu avoir trait à un arrière-fond religieux, nous avons pu constater que les appréciations négatives de la prestation du parti élu (quant à l'emploi, au développement local, au pouvoir d'achat) ont réactivé les considérations liées au développement comme critères de sélection de l'offre politique pour le prochain épisode électoral. L'exercice du pouvoir a en effet donné une meilleure lisibilité de la scène politique ; mais cela a eu comme conséquence d'entraîner soit la désaffection du politique et la perte de confiance dans les partis, soit les transferts d'allégeance.

59. Il s'agit de l'attaque menée par un groupe salafiste contre une exposition d'art au Palais Abdeliyya à la Marsa en juin 2012. Cette exposition d'art avait provoqué la colère des salafistes, déclenchant trois jours d'émeutes et contraignant les autorités à déclarer un couvre-feu dans plusieurs villes tunisiennes. Une personne avait été tuée et plus d'une centaine d'autres blessées lors de ces heurts.

Conclusion

En élaborant des idéaux-types de rapport au politique, cette étude a tenté de rendre intelligible des pratiques sociales complexes et de mettre au jour ainsi les causes de différenciations qui, autrement, seraient difficilement saisissables. En cherchant à comprendre dans quelle mesure la faiblesse du capital culturel et la précarité économique et sociale conduisent à la vulnérabilité politique, nous sommes parvenus aux résultats suivants :

- la compréhension du débat politique, la capacité de mobiliser des savoirs proprement scolaires dans l'appréhension de l'objet politique et l'acquisition d'instruments linguistiques et conceptuels s'accroissent à mesure que s'élève le capital scolaire et culturel. Cependant, ces aptitudes ou compétences ne conduisent pas systématiquement à la participation dans la vie politique. La socialisation et les expériences socialisatrices apparaissent en effet comme primordiales dans la création d'une appétence pour la participation politique et ce, indépendamment du niveau scolaire des individus ;
- les possibilités d'expérimentation de la participation politique, en tant qu'expérience susceptible de créer une appétence pour ce type d'activité, dépendent objectivement de l'environnement social. Le genre, en tant que modalité des relations sociales, peut renforcer l'auto-exclusion (division de l'espace social et confinement de la femme dans la sphère privée, les tâches domestiques empêchant toute possibilité), voire brimer une appétence pour la participation (la vision selon laquelle la politique est un domaine dangereux qui n'est pas fait pour les femmes). L'espace de vie est également déterminant dans l'auto-exclusion du politique (zones isolées ne disposant pas de locaux d'associations, de partis, de syndicats, de lieux de rencontres) ;
- la précarité, qu'elle soit sociale ou économique, si elle n'influe pas directement sur les rapports des enquêtées au politique, façonne leurs prises de position vis-à-vis de ce champ, ainsi que leurs choix électoraux, et constitue des repères à partir desquels les jeunes femmes en condition de vulnérabilité évaluent l'efficacité de l'action politique. Cela apparaît notamment à travers leurs prises de position négatives vis-à-vis des autorités locales dont elles dépendent pour l'obtention d'allocations ou d'un emploi ;

- en raison de la confusion qu'ont connues les enquêtées les moins politisées face à l'offre électorale, les préoccupations liées à l'amélioration des conditions de vie (l'emploi, la sécurité sociale, la santé, l'habitat) n'ont pas été déterminantes lors des élections de l'ANC. Elles constituent pourtant, au moment où l'enquête a été menée, les principaux griefs adressés aux politiques ;
- le mécontentement diffère selon les types de rapports au politique. S'il se manifeste par des transferts d'allégeance ou de reconversion militante dans le cas de la perplexité et de l'intérêt pour la politique, il semble produire un rejet de cette dernière chez les femmes qui s'auto-excluent de la participation. L'intention d'abstention manifestée par une grande partie des enquêtées appartenant à ce type à cause de ce mécontentement représente une menace pour l'installation d'une nouvelle démocratie en Tunisie.

Recommandations

Sur la base des résultats de l'étude exposés ici, des recommandations ont été formulées afin de renforcer la participation des jeunes femmes en conditions de vulnérabilité à la vie publique :

Réduire les inégalités face au politique

- Assurer un accès égal à l'information étant donné qu'elle constitue un préalable à la participation. Il est de ce fait nécessaire de :
 - Formuler des stratégies de diffusion de l'information et élaborer des supports de communication qui tiennent compte des besoins spécifiques des jeunes femmes en condition de vulnérabilité.
 - Mettre en place des cellules/espaces pour informer les citoyennes de leurs droits et les orienter pour les procédures à suivre dans leurs relations avec l'administration locale. Instaurer des mécanismes de dialogue entre représentants politiques et citoyens, au-delà des échéances électorales.
 - Favoriser la création d'espaces de sociabilité et de dialogue et s'assurer de leur accessibilité aux jeunes femmes non scolarisées dans lesquels se trouveraient les agents sociaux rompus aux techniques de communication sociale, ou bien des pairs formés à cet effet (*peer to peer*).
 - Mettre en place des garderies gratuites afin de permettre aux femmes de disposer du temps nécessaire pour pouvoir s'impliquer dans la sphère publique.

Instaurer la confiance du citoyen dans les institutions locales

- Établir des programmes de formation/sensibilisation des agents de l'administration locale pour inculquer la culture de la transparence et de la redevabilité. La redevabilité vis-à-vis du citoyen réduirait la crise de confiance dans les institutions.
- Encourager l'implication du citoyen dans la prise de décision au niveau local. Celle-ci favoriserait la réduction de la crise de confiance actuelle, tout en octroyant au citoyen le sentiment d'être proactif et de ne pas subir passivement les décisions des politiques.
- Mettre en place des dispositifs de participation inclusive telles que les consultations, les conseils consultatifs sur des questions prioritaires (critères de sélection des diplômés chômeurs, critères d'octroi des allocations, etc.).

Impliquer les citoyennes dans les débats publics à travers les médias

- Mettre en place des programmes télévisés et radiophoniques non stéréotypés utilisant un langage accessible aux jeunes femmes non scolarisées.
- Mettre en place des programmes de formation et de sensibilisation des agents des radios et télévision pour mieux maîtriser les techniques de communication.
- Promouvoir la participation des citoyennes en condition de vulnérabilité dans les débats publics à la télévision et à la radio, celle-ci constituerait, par un jeu de miroir ainsi instauré, une forme de reconnaissance de leur droit à la participation aux affaires publiques.

Renforcer les capacités des jeunes femmes en condition de vulnérabilité en matière d'apprentissage du politique

- Adapter les programmes des ONG en matière de citoyenneté, de démocratie aux préoccupations quotidiennes des jeunes femmes en condition de vulnérabilité et à leur compréhension/perception des concepts.
- Mettre en place des caravanes itinérantes de sensibilisation et de vulgarisation, pour tenir compte des difficultés de déplacement de certaines catégories (en particulier les femmes vivant dans des régions isolées).
- Encourager et soutenir les structures (groupements/associations de femmes ou mixtes) qui impliquent les femmes non scolarisées, et ne se contentent pas d'apporter des aides ponctuelles. Ce type de groupements favoriserait la familiarisation avec la prise de décision et l'acquisition de la culture participative.

Multiplier les recherches qualitatives sur la question des rapports au politique des citoyens ordinaires et l'extension de ce type d'étude à d'autres régions tunisiennes

Instaurer une tradition de recherche sur la réception des médias par les citoyens afin d'évaluer leur impact sur les attitudes politiques

Bibliographie

1. Ouvrages

- Abramson Paul R., Aldrich John H., Rohde, David W., *Change and Continuity in the 1992 Elections*, Washington, DC, Congressional Quarterly Press, 1994.
- Alonso William, *Location and Land Use. Toward a general theory of land rent*, Cambridge, Harvard University Press, 1964.
- Berger Peter, Luckmann Thomas, *La construction sociale de la réalité*, Paris, Armand Colin, coll. « Références », 1966, trad. fr. 1986, rééd. 2006.
- Bourdieu Pierre, *Propos sur le champ politique*, Lyon, Presses universitaires de Lyon, 2000.
- Bourdieu Pierre (dir.), *La misère du monde*, Paris, Seuil, 1993, 1460 pages.
- Campbell Angus, Converse Philip E., Miller Warren E., and Stokes Donald E., *The American voter. An abridgment*, New York, John Wiley, 1960.
- Fillieule Olivier, *Stratégies de la rue*, Paris, Presses de Sciences Po, 1997.
- Galland Olivier, *Sociologie de la jeunesse*, Paris, Armand Colin, coll. « U », 2011.
- Gauchet Marcel, *L'avènement de la Démocratie. 1. La révolution moderne*, Paris, Gallimard, 2007.
- Gaxie Daniel, *La démocratie représentative*, Paris, Montchrestien, coll. « Clefs », 1993.
- Gaxie Daniel, *Le cens caché. Inégalités culturelles et ségrégation politique*, Paris, Seuil, coll. « Sociologie politique », 1978.
- Grunberg Gérard, Mayer Nonna, Sniderman Paul M. (dir.), *La démocratie à l'épreuve. Une nouvelle approche de l'opinion des Français*, Paris, Presses de Sciences Po, 2002.
- Hoggart Richard, *La Culture du pauvre, étude sur le style de vie des classes populaires en Angleterre*, Paris, Éditions de Minuit, coll. « Le sens commun », 1970.
- Lahire Bernard, *La Culture des individus. Dissonances culturelles et distinction de soi*, Paris, Éditions La Découverte, coll. « Textes à l'appui/laboratoire des sciences sociales », 2004.
- Lahire Bernard, *Portraits sociologiques. Dispositions et variations individuelles*, Paris, Éditions Nathan, 2002.

- Lahire Bernard, *L'Homme pluriel. Les Ressorts de l'action*, Paris, Éditions Nathan, coll. « Essais et Recherches », 1998.
- Lahire Bernard, *Tableaux de famille, heurts et malheurs scolaires en milieux populaires*, Paris, Gallimard/Seuil, coll. « Hautes Études », 1995.
- Lazarsfeld Paul, Berelson Bernard, and Gaudet Helen, *The people's choice. How the voter makes up his mind in a presidential campaign*, 3rd ed. New York, Columbia University Press, 1968 [1944].
- Melliti Imed et Mahfoudh Draoui Dorra, *De la difficulté de grandir : pour une sociologie de la jeunesse en Tunisie*, Tunis, Centre de publication universitaire, 2006.
- Neveu Catherine (dir.), *Cultures et pratiques participatives, perspectives comparatives*, Paris, L'Harmattan, coll. « Logiques politiques », 2007.
- Pateman Carole, *The Sexual Contract*, Stanford, Stanford University Press, 1988.
- Rosanvallon Pierre, *La nouvelle question sociale. Repenser l'État - providence*, Paris, Seuil, coll. « Points Essais », 1998.
- Simmel Georg, *Le pauvre*, Paris, PUF, coll. « Quadrige », 2009.
- Weber Max, *Sociologie des religions*, Paris, Gallimard, 1996.

2. Chapitres d'ouvrages

- Box-Steffensmeier Janet M., and Charles H. Franklin, « The Long campaign : Senate Elections in 1992 », In : Herbert F. Weisberg (ed.), *Democracy's Feast : Elections in America*, Chatham House Press, 1995, p. 292-318.
- Garrigou Alain, « Chapitre 13. Conjoncture politique et vote », In : Gaxie Daniel, *Explication du vote*, Paris, Presses de Sciences Po « Références », 1989, p. 357-384.
- Guimond Serge et Tougas Francine, « Sentiments d'injustice et actions collectives : la privation relative », In : Bourhis Richard Y. et Leyens Jaques-Philippe (dirs.), *Stéréotypes, discrimination et relations intergroupes*, Sprimont, Belgique, Mardaga, 1999, p. 201-231.
- Lahire Bernard, « De la théorie de l'habitus à une sociologie psychologique », et « Champ, hors-champ, contre-champ », In : Lahire Bernard (dir.), *Le Travail sociologique de Pierre Bourdieu, dettes et critiques*, Paris, Éditions La Découverte, coll. « Textes à l'appui », 1999, p.126-130.
- Mayer Nonna et Schweisguth Etienne, « Chapitre 10. Classe, position sociale et vote », In : Gaxie Daniel, *Explication du vote. Un bilan des études électorales en France*, Paris, Presses de Sciences Po « Références », 1989 p. 263-290.
- Mayer Nonna, « Chapitre 10/Que reste-t-il du vote de classe ? », In : Pascal Perrineau et Luc Rouban, *La politique en France et en Europe*, Presses de Sciences Po « Références », 2007, p. 287-310.
- Muxel Anne, « La formation des choix politiques dans le temps de la jeunesse : filiation et expérimentation. » In : *L'Identité politique*, Paris, Presses Universitaires de France, 1994, p. 70-78.
- Pateman Carole, « Féminisme et démocratie », In : Ballmer Cao Thanh-Huyê'n, Mottier Véronique, Sgier Lea (textes rassemblés et présentés par), *Genre et Politique : débats et perspectives*, Paris, Gallimard, coll. « Folio Essais », 2000, p. 88-121.
- Rouquette, Marie Louise, « Représentations et idéologie », In : Deschamps Jean-Claude et Beauvois Jean-Léon (eds.), *La psychologie sociale, Tome 2, Des attitudes aux attributions, sur la construction de la réalité sociale*, Grenoble, Presses Universitaires de Grenoble, 1996.

3. Articles

- « La compétence politique. Nouveaux questionnements et nouvelles perspectives », *Revue française de science politique*, 2007/6 vol. 57, p. 733-735.
- Béchir Riadh & el Khattali Houcine, « Développement durable et amélioration du niveau de vie au gouvernorat de Tataouine (Sud-Est tunisien) », *Mediterranean Journal of Economics, Agriculture and Environment, New Médit*, n°2, vol. 10, 2011, p. 18-24.
- Belhedi Amor, « Les disparités spatiales en Tunisie : état des lieux et enjeux », *Revue Méditerranée*, 1999, n° 1-2, p. 63-72.
- Blondiaux Loïc, « Faut-il se débarrasser de la notion de compétence politique ? » Retour critique sur un concept classique de la science politique, *Revue française de science politique*, 2007/6 vol. 57, p. 759-774.
- Chaiken Shelly, « Heuristic versus systematic information processing and the use of source versus message cues in persuasion », *Journal of personality and Social psychology*, 1980/5 vol. 39, p. 752-766.
- Déloye Yves, « Pour une sociologie historique de la compétence à opiner "politiquement" » Quelques hypothèses de travail à partir de l'histoire électorale française, *Revue française de science politique*, 2007/6 vol. 57, p. 775-798.
- Dubois Éric, « Les déterminants économiques du vote 1976-2006 : trente ans de fonctions de vote en France », *Revue d'économie politique*, 2007/2 vol. 117, p. 243-270.
- Favre Pierre, Offerlé Michel, « Connaissances politiques, compétence politique ? Enquête sur les performances cognitives des étudiants français », *Revue française de science politique*, 52 (2-3), avril-juin 2002, p. 201-232.
- Gana Alia *et al.*, « La territorialité du vote pour l'Assemblée nationale constituante tunisienne de 2011 », *Confluences Méditerranée*, 2012/3 n° 82, p. 51-69.
- Gaxie Daniel, « Les enjeux citoyens de la professionnalisation politique », *Mouvements*, 2001/5 n°18, p. 21-27.
- Gaxie Daniel, « Appréhensions du politique et mobilisations des expériences sociales », *Revue française de science politique*, 52^e année, n° 2-3, 2002. p. 145-178.

- Gaxie Daniel, « Cognitions, auto-habilitation et pouvoirs des "citoyens" », *Revue française de science politique*, 2007/6 vol. 57, p. 737-757.
- Grosser Alfred, Dominique Schnapper, « La compréhension sociologique. Démarche de l'analyse typologique », *Revue française de science politique*, 49^e année, n° 6, 1999, p. 855-856.
- Guillonet Christine, « Entrées de femmes en politique. L'irréductibilité du genre à l'heure de la parité », *Politix*, vol. 15, n° 60, quatrième trimestre 2002, p. 113-146.
- Gunther Richard, Torcal Lorienté Mariano, Montero José Ramón, « Légitimité, mécontentement et désaffection dans les nouvelles démocraties. Le cas de l'Espagne », *Revue française de science politique*, 49^e année, n° 2, 1999, p. 171-204.
- Ihl Olivier, « Socialisation et événements politiques », *Revue française de science politique*, 52^e année, n° 2-3, 2002, p. 125-144.
- Joignant Alfredo, « Compétence politique et bricolage. Les formes profanes du rapport au politique », *Revue française de science politique*, 2007/6 vol. 57, p. 799-817.
- Joignant Alfredo, « La socialisation politique. Stratégies analyse enjeux théoriques et nouveaux agendas de recherche », *Revue française de science politique*, 1997/5 vol. 47, p. 549.
- Kain John, « Housing Segregation, Negro Employment, and Metropolitan decentralization », *Quarterteley Journal of Economics*, 1968, p. 175-197.
- Lahire Bernard, « La variation des contextes en sciences sociales. Remarques épistémologiques », *Annales, histoire, sciences sociales*, 1996.
- Maupeou-Leplatre Nicole, « Pour une sociologie des jeunes dans la société industrielle », *Annales. Économies, Sociétés, Civilisations*, 16^e année, n° 1, 1961, p. 87-98.
- Muxel Anne, « La participation politique des jeunes : soubresauts, fractures et ajustements », *Revue française de science politique*, 2002/5 vol. 52, p. 521-544.
- Offerlé Michel, Favre Pierre, « Connaissances politiques, compétence politique ? Enquête sur les performances cognitives des étudiants français », *Revue française de science politique*, 52^e année, n° 2-3, 2002, p. 201-232.

- Rafai Kadija et Gayral-Taminh Martine, « Familles "vulnérables", je vous aime ou je vous hais ? », *Empan*, 2005/4 n° 60, p. 44-50.
- Rousseau Sophie, « Vulnérabilité et résilience, analyse des entrées et sorties de la pauvreté : le cas de Manjakandriana à Madagascar », *Mondes en développement*, 2007/4 n° 140, p. 25-44.
- Schnapper Dominique, « Histoire, citoyenneté et démocratie », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 2001/3 n° 71, p. 97-103.
- Sirven Nicolas, « De la pauvreté à la vulnérabilité : évolutions conceptuelles et méthodologiques », *Mondes en développement*, 2007/4 n° 140, p. 9-24.
- Soulet Marc-Henry, « Reconsidérer la vulnérabilité », *Empan*, 2005/4 n° 60, p. 24-29.
- Talpin Julien, « Ces moments qui façonnent les hommes. Éléments pour une approche pragmatiste de la compétence civique », *Revue française de science politique*, 2010/1 vol. 60, p. 91-115.
- Tessler Mark et Gao Eleanor, « La démocratie et les orientations de la culture politique des citoyens ordinaires. Typologie pour le monde arabe et peut-être pour d'autres régions », *Revue internationale des sciences sociales*, 2007/2 n° 192, p. 219-231.
- Valadier Paul, « Apologie de la vulnérabilité », *Études*, 2011/2 Tome 414, p. 199-210.

4. Thèses et mémoires

- Murielle Bègue, Le rapport au politique des personnes en situation défavorisée. Une comparaison européenne : France, Grande-Bretagne, Espagne, thèse de doctorat en sociologie, sous la direction de Serge Paugam, Institut d'études politiques de Paris, 2007.
- Vommaro Gabriel, Regards croisés sur les rapports des classes populaires au politique en Argentine. Retour sur la question du « clientélisme », thèse de doctorat en sociologie, sous la direction de Patrick Champagne, École des Hautes Études en Sciences sociales, juin 2010.

5. Rapports

- Borowsky Gabriella, Women's Political Participation in Tunisia after the Revolution. Findings from Focus Groups, National Democratic Institute, 2012 (non publié).
- Dargouth Medimegh Aziza (dir.), Enquête nationale, Observatoire tunisien de la citoyenneté participative, janvier 2013.
- Ellen Lust, Lindsay Benstead et Dhafer Mallouch, « Tunisian post-electoral survey », décembre 2012 (résultats préliminaires).
- Gauchet Marcel, Le politique *versus* la politique, Rencontres démocrates, Vincennes, octobre 2007.
- Gaxie Daniel, Les mécanismes électoraux, entretien accordé au LEM, juin 2012.
- Office de développement du Centre-Ouest, « Gouvernorat de Kasserine en chiffres, 2010 ».
- Office de développement du Sud, « Gouvernorat de Gafsa en chiffres, 2010 ».
- Office de développement du Sud, « Gouvernorat de Tozeur en chiffres, 2010 ».
- Rapport de développement de la femme arabe 2003 : « Les adolescentes arabes : situation et perspectives », CAWTAR, Tunis, 2003.
- Mission d'observation électorale de l'Union européenne en Tunisie. Rapport final – Élection de l'Assemblée nationale constituante 2011.
- Loyer Barbara et Feuerstoss Isabelle, Atlas femmes et politique en Tunisie, Université Paris 8 Pôle Méditerranée, 2012 (non publié).
- INS (Institut national des statistiques), 2005, Les résultats de recensement général de la population et de l'habitat de 2004.

■ Annexe

Annexe 1

Guide d'entretien (enquête par entretiens approfondis semi-directifs)

Date :

Lieu :

Interview n° :

Durée de l'entretien :

1. Comment est la situation dans votre région ? en êtes-vous satisfaite ?
2. Votre vie est-elle touchée par tous les changements qui ont eu lieu depuis le 14 janvier ?
 - Si oui, quel changement ? Comment ? Si non, racontez-moi comment ?
3. Est-ce qu'on parle de politique dans votre famille ? Entourage ?
 - Si oui, comment ? À quelle occasion ? Quels sujets évoquez-vous ? Si non, pourquoi ? Et à l'école ? Comment ?
4. Y a-t-il des membres de votre famille, entourage engagés en politique (syndicats, partis, associations) ?
 - Si oui, lequel ? Comment voyez-vous cet engagement ?
5. Y a-t-il des partis qui vous intéressent ? Des associations ? Le travail syndical ?
 - Si oui, lequel ? Qu'est-ce qui vous intéresse particulièrement dans ces activités ?
6. Avez-vous pensé y adhérer ?
 - Si oui, pour quelles raisons ? Comment a réagi votre entourage quand vous avez pris cette décision ? Si non, pour quelles raisons ?

7. Est-ce que vous avez déjà voté au moins une fois ?
 - Si oui, c'était à quelle occasion ? Qu'est-ce qui vous a décidé à voter ? Pour qui avez-vous voté ? Racontez-moi comment ça s'est passé.
 - Si non, pour quelles raisons vous ne l'avez pas fait ?

8. Avez-vous voté en octobre 2011 ? Saviez-vous pour quelles raisons les élections ont été organisées ? Par quel moyen avez-vous appris l'objectif de ces élections (radio, télévision, internet, porte-à-porte des candidats, voisins, collègues au travail, membres de la famille, etc.).
 - a. Si oui, pourquoi ? Racontez-moi comment ça s'est passé : (demander des détails sur l'attente, le transport, la facilité d'accès à l'information, la clarté du bulletin de vote, les démarches à suivre, l'enregistrement) :
 - Comment avez-vous fait votre choix au moment de l'élection ? (laisser l'enquêté(e) répondre de lui/elle-même, puis demander s'il /elle a voté pour le même candidat que les membres de sa famille)
 - Comment a réagi votre entourage (famille, voisins, amis, collègues) quand vous avez décidé de voter ? [tentatives de la dissuader/ tentatives d'orienter son vote ? et pour quelles raisons à son avis ? Comment a-t-il/elle réagi à cela ?]
 - Ont-ils voté eux-mêmes ?
 - Y a-t-il un parti ou une liste qui vous a attiré ?
 - Si oui, pour quelles raisons ?
 - Si non, pour quelles raisons ?
 - Y a-t-il des politicien(ne)s qui vous plaisent ? Lesquels ? Qu'est-ce qui vous plaît chez eux/elles ?
 - b. Si l'enquêtée n'a pas voté : qu'est-ce qui vous a empêché de le faire ? (méfiance vis-à-vis des partis, incompréhension des enjeux des élections, désintérêt du politique, sentiment d'incompétence)

9. Est-ce que le parti/candidat pour qui vous avez voté a été élu ? Si oui, êtes-vous satisfaite de sa prestation au sein de l'ANC ?
 - Si oui, comment ?
 - Si non, pour quelles raisons ? Que proposez-vous pour améliorer les prestations des élus ? Que doivent-ils faire à votre avis ?

10. (Si la question n'a pas été abordée par l'enquêté(e) ou de manière superficielle, leur poser la question suivante] : À qui avez-vous recours pour trouver une solution à vos problèmes ? Vous adressez-vous aux représentants des autorités locales ? À quelle occasion l'avez-vous fait ? Comment avez-vous fait ? Qui précisément avez-vous sollicité ? Pourquoi ce choix ? Quel en était le résultat ?
- Si non, pour quelles raisons ?
11. Qu'attendez-vous des politiques ? Quels changements voudriez-vous voir concrètement dans votre vie ? et au niveau de la localité ?
12. Qu'est-ce que la politique pour vous ?

- Nom (facultatif + rassurer l'enquêté quant à l'anonymat total mettre un pseudo) :
- Sexe :
- Date et lieu de naissance :
- État civil/nombre d'enfants/âge des enfants :
- Niveau d'instruction/carrière scolaire (échecs, choix des études, ce qui vous intéresse dans le parcours scolaire – disciplines, choix de l'orientation, etc.) :
- Profession (carrière professionnelle : échecs, choix professionnels, période de chômage, promotions, etc.) :
- Revenus (ne pas insister, essayer de poser la question de manière polie et d'observer l'environnement de l'enquêté, son lieu de vie et prendre des notes) :
- Lieu de résidence (mobilité résidentielle + propriétaire ou locataire/ nombre de pièces) :
- Profession et niveau d'éducation du conjoint (le cas échéant) :
- Profession et niveau d'éducation des parents :
- Profession et niveau d'éducation des grands-parents maternels :
- Profession et niveau d'éducation des grands-parents paternels :
- Profession et niveau d'éducation des enfants :
- Loisirs/lectures :

Annexe 2

Guide de modération pour les focus groups

1. Quelles sont vos impressions sur l'accessibilité des citoyens à l'information et aux services (d'une manière générale) :
 - Emploi,
 - Santé,
 - Sécurité sociale,
 - Politique (vote, informations sur la vie politique, etc.).
2. Quelles sont les mesures que vous avez adoptées pour faciliter les relations avec les citoyens de manière générale (l'accès à l'information, l'accès aux services) ? Sont-elles efficaces ?
3. Et pour les femmes ? et les catégories en condition de vulnérabilité (diplômées chômeuses, chômeuses, femmes déscolarisées) ? Y a-t-il une prise en compte de leurs besoins spécifiques ?
4. Quelles sont vos recommandations pour améliorer l'accès à l'information et aux services (aborder la question de la redevabilité, de la transparence, du genre) ? Pensez-vous que ce soit une mesure à entreprendre ou à défendre pour améliorer l'accès des citoyens à l'information et aux services et par là même renforcer l'implication des citoyens dans la vie publique) ?
5. Quel rôle devrait jouer la société civile pour améliorer l'accès aux services et à l'information ?
6. Y a-t-il une collaboration entre société civile et autorités locales sur cette question en particulier ? De quelle manière se manifeste cette collaboration concrètement aujourd'hui ?
 - Si non, pour quelles raisons ?

Annexe 3

Argumentaire du film documentaire « Souti Ba'h » (extinction de voix(e))

La démarche entreprise pour l'élaboration de l'enquête et du projet documentaire « Souti Ba'h » (extinction de voix(e)) vise à comprendre par interprétation les rapports des femmes en condition de vulnérabilité au politique. Considéré de la sorte, le rapport au politique prend en effet valeur d'événement, à chaque fois différent.

L'objectif de ce documentaire consiste à témoigner, au-delà de l'implication politique de nos protagonistes et personnes ressources, l'humain qui se dépolitise en eux, autour d'eux, dans leur quête de liberté, et dans leur combat pour la dignité et la justice sociale qui sont ceux de tout un peuple.

Notre ambition est d'étudier ces femmes, dans la lignée de la pensée de Hoggart, dans leurs modes de vie et dans leurs manières d'être. Et de là, comprendre comment les acteurs construisent, justifient et mettent en œuvre dans leurs discours et dans leurs actes les représentations politiques. Il ne s'agit plus d'expliquer les comportements et les croyances des femmes seulement par des déterminations contextuelles (comme les conditions sociales), mais d'explicitier les manières dont le politique et les femmes vulnérables offrent un nouveau rapport au monde.

Un transport s'opère en nous invitant à traverser, dans un parcours itinérant et en prenant 4 villes (Redayef, Gafsa, Kasserine, Thala) comme lieux distinctifs et symboliques du changement politique perçu dans l'imaginaire collectif et comme vecteur de mutation politique. Une traversée dans l'ambiance de plusieurs quartiers où l'on touche les émotions existentielles grâce à la capacité de l'image cinématographique comme outil sensible capable de nous faire pénétrer dans les arcanes de la vie quotidienne, dans les dimensions du vécu quotidien. Cette sensibilité est à l'œuvre dans l'association entre les interviewées et l'équipe de recherche/tournage que constitue une mise en forme d'un double regard en profondeur. Cette profondeur émerge par l'affiliation entre les techniques et

l'exploration : c'est-à-dire un ensemble de visions, l'observation participante et le cinéma, associé à l'oralité des interviews. Union de langages exprimant une forme de connaissance qui permet de mieux saisir la pluralité du réel, la vie de ces lieux caractéristiques et les différents niveaux du rapport au politique. Le quadrilatère entre les rues du quartier Nozha à Bouhlel, la hara de Gafsa, la place de l'UGTT à Redayef, le lycée à Thala et les lieux de résidence des interviewés constitue un tableau dessinant la dissémination des formes de vie et montre bien toute la symbolique des spécificités de ces zones.

La fusion d'un double œil qui regarde, scrute, donc une intégration entre observation et outil cinématographique – que nous pouvons penser comme un « troisième œil » – mixte à la technique d'interview, constitue une symbiose permettant de former un regard sur les lieux et l'impact des décisions politiques prises au niveau central sur ces lieux. La technique du cinéma et l'oralité des interviews sont ainsi des mises en forme de la narration politico-sociale des villes où les lieux (entre le dedans et le dehors) représentent le symbole expressif d'une plongée dans les transformations du monde social. Ce regard sur les villes, les lieux (maisons, quartiers) et sur la vie sociale qui l'accompagne peut être considéré comme un récit profond de ce qui était et ce qui est.

La captation des détails, les ambiances multiples des maisons, des ruelles nous amènent à une présentation de la complexité urbaine dont le pouvoir de l'image est dévoilé dans sa capacité à faire ressortir et à nous faire « toucher » les diverses ambiances vécues dans ces lieux typiques de l'existence sociale. Donc l'image cinématographique ici est au centre des interactions et valorise le point de vue des sujets filmés et permet aussi, et cela est une des valeurs intrinsèques de l'image même, d'associer plusieurs formes d'accès au réel. C'est justement ce réel, dans sa multiplicité, qui est mis en jeu dans les rapports différenciés au politique.

En conclusion, le film pourrait être considéré comme une restitution d'un itinéraire fait de rencontres, gestes, regards pour exprimer et retracer le quotidien des femmes et des hommes et leurs sensibilités politiques. « Souti Ba'h », avec une rigoureuse conscience scientifique du terrain, représente une sorte de traité visuel des rapports différenciés au politique.

POLITIQUE ET JEUNES FEMMES VULNÉRABLES EN TUNISIE

Étude qualitative : Gafsa - Kasserine - Tozeur

Aux lendemains des bouleversements politiques en Tunisie en 2011, et surtout depuis le déclenchement du processus de transition, l'espace de la participation politique dans le pays s'est incontestablement élargi. La question qui se pose alors est la suivante : Mais qui participera à cette démocratie naissante ? Ou encore plus précisément : Quelles sont les conditions nécessaires, conscientes et inconscientes, pour pouvoir participer à la vie publique ?

La portée d'un tel questionnement est loin d'être du ressort des statistiques ; elle est de l'ordre éthique et politique. Éthique d'abord, parce que toute cité démocratique, présupposant chez chaque citoyenne et chaque citoyen des capacités intrinsèques de participer à la vie de la cité, doit leur donner une égalité de chances d'en développer le pouvoir. C'est là l'éthique de l'inclusion sociale. Politique ensuite, car de savoir qui peut participer interroge *in fine* la possibilité d'une démocratie d'advenir.

La présente étude menée par le Secteur des Sciences sociales et humaines de l'UNESCO et le CAWTAR, avec le précieux soutien du Royaume des Pays-Bas, prend en charge de telles interrogations à bras-le-corps. Elle porte sur les rapports au politique des jeunes femmes en condition de vulnérabilité à Gafsa, Kasserine et Tozeur, trois gouvernorats de la région du Sud-Ouest/Centre-Ouest de la Tunisie. Adoptant une approche de sociologie politique compréhensive, cette recherche vise à mettre au jour les conditions de vulnérabilité politique en interrogeant les retombées de la précarité économique et sociale et de la faiblesse du capital scolaire sur les possibilités d'investissement politique. Elle fait ressortir ainsi des différenciations au niveau des rapports au politique et cherche à en expliquer les ressorts. Avec un focus particulier sur les élections du 23 octobre 2011, cette recherche met au jour également les déterminants du choix électoral pour la population étudiée.



Royaume
des Pays-Bas